

CONSEIL COMMUNAL DU 28 AVRIL 2022
GEMEENTERAAD VAN 28 APRIL 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Yannick Franchimont, *Président/Voorzitter* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoeye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Fathiya Alami, Lise Batugowski, Jean-Pierre Collin, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Patrick De Nutte, *Le Secrétaire communal f.f./De wnd. gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Jean-Luc Vanraes, Aleksandra Kokaj, Caroline Van Neste, Hans Marcel Joos Van de Caeter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:45
Opening van de zitting om 18:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.04.2022/A/0001 **Interpellation citoyenne pour la mémoire de Youra Livschitz.**

M. Tojerow rappelle que le 19 avril 1943, un acte de résistance extraordinaire et unique en son genre eut lieu en Belgique : munis seulement d'un revolver, d'une lampe-tempête et de quelques tenailles, trois jeunes résistants, Youra Livschitz, Jean Franklemon et Robert Maistriau contraignent à l'arrêt, à hauteur de Boortmeerbeek, le train du 20^{ème} convoi qui transportait 1.631 Juifs de la caserne Dossin de Malines vers Auschwitz.

Ils réussirent à libérer 17 personnes d'un wagon, avant que l'escorte allemande ne riposte et les pousse à la fuite.

Plus loin sur le trajet, d'autres personnes prennent la fuite, grâce à des outils volés et emportés clandestinement à bord du train.

Au total, ils sont 236 à s'être enfuis : 26 sont tués, 90 sont repris, mais 120 recouvrent définitivement la liberté.

L'idée d'arrêter un convoi de déportation avait été rejetée par le Front de l'Indépendance, qui jugeait une telle opération trop risquée. Youra Livschitz décide alors de conduire lui-même le projet à bien, en recrutant les participants dans son entourage.

De toute l'Europe, il s'agit du seul et unique convoi de déportation qui ait fait l'objet d'une action de l'extérieur en vue de libérer des déportés.

En 1927, Rachel Livschitz, originaire de Bessarabie, s'installe en Belgique avec ses

deux fils Youra et Choura (Alexandre), d'abord avenue de Floréal, puis au 3^{ème} étage de l'immeuble sis au n° 247 de l'avenue Brugmann.

Youra effectue ses humanités à l'Athénée d'Uccle, où il fait la connaissance de Jean Franklemon et Robert Maistriau.

Il poursuivra des études de médecine à l'ULB, où il sera un membre actif du cercle du Libre Examen. En 1942, il décroche son diplôme de médecin devant le Jury central, mais il est frappé d'interdit professionnel en tant que Juif.

Les trois jeunes résistants seront arrêtés l'un après l'autre. Jean Franklemon et Robert Maistriau survécurent à la déportation. Youra, l'auteur du projet d'attaque du convoi, réussit à s'échapper de l'immeuble de la Gestapo, mais sera repris avec son frère Alexandre, résistant actif au sein des Partisans armés, en tentant de quitter la Belgique le 16 juin 1943.

Youra est fusillé au Tir National le 17 février 1944, huit jours après son frère, pour avoir participé à l'attentat du 19 avril 1943 contre le convoi des Juifs.

Une stèle commémorative est inaugurée en 1993 à Boortmeerbeek en souvenir de cet incroyable acte de résistance.

En 2005, Robert Maistriau reçoit le titre de Docteur honoris causa de l'ULB. En 2008, quelques mois avant sa mort, il est fait citoyen d'honneur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, où l'école « Parc Malou-Robert Maistriau » est inaugurée en son honneur en décembre de la même année.

Le 21 septembre 2021, le Parlement bruxellois adopte une résolution relative à la nécessité d'ériger un monument à la mémoire de ces trois résistants.

Les signataires de cette interpellation citoyenne, citoyens ucclois animés de convictions politiques, philosophiques ou religieuses diverses, souhaitent que la commune participe activement à la perpétuation du nom et du souvenir de Youra Livschitz, l'un de ses plus illustres enfants, initiateur de l'attaque du 20^{ème} convoi, héros et martyr, seul des trois participants qui l'ait payé de sa vie.

Ils invitent donc le Collège et le Conseil, par-delà les clivages politiques, à prendre les décisions suivantes :

- faire apposer au n°247 de l'avenue Brugmann, dernier domicile librement choisi par Youra, une plaque commémorative mettant à l'honneur son haut fait de résistance;
- octroyer à Youra Livschitz, Jean Franklemon et Robert Maistriau le titre de citoyen d'honneur de la commune à titre posthume;
- demander à la Fédération Wallonie-Bruxelles, pouvoir organisateur de l'Athénée Uccle I, d'adosser au nom de l'établissement celui de son illustre ancien élève, Youra Livschitz (« Athénée Uccle I – Youra Livschitz ») et d'ornez les bâtiments de l'école d'une plaque commémorative;
- se porter candidate auprès de la Région bruxelloise, dans le cadre de la résolution du Parlement bruxellois du 21 septembre 2021, afin d'accueillir sur son territoire le monument à ériger en l'honneur des trois résistants (un site intéressant sur le plan historique et géographique pourrait être la zone du parc de Wolvendaël proche du château qui abritait à l'époque l'Athénée d'Uccle, aux abords du square des Héros);
- prendre l'initiative de développer un espace muséal didactique évoquant, à partir de l'attaque du 20^{ème} convoi, l'histoire de la déportation et de la résistance en Belgique, en partenariat avec les autorités politiques (la Région bruxelloise, l'Etat fédéral, les Communautés) et les institutions scientifiques compétentes (le CEGES, « Kazerne Dossin », le Musée juif de Belgique, etc.) – vu que les derniers témoins disparaissent, cet espace muséal pourrait être un outil précieux à disposition des écoles bruxelloises pour l'enseignement de l'histoire de la Seconde guerre mondiale et du génocide des Juifs et des

Tsiganes; l'ancienne Maison communale pourrait être un site intéressant pour ce musée, non loin du monument qui serait érigé au parc de Wolvendael);

- solliciter la ville de Bruxelles afin que trois chemins traversant le Bois de la Cambre d'Uccle vers le campus du Solbosch de l'ULB prennent le nom des trois auteurs de l'attaque du 20^{ème} convoi, de manière à marquer symboliquement leur lien avec l'ULB.

Mme Fremault remercie M. Tojerow d'avoir évoqué dans son interpellation la résolution qu'elle a initiée avec Bianca Debaets et que le Parlement bruxellois a adoptée en septembre dernier.

La semaine prochaine, une rencontre avec Simon Gronowski y sera organisée pour donner la parole aux témoins encore vivants.

Cette résolution insistait sur le rôle majeur que doivent jouer les assemblées en tant que hauts lieux de démocratie, pour la sauvegarde des libertés fondamentales, largement menacées aujourd'hui dans toute une série d'Etats.

Il ne peut y avoir d'avenir sans souvenir du passé, et ce d'autant plus que le contexte actuel est particulièrement compliqué : outre les bouleversements induits par la guerre en Ukraine, il y a des inquiétudes face aux prises de positions xénophobes et racistes émises dans le cadre de l'élection présidentielle française.

La résolution du Parlement bruxellois insistait beaucoup sur l'éducation des jeunes générations, notamment via l'érection d'un monument commémoratif qui ait un caractère didactique.

A cet égard, il convient d'établir un relais avec les écoles et universités.

La résolution évoquait aussi la nécessité d'une concertation avec les différentes communes.

Mme Fremault espère que la réponse du Collège sera à la hauteur de tels enjeux.

M. Cools estime aussi que le devoir de mémoire est très important dans une Europe où la démocratie est en recul.

Les suggestions de l'interpellation citoyenne sont très intéressantes, et le groupe Uccle en avant soutiendra celles qui seront reprises par le Collège.

Vu que le nouveau bâtiment administratif a été conçu pour permettre des expositions, il pourrait servir d'espace muséal consacré au devoir de mémoire.

Le nom de Youra Livschitz pourrait être donné à l'une des nouvelles voiries qui seront aménagées, étant donné qu'il va y avoir une nouvelle place publique près de la rue du Château d'Or et une voirie qui va s'embrancher au centre ou à hauteur du n° 100 de la rue du Bourdon.

Cependant, M. Cools est plus hésitant face à la proposition d'accorder la qualité de citoyen d'honneur à titre posthume. Il convient d'y réfléchir.

M. Hayette estime que la commune d'Uccle doit reconnaître ses enfants martyrs car sans eux, nous ne vivrions pas en démocratie.

Lors de la séance précédente, le Conseil communal a adopté à l'unanimité une motion visant à marquer son opposition à l'agression russe en Ukraine.

Le Conseil a aussi adopté une motion destinée à associer la commune d'Uccle à une initiative européenne pour la lutte contre l'antisémitisme.

Les crimes de guerre en Ukraine et la montée des partis extrémistes en Europe doivent alerter sur la présence des ennemis de la démocratie au sein des démocraties.

Henri Goldberg, Président de la Fondation Auschwitz, a rappelé dans une interview que son organisation a été créée non seulement pour garder vivante la mémoire du passé mais aussi pour mettre en garde les jeunes contre les dangers de l'extrémisme, à la lumière des crimes nazis.

Uccle aurait plus de poids si l'ensemble du Conseil relayait les demandes des

intervenants de ce soir auprès de la ville de Bruxelles pour les voiries du Bois de la Cambre, de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'école, de la Région pour le monument.

Il serait peut-être opportun de réfléchir à la rédaction d'une motion communale qui réunirait l'ensemble des groupes politiques.

Nous aurions tort de croire que la démocratie est nécessairement immortelle. Elle pourrait mourir autant à cause des inégalités sociales, scolaires, éducatives et territoriales que des dérives identitaires.

Les propositions énoncées dans l'interpellation citoyenne peuvent contribuer à forger une conscience universelle, seule arme pour lutter contre les extrémismes de tous bords.

Les mandataires uclois doivent s'associer à la demande des citoyens attachés au souvenir de Youra Livschitz, Jean Frankelmon et Robert Maistriau.

Mme Margaux précise que cette interpellation citoyenne a une résonance particulière en ce jour de « Yom HaShoah », consacré au souvenir de la Shoah.

Le groupe Défi soutient les mesures préconisées par les intervenants.

Mme Margaux est favorable à ce qu'une explication voire une plaque soient jointes aux « pavés de la mémoire » placés devant le domicile des frères Livschitz.

L'érection d'un monument au parc de Wolvendael serait aussi une bonne manière de leur rendre hommage.

Mme Margaux approuve aussi l'idée d'aménager un espace muséal à la Maison communale pour honorer les résistants, qui furent nombreux à Uccle, notamment le Bourgmestre Herinckx, qui a convaincu les autres borgmestres de ne pas inscrire leurs administrés israéliens dans le registre des Juifs, ou Mme Fela Perelman, qui a caché de nombreux enfants.

Le Musée juif, dont Mme Margaux assume la vice-présidence, est au service de la commune pour toutes les initiatives.

M. Desmet remercie M. Tojerow pour son récit de l'épopée de ces 3 héros bruxellois qui ont refusé l'ignominie totalitaire et raciste.

Cet engagement doit être rappelé dans un contexte marqué par la recrudescence de l'intolérance, y compris au sein de notre pays.

Vu qu'on ne naît pas raciste et intolérant mais qu'on le devient, M. Desmet insiste sur les vertus de l'éducation au sein des établissements scolaires.

Les propositions émises dans l'interpellation citoyenne étant toutes légitimes, le groupe Ecolo laisse au Collège le soin de les évaluer.

Selon M. Desmet, il faut repenser l'organisation de la journée d'hommage aux victimes des deux conflits mondiaux, effectuée au début du mois de novembre, étant donné que les rangs des participants deviennent plus clairsemés d'année en année.

Mme Czekalski estime aussi que cette interpellation citoyenne est particulièrement opportune en ce jour de « Yom HaShoah ».

Mme Czekalski a participé hier à la commémoration organisée au Musée juif dans le cadre des « Pavés de la mémoire ». L'une des dernières survivantes de l'Holocauste, très émue, a rappelé qu'on n'a pas le droit d'oublier les gens qui ont été victimes de cette infamie : « Tant que nous nous souviendrons de leur nom, ils vivront dans nos mémoires ».

En Belgique, plus de 25.000 Juifs ont été déportés, dont plus de 5.000 enfants. Et 5.000 personnes originaires de Belgique ont aussi déportées depuis Drancy.

Mme Culer rappelle que les résistants ont risqué leur vie en s'engageant dans la presse clandestine, dans le renseignement ou les actes de sabotage, en cachant des enfants et des adultes, en réalisant de faux papiers ou de faux timbres de

ravitaillement, en ouvrant des courriers postaux de convocation afin de prévenir leurs destinataires du danger qui les menaçait.

Depuis 1953, l'Etat d'Israël honore ces héros en leur décernant le titre de « Juste parmi les nations ».

Face à la disparition progressive des témoins et la recrudescence des extrémismes, du racisme et de l'antisémitisme, la transmission de la mémoire est, pour le groupe MR, plus nécessaire que jamais.

Les monuments érigés dans l'espace public sont des « piqûres de rappel » contre l'oubli.

À l'initiative de Mme Van Offelen, le Collège a décidé de placer sur les monuments commémoratifs des QR-codes qui renvoient à des textes explicatifs sur la vie des acteurs et victimes des deux guerres mondiales, dont de nombreux résistants uclois.

Le groupe MR remercie vivement M. Tojerow pour son interpellation citoyenne et appuiera toutes les initiatives en faveur du devoir de mémoire.

M. le Bourgmestre remercie aussi M. Tojerow pour son initiative car en ce domaine, on n'en fera jamais assez, et c'est d'autant plus nécessaire qu'en décembre dernier, l'espace public uclois a été souillé par des graffitis antisémites.

Lors de la séance précédente, le Conseil communal a voté, à l'initiative de Mme Lederman-Bucquet, une motion marquant l'adhésion de la commune à la Stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme.

Le devoir de mémoire doit constamment être ravivé, voire suscité, et c'est notamment le cas de l'initiative de M. Tojerow car M. le Bourgmestre avoue qu'il ignorait cet exploit héroïque accompli par des Uclois au cours de Seconde guerre mondiale, et il n'est certainement pas le seul membre de ce Conseil communal à être dans cette situation.

Le Collège considère que toutes les propositions émises dans cette interpellation citoyenne sont pertinentes.

Certaines peuvent être mises en œuvre très rapidement, d'autres requièrent davantage de réflexion, notamment l'aménagement d'un espace muséal.

Vu qu'il s'agit d'un thème ne donnant pas lieu à des clivages partisans, M. le Bourgmestre propose d'y réfléchir avec des représentants de chacun des groupes politiques siégeant au Conseil et de revenir ensuite auprès des auteurs de l'interpellation citoyenne afin de déterminer la meilleure stratégie pour concrétiser leurs propositions.

M. Tojerow remercie le Collège et l'ensemble des groupes politiques du Conseil pour leur adhésion à cette interpellation citoyenne.

La lutte contre les idées d'extrême-droite passe par la confrontation avec d'autres idées, mais la parole des témoins disparus aurait plus de poids si elle était ancrée concrètement sur le territoire.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie voor de nagedachtenis van Youra Livschitz.

De h. Tojerow herinnert eraan dat op 19 april 1943 in België een buitengewone en unieke verzetsdaad plaatsvond: slechts gewapend met een revolver, een stormlamp en wat tangen dwongen drie jonge verzetsstrijders, Youra Livschitz, Jean Franklemon en Robert Maistriau, de trein van het 20ste konvooi, die 1.631 joden van de Dossinkazerne in Mechelen naar Auschwitz vervoerde, te stoppen ter hoogte van Boortmeerbeek.

Zij slaagden erin 17 mensen uit een wagon te bevrijden voordat de Duitse escorte terug schoot en hen dwong te vluchten.

Verderop op de route ontsnapt andere mensen dankzij gestolen gereedschap dat aan boord van de trein was gesmokkeld.

In totaal ontsnapt 236 mensen : 26 werden gedood, 90 werden opnieuw opgepakt, maar 120 konden uiteindelijk hun vrijheid herwinnen.

Het idee om een deportatiekonvooi tegen te houden werd verworpen door het Onafhankelijkheidsfront wegens te riskant. Youra Livschitz besloot het project zelf uit te voeren en rekruteerde deelnemers uit zijn eigen omgeving.

Dit was het enige deportatiekonvooi in Europa waarbij gedeporteerden werden bevrijd door een externe actie.

In 1927 verhuisde Rachel Livschitz, oorspronkelijk uit Bessarabië, naar België met haar twee zonen Youra en Choura (Alexandre), eerst naar de Floréallaan, daarna naar de derde verdieping van het gebouw aan de Brugmannlaan 247.

Youra studeerde aan het Athénée d'Uccle waar hij Jean Franklemon en Robert Maistriau ontmoette.

Hij studeerde geneeskunde aan de ULB waar hij een actief lid was van Libre Examen.

In 1942 behaalde hij zijn medisch diploma voor de centrale jury maar hij kreeg als jood een verbod om zijn beroep uit te oefenen.

De drie jonge verzetsstrijders werden allemaal gearresteerd. Jean Franklemon en Robert Maistriau overleefden de deportatie. Youra, de bedenker van het plan om het konvooi aan te vallen, wist uit het gebouw van de Gestapo te ontsnappen maar werd samen met zijn broer Alexandre, een actief lid van het verzet van het Belgisch leger der partizanen, gevangen genomen toen zij op 16 juni 1943 België probeerden te verlaten.

Youra werd op 17 februari 1944, acht dagen na zijn broer, in de Nationale Schietbaan gefusilleerd omdat hij had deelgenomen aan de aanval op het Joodse konvooi op 19 april 1943.

Ter herinnering aan deze ongelooflijke verzetsdaad werd in 1993 in Boortmeerbeek een gedenksteen ingehuldigd.

In 2005 kreeg Robert Maistriau de titel van Doctor Honoris Causa van de ULB. In 2008, enkele maanden voor zijn dood, werd hij ereburger van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, waar in december van datzelfde jaar ter ere van hem de school "Parc Malou-Robert Maistriau" werd ingehuldigd.

Op 21 september 2021 heeft het Brusselse parlement een resolutie aangenomen over de noodzaak om een monument op te richten ter nagedachtenis van deze drie verzetsstrijders.

De ondertekenaars van deze burgerinterpellatie, Ukkelaars met verschillende politieke, filosofische of religieuze overtuigingen, wensen dat de gemeente actief deelneemt aan de vereeuwiging van de naam en de nagedachtenis van Youra Livschitz, een van haar meest illustere kinderen, initiatiefnemer van de aanval op het 20ste konvooi, held en martelaar, de enige van de drie deelnemers die met zijn leven heeft betaald.

Daarom verzoeken zij het college en de raad om, over de politieke scheidslijnen heen, de volgende besluiten te nemen

- een gedenkplaat aan te brengen in de Brugmannlaan 247, de laatste woonplaats die Youra uit vrije wil heeft gekozen, ter ere van haar grote verzetsdaad;

- om Youra Livschitz, Jean Franklemon en Robert Maistriau de titel van postuum ereburger van de gemeente toe te kennen;

- de Federatie Wallonië-Brussel, de inrichtende macht van het Athénée Uccle I, te verzoeken aan de naam van de school de naam van haar illustere oud-leerling Youra Livschitz toe te voegen ("Athénée Uccle I – Youra Livschitz") en de schoolgebouwen met een gedenkplaat te versieren;

- het Brussels Gewest, in het kader van de resolutie van het Brussels Parlement van 21 september 2021, te verzoeken om op zijn grondgebied het monument te mogen oprichten dat ter ere van de drie verzetsstrijders zal worden opgericht (een locatie van historisch en geografisch belang zou de zone van het Wolvendaelpark kunnen zijn,

dichtbij het kasteel waar destijds het Athénée d'Uccle was ondergebracht, in de nabijheid van de Heldensquare);

- het initiatief nemen om een didactische museumruimte te ontwikkelen die, vanaf de aanval op het 20ste konvooi, de geschiedenis van de deportatie en het verzet in België evoqueert, in samenwerking met de politieke overheden (het Brussels Gewest, de federale Staat, de gemeenschappen) en de bevoegde wetenschappelijke instellingen (het CEGES, "Dossinkazerne", het Joods Museum van België, ...).) - aangezien de laatste getuigen aan het verdwijnen zijn, zou deze museumruimte een waardevol instrument kunnen zijn voor de Brusselse scholen om de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog en de genocide op de joden en de zigeuners te onderwijzen; het voormalige gemeentehuis zou een interessante plaats voor dit museum kunnen zijn, niet ver van het monument dat in het Wolvendaelpark zou worden opgericht);

- de Stad Brussel te vragen drie paden door het Ter Kamerenbos van Ukkel naar de campus ULB Solbosch te vernoemen naar de drie daders van de aanslag op het 20ste konvooi, om zo symbolisch hun band met de ULB aan te geven.

Mevr. Fremault bedankt de h. Tojerow dat hij in zijn vraag melding maakt van de resolutie die zij samen met Bianca Debaets heeft ingediend en die het Brusselse parlement in september jongstleden heeft aangenomen.

Volgende week zal een ontmoeting met Simon Gronowski worden georganiseerd om de nog levende getuigen een stem te geven.

In de resolutie wordt de nadruk gelegd op de belangrijke rol van vergaderingen als centra van de democratie bij het waarborgen van de fundamentele vrijheden die vandaag in een aantal landen worden bedreigd.

Er kan geen toekomst zijn zonder het verleden te gedenken, vooral omdat de huidige context bijzonder gecompliceerd is: naast de beroering die de oorlog in Oekraïne heeft veroorzaakt, bestaat er bezorgdheid over de xenofobe en racistische standpunten die bij de Franse presidentsverkiezingen zijn ingenomen.

De resolutie van het Brusselse parlement legde grote nadruk op de opvoeding van de jongere generatie, met name door de oprichting van een gedenkteken met een didactisch karakter.

In dit verband moet een band worden gelegd met scholen en universiteiten.

In de resolutie wordt ook gewezen op de noodzaak van overleg met de verschillende gemeenten.

Mevr. Fremault hoopt dat de reactie van het college in verhouding zou staan tot dergelijke kwesties.

De h. Cools is ook van mening dat de plicht om te gedenken zeer belangrijk is in een Europa waar de democratie op haar retour is.

De suggesties van de burgerinterpellatie zijn zeer interessant en Uccle en avant zal de suggesties die door het college zullen worden overgenomen, steunen.

Aangezien het nieuwe administratieve gebouw is ontworpen om tentoonstellingen mogelijk te maken, zou het kunnen dienen als een museumruimte gewijd aan de plicht tot herinnering.

De naam Youra Livschitz zou kunnen worden gegeven aan een van de nieuwe wegen die zullen worden aangelegd, aangezien er een nieuw openbaar plein komt in de buurt van de Gulden Kasteelstraat en een weg die zich in het centrum of bij nr. 100 in de Horzelstraat zal aftakken.

De h. Cools staat echter meer aarzelend tegenover het voorstel om postuum het ereburgerschap toe te kennen. Er moet over nagedacht worden.

De h. Hayette is van mening dat de gemeente Ukkel haar martelaren moet erkennen want zonder hen zouden wij niet in een democratie leven.

Tijdens de vorige zitting had de gemeenteraad met eenparigheid van stemmen een

motie aangenomen om uiting te geven aan zijn verzet tegen de Russische agressie in Oekraïne.

De raad heeft ook een motie aangenomen om de gemeente Ukkel te betrekken bij een Europees initiatief ter bestrijding van antisemitisme.

De oorlogsmisdaden in Oekraïne en de opkomst van extremistische partijen in Europa zouden ons wakker moeten schudden over de aanwezigheid van vijanden van de democratie binnen democratieën.

Henri Goldberg, voorzitter van de Stichting Auschwitz, herinnerde er in een interview aan dat zijn organisatie niet alleen is opgericht om de herinnering aan het verleden levend te houden maar ook om jongeren te waarschuwen voor de gevaren van extremisme, in het licht van de nazimisdaden.

Ukkel zou meer gewicht in de schaal leggen als de hele raad de verzoeken van de sprekers van vanavond zou doorgeven aan de stad Brussel voor de wegen in het Ter Kamerenbos, aan de Federatie Wallonië-Brussel voor de school en aan het Gewest voor het monument.

Het zou misschien goed zijn te overwegen een gemeentelijke motie op te stellen waarin alle fracties worden verenigd.

We zouden er verkeerdt aan doen te geloven dat democratie noodzakelijkerwijs onsterfelijk is. Het zou evenzeer kunnen sterven als gevolg van sociale, educatieve en territoriale ongelijkheden als door identiteitsgebonden driften.

De voorstellen in de burgerinterpellatie kunnen bijdragen tot de vorming van een universeel geweten, het enige wapen in de strijd tegen het extremisme van alle partijen.

De Ukkelse afgevaardigden moeten zich aansluiten bij het verzoek van de burgers die gehecht zijn aan de nagedachtenis van Youra Livschitz, Jean Frankelmon en Robert Maistriau.

Mevr. Margaux preciseert dat deze burgerinterpellatie een bijzondere weerklank heeft op deze dag van "Yom HaShoah", gewijd aan de herinnering aan de Shoah.

Défi steunt de door de sprekers aanbevolen maatregelen.

Ze is voorstander van de toevoeging van een verklaring of zelfs een gedenkplaat aan de "gedenkstenen" die voor het huis van de gebroeders Livschitz zijn geplaatst.

De oprichting van een monument in het Wolvendaelpark zou ook een goede manier zijn om hun eer te bewijzen.

Mevr. Margaux stemt ook in met het idee om in het gemeentehuis een museumruimte te creëren ter ere van de verzetsstrijders, waarvan er in Ukkel velen waren, onder wie burgemeester Herinckx, die de andere burgemeesters ervan overtuigde hun joodse kiezers niet in te schrijven in het jodenregister, en mevr. Fela Perelman, die vele kinderen verborgen hield.

Het Joods Museum, waarvan mevr. Margaux vice-voorzitster is, staat ten dienste van de gemeente voor alle initiatieven.

De h. Desmet bedankt de h. Tojerow voor zijn verslag van het epos van deze drie Brusselse helden die de totalitaire en racistische schande weigerden.

Deze verbintenis mag niet uit het oog worden verloren in een context die wordt gekenmerkt door een heropleving van onverdraagzaamheid, ook in ons land.

Aangezien men niet als racist en onverdraagzaam wordt geboren, maar er een wordt, dringt de h. Desmet aan op de verdiensten van opvoeding op school.

De voorstellen in de burgerinterpellatie zijn alle legitiem en Ecolo laat het aan het college over om ze te beoordelen.

Volgens de h. Desmet moet de organisatie van de dag ter ere van de slachtoffers van de twee wereldconflicten, die begin november wordt gehouden, worden herzien omdat er elk jaar steeds minder deelnemers zijn.

Mevr. Czekalski is ook van mening dat deze burgerinterpellatie op deze "Yom HaShoah"-dag bijzonder gelegen komt.

Mevr. Czekalski nam gisteren deel aan de herdenking die in het Joods Museum werd georganiseerd in het kader van de "gedenkstenen". Als een van de laatste overlevenden van de Holocaust was zij zeer ontroerd en herinnerde zij ons eraan dat wij niet het recht hebben de mensen die het slachtoffer waren van deze schande te vergeten: "Zolang wij ons hun namen herinneren, zullen zij voortleven in onze herinnering."

In België werden meer dan 25.000 joden gedeporteerd, waaronder meer dan 5.000 kinderen. En 5.000 mensen uit België werden ook uit Drancy gedeporteerd.

Mevr. Culer herinnert eraan dat de verzetsstrijders hun leven riskeerden door zich in te laten met de ondergrondse pers, met inlichtingendiensten of sabotagedaden, door kinderen en volwassenen te verbergen, door valse papieren of postzegels te maken voor de bevoorrading, door postdagvaardingen te openen om hun geadresseerden te waarschuwen voor het gevaar dat hen bedreigde.

Sinds 1953 eert de staat Israël deze helden door hun de titel van "Rechtvaardigen onder de Volkeren" toe te kennen.

Geconfronteerd met de geleidelijke verdwijning van getuigen en de heropleving van extremisme, racisme en antisemitisme, is de overdracht van herinneringen voor de MR meer dan ooit noodzakelijk.

Monumenten die in de openbare ruimte worden opgericht zijn "herinneringen" tegen het vergeten.

Op initiatief van mevr. Van Offelen besliste het college om QR-codes te plaatsen op de gedenktekens die linken naar verklarende teksten over het leven van de actoren en slachtoffers van de twee wereldoorlogen, waaronder vele Ukkelse verzetsstrijders.

De MR bedankt de h. Tojerow hartelijk voor zijn burgerinterpellatie en zal alle initiatieven ten gunste van de herinneringsplicht steunen.

De burgemeester bedankt ook de h. Tojerow voor zijn initiatief want op dit gebied kunnen we nooit genoeg doen en het is des te noodzakelijker omdat afgelopen december de Ukkelse openbare ruimte werd bevuild door antisemitische graffiti.

Tijdens de vorige gemeenteraadsvergadering werd op initiatief van mevr. Lederman-Bucquet een motie aangenomen waarin de toetreding van de gemeente tot de Europese strategie ter bestrijding van het antisemitisme wordt bevestigd.

De plicht om te herdenken moet steeds opnieuw worden aangewakkerd, en dit is in het bijzonder het geval met het initiatief van de h. Tojerow, aangezien de burgemeester toegeeft dat hij niet op de hoogte was van dit heroïsche wapenfeit dat de Ukkelse inwoners tijdens de Tweede Wereldoorlog hebben verricht, en hij is zeker niet het enige lid van de gemeenteraad dat zich in deze situatie bevindt.

Het college is van mening dat alle voorstellen die in deze burgerinterpellatie worden gedaan, relevant zijn.

Sommige daarvan kunnen zeer snel worden uitgevoerd, andere vereisen meer denkwerk, met name de inrichting van een museumruimte.

Aangezien het hier gaat om een onderwerp dat geen partijpolitieke verdeeldheid oproept, stelde de burgemeester voor hierover na te denken met vertegenwoordigers van elk van de fracties die in de raad zetelen, en vervolgens terug te keren naar de indieners van de burgerinterpellatie om te bepalen wat de beste strategie is om hun voorstellen in praktijk te brengen.

De h. Tojerow bedankt het college en alle fracties van de raad voor hun steun aan deze burgerinterpellatie.

De strijd tegen extreemrechtse ideeën vereist confrontatie met andere ideeën, maar het woord van de vermiste getuigen zou meer gewicht in de schaal leggen als het

verankerd was in het grondgebied.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

1. demande d'interpellation citoyenne - Uccle - Mémoire Youra Livschitz.pdf

Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

28.04.2022/A/0002 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 24 février 2022.**

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 24 februari 2022.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

28.04.2022/A/0003 **Absence de Mme la Secrétaire communale.- Remplacement.- Confirmation.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 50 de la nouvelle loi communale dispose que : "*Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 44, le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, la désignation est faite par le Collège des Bourgmestre et échevins et confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance*";

Que Mme la Secrétaire communale est absente du 9 avril 2022 jusqu'au 13 mai 2022 inclus;

Qu'elle était déjà absente du 6 mars 2022 au 8 avril 2022;

Que vu l'urgence eu égard au principe de la continuité du service public, le Collège des Bourgmestre et Echevins a procédé, lors de sa séance du 12 avril 2022, à la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction du 9 avril 2022 jusqu'au 12 avril 2022 inclus et du 16 avril 2022 jusqu'au 13 mai 2022 inclus;

Qu'en vertu de l'article 50 de la NLC susmentionné, cette désignation doit être confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance,

Décide de confirmer la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction du 9 avril 2022 jusqu'au 12 avril 2022 inclus ainsi que du 16 avril 2022 jusqu'au 13 mai 2022 inclus.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Afwezigheid van Mevr. de Gemeentesecretaris.- Vervanging.- Bekrachtiging.

De Raad,

Aangezien artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt : "*Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 44, stelt de gemeenteraad, bij verhindering van de secretaris of bij vacature van het ambt, een waarnemende secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd*";
Aangezien mevrouw de gemeentesecretaris afwezig is van 9 april 2022 tot en met 13 mei 2022;

Aangezien ze al afwezig was van 6 maart 2022 tot 8 april 2022;

Aangezien gelet op de hoogdringendheid gezien het principe van de doorlopende openbare dienstverlening het college van burgemeester en schepenen in zitting van 12 april 2022 overgegaan is tot de aanstelling van dhr. Patrick De Nutte, departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 9 april tot en met 12 april 2022 en van 16 april 2022 tot en met 13 mei 2022;

Aangezien krachtens artikel 50 van de voornoemde NGW deze aanstelling bekrachtigd moet worden door de gemeenteraad in zijn eerstvolgende vergadering,
Beslist de aanstelling van dhr. Patrick De Nutte, departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 9 april 2022 tot en met 12 april en van 16 april 2022 tot en met 13 mei 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Délibé M. De Nutte.pdf

28.04.2022/A/0004 **Absence de Mme la Secrétaire communale.- Remplacement.- Confirmation.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 50 de la nouvelle loi communale dispose que : "*Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 44, le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, la désignation est faite par le Collège des Bourgmestre et échevins et confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance*";

Que Mme la Secrétaire communale est absente du 9 avril 2022 jusqu'au 13 mai 2022 inclus;

Qu'elle était déjà absente du 6 mars 2022 au 8 avril 2022;

Que vu l'urgence eu égard au principe de la continuité du service public, le Collège des Bourgmestre et Echevins a procédé, lors de sa séance du 12 avril 2022, à la désignation de M. Daniel Wuestenberghe, Chef de Service, comme Secrétaire communal faisant fonction du 13 au 15 avril 2022 inclus;

Qu'en vertu de l'article 50 de la NLC susmentionné, cette désignation doit être confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance,

Décide de confirmer la désignation de M. Daniel Wuestenberghe, Chef de Service, comme Secrétaire communal faisant fonction de 13 au 15 avril 2022 inclus.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Afwezigheid van Mevr. de Gemeentesecretaris.- Vervanging.- Bekrachtiging.

De Raad,

Aangezien artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt : "*Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 44, stelt de gemeenteraad, bij verhindering van de secretaris of bij vacature van het ambt, een waarnemende secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd*";
Aangezien mevrouw de gemeentesecretaris afwezig is van 9 april 2022 tot en met 13 mei 2022;

Aangezien ze al afwezig was van 6 maart 2022 tot 8 april 2022;

Aangezien gelet op de hoogdringendheid gezien het principe van de doorlopende openbare dienstverlening het college van burgemeester en schepenen in zitting van 12 april 2022 overgegaan is tot de aanstelling van dhr. Daniel Wuestenberghs, diensthoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 13 april 2022 tot en met 15 april 2022;

Aangezien krachtens artikel 50 van de voornoemde NGW deze aanstelling bekrachtigd moet worden door de gemeenteraad in zijn eerstvolgende vergadering,
Beslist de aanstelling van dhr. Daniel Wuestenberghs, diensthoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 13 april 2022 tot en met 15 april 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Délibé M. Wuestenberghs.pdf

28.04.2022/A/0005 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 22 mars 2022 - Centre Administratif d'Uccle - Achat de 2 micro-ondes supplémentaires - 970 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 22 mars 2022 - Informatisation des Services - Achat d'écrans pour PC en stock pour les différents guichets et remplacements d'écrans défectueux - 12.439 € (T.V.A. comprise) Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 29 mars 2022 - Achat de fournitures pour la modernisation du réseau de caméras de surveillance (phase 8) - exercice 2019 - 48.660,51 € (T.V.A. comprise) - Article 421/741-52/82;
- 29 mars 2022 - Réaménagement de l'avenue Arnold Delvaux - Exercice 2011 - Approbation de la dépense supplémentaire de 81.940,01 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 29 mars 2022 - Convention de mandat avec le CIRB - Fourniture et installation de matériel passif pour les réseaux locaux dans les bâtiments du pouvoir adjudicateur et des institutions publiques de la Région de Bruxelles-Capitale - Travaux de câblage dans l'école de Verrewinkel - 26.144,78 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 29 mars 2022 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation du dépassement de la dépense de 213.234,74 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 29 mars 2022 - Achat de mobilier urbain - 64.131,72 € (T.V.A. comprise) - Articles 421/741-51/58, 421/744-98//95 et 766/725-60/83;

- 29 mars 2022 - Achat de deux tables d'emportage - Approbation du dépassement de la dépense de 30,25 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 12 avril 2022 - Divers travaux d'aménagement et de maintenance sur différents sites - Approbation de la dépense supplémentaire totale de 44.056,28 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/724-60/85 et 722/724-60/85;
- 12 avril 2022 - Centre Administratif d'Uccle - Divers travaux de peinture - Approbation de la majoration de la dépense de 15.971,43 € (T.V.A. comprise) - Article 137/125-06/85;
- 12 avril 2022 - Mise en conformité lourde des installations électriques sur le site de l'école du Homborch - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.292,95 € (T.V.A comprise) - Article 722/724-60/85;
- 12 avril 2022 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation du dépassement de la dépense de 180.450,26 € (T.V.A comprise) - Article 137/722-60/96;
- 12 avril 2022 - Restauration du chemin du Crabbegat - Approbation de la dépense supplémentaire de 12.325,31 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 12 avril 2022 - Restauration du chemin du Crabbegat - Approbation de la dépense supplémentaire de 106.765,69 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 12 avril 2022 - Achat, livraison et installation d'une sauteuse basculante - 10.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 12 avril 2022 - Achat et livraison d'une tondeuse mulching - 12.103,31 € (T.V.A. comprise) - Article 878/744-51/58 - Subside et Fonds de réserve;
- 12 avril 2022 - Achat, livraison et installation d'armoires-vestiaires - 6.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58 - Emprunt;
- 19 avril 2022 - Achat d'une mini tractopelle - 55.000 € (T.V.A. comprise) - Article 878/744-51/58;
- 19 avril 2022 - Matériel électrique 2022 - 28.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40, 75101/744-98/40, 75102/744-98/40, 84401/744-98/58, 84402/744-98/40, 871/744-98/58 et 137/744-98/85 - Fonds de réserve et emprunt;
- 19 avril 2022 - Mobilier pour les écoles communales et les préguardiennats - 78.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 84402/741-51/40 - Fonds de réserve et emprunt;
- 19 avril 2022 - Sécurisation des traversées piétonnes de la place Guy d'Arezzo - 61.924,78 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 22 maart 2022 - Administratief Centrum van Ukkel - Aankoop van 2 bijkomende microgolfovens - 970 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 22 maart 2022 - Informatisering van de diensten - Aankoop van PC-schermen voor verschillende loketten en vervanging van defecte schermen - 12.439 € (B.T.W. inbegrepen) Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 29 maart 2022 - Aankoop van benodigdheden voor het moderniseren van het net van toezichtcamera's (fase 8) - Dienstjaar 2019 - 48.660,51 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/741-52/82;

- 29 maart 2022 - Herinrichting van de Arnold Delvauxlaan - Dienstjaar 2011 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 81.940,01 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 29 maart 2022 - Mandaatovereenkomst met het ICBG - Levering en installatie van passief materieel voor de lokale netwerken in de gebouwen van de inrichtende macht en overheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Bekabelingswerken in de Verrewinkelschool - 26.144,78 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 29 maart 2022 - Operationeel Centrum Stalle - Oprichting van een nieuw gebouw - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 213.234,74 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 29 maart 2022 - Aankoop van stadsmeubilair - 64.131,72 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 421/741-51/58, 421/744-98//95 en 766/725-60/83;
- 29 maart 2022 - Aankoop van twee verpottingstafels - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 30,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/744-98/40 - Reservefonds;
- 12 april 2022 - Diverse inrichtings- en onderhoudswerken op verschillende sites - Goedkeuring van de totale bijkomende uitgave van 44.056,28 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/724-60/85 et 722/724-60/85;
- 12 april 2022 - Administratief Centrum van Ukkel - Schilderwerken - Goedkeuring van de verhoging van de uitgave de 15.971,43 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/125-06/85;
- 12 april 2022 - Grondig conform maken van de elektrische installaties van de Homborchschool - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.292,95 € (T.V.A inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 12 april 2022 - Operationeel Centrum Stalle - Oprichting van een nieuw gebouw - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 180.450,26 € (T.V.A inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 12 april 2022 - Restauratie van de Crabbegatweg - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 12.325,31 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 12 april 2022 - Restauratie van de Crabbegatweg - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 106.765,69 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 12 april 2022 - Aankoop, levering en installatie van een kantelbare braadpan - 10.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-51/58 - Reservefonds;
- 12 april 2022 - Aankoop en levering van een grasmachine (mulching) - 12.103,31 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/744-51/58 - Subsidie en Reservefonds;
- 12 april 2022 - Aankoop, levering en installatie van lockers - 6.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58 - Lening;
- 19 april 2022 - Aankoop van een mini-graaflaadmachine - 55.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/744-51/58;
- 19 april 2022 - Elektrisch materiaal 2022 - 28.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-98/40, 75101/744-98/40, 75102/744-98/40, 84401/744-98/58, 84402/744-98/40, 871/744-98/58 en 137/744-98/85 - Reservefonds en lening;
- 19 april 2022 - Meubilair voor de gemeentelijke scholen en kinderdagverblijven - 78.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 en 84402/741-51/40 - Reservefonds en lening;
- 19 april 2022 - Beveiliging van de oversteekplaatsen voor voetgangers van het Guido van Arezzoplein - 61.924,78 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82.

De Raad neemt kennis.

Le Conseil,

Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la directive 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, l'article 5 ;

Vu la loi sur la fonction de police, les articles 25/3, 25/4, 44/11/3sexies à decies ;

Vu l'avis remis par le DPO sur la question ;

Considérant ce qui suit :

En date du 24 mars 2022, en vertu de l'article 25/4 de la loi sur la fonction de police, le Chef de corps a émis un avis communiqué aux membres du Conseil et dont la teneur permet de motiver la décision du Conseil.

Les principes

Les missions de police administrative ou de police judiciaire qui justifient le recours à une banque de données technique sont les suivantes :

1. l'aide à l'exécution des missions de police judiciaire relatives :

- à la recherche et la poursuite des délits et des crimes, en ce compris l'exécution des peines ou des mesures limitatives de liberté ;
- à la recherche des personnes dont la disparition est inquiétante, lorsqu'il existe des présomptions ou indices sérieux que l'intégrité physique de la personne disparue se trouve en danger imminent ;

2. l'aide à l'exécution des missions de police administrative pour les catégories de personnes visées à l'article 44/5, § 1er, alinéa 1er, 2° à 5° et 7° ; en ce qui concerne l'article 44/5, § 1er, alinéa 1er, 5°, cela ne peut concerner que les catégories de personnes visées aux articles 18, 19 et 20 de la loi sur la fonction de police ;

La demande de placement de caméras en milieu ouvert doit tenir compte d'une analyse d'impact et de risques au niveau de la protection de la vie privée et au niveau opérationnel, notamment quant aux catégories de données à caractère personnel traitées, à la proportionnalité des moyens mis en œuvre, aux objectifs opérationnels à atteindre et à la durée de conservation des données nécessaire pour atteindre ces objectifs. Cette analyse a été réalisée par la zone de police et communiquée aux autorités communales d'Uccle. Conformément aux articles 58 et 59 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, cette analyse d'impact est également communiquée à l'Organe de contrôle.

Par l'utilisation de ces caméras, la zone de police souhaite atteindre notamment les objectifs suivants :

- augmenter la qualité des constatations d'infractions et les étayer en augmentant le recours à des constatations matérielles ;
- augmenter le sentiment de sécurité objective et subjective de la population ;
- prévenir les atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

- exercer une surveillance préventive ;
- améliorer la gestion des événements se déroulant dans l'espace public ;
- réguler le trafic routier et favoriser la mobilité ;
- diminuer le sentiment d'impunité des personnes en infraction ;
- maximiser les chances d'identifier les véhicules signalés ou en infraction en recourant à la technologie ;
- appuyer l'intervention de ses services comme outil d'aide à la gestion et à la prise de décision.

Selon les modalités d'utilisation suivantes :

- l'utilisation visible de caméras fixes multi angles réparties sur divers emplacements du territoire communal ;
- les délais de conservation maximum prévus dans la loi sur la fonction de police ne pourront être dépassés ;
- les caméras ne peuvent être utilisées que dans le cadre des finalités enregistrées ;
- le raccordement à la banque de données technique nationale et à des banques de données techniques locales éventuelles

La loi sur la fonction de police détermine le cadre légal d'utilisation, les missions et circonstances pour lesquelles ces caméras peuvent être déployées, ainsi que les modalités d'accès et de conservation des données.

En vertu de l'article 44/11/3 de la loi sur la fonction de police, les données à caractère personnel et informations recueillies par le biais des caméras peuvent être conservées pour une durée n'excédant pas douze mois à compter de leur enregistrement.

Selon ce même article, le traitement des données à caractère personnel et informations recueillies par le biais des caméras, pour des recherches ponctuelles dans le cadre des missions de police administrative, dans le respect des finalités visées à l'article 44/11/3septies de la loi sur la fonction de police, est autorisé pendant une période d'un mois à compter de leur enregistrement, à condition qu'il soit motivé sur le plan opérationnel et nécessaire pour l'exercice d'une mission précise et selon des modalités précisées dans la loi.

Conformément à l'article 44/11/3 de la loi sur la fonction de police, le traitement des données à caractère personnel et informations, recueillies par le biais des caméras, pour des recherches ponctuelles dans le cadre des missions de police judiciaire, dans le respect des finalités visées à l'article 44/11/3septies de la loi sur la fonction de police, est autorisé pendant toute la période de conservation des données, à condition qu'il soit motivé sur le plan opérationnel et nécessaire pour l'exercice d'une mission précise.

Un registre reprenant toutes les utilisations de caméras, est tenu au sein du service de police concerné et conservé sous une forme digitale et la zone de police procédera à l'enregistrement du traitement des données et des finalités dans ce registre de traitement de la police intégrée.

Après autorisation délivrée par le Conseil communal, la mise en place du système de caméras urbain fera l'objet d'une information à la population par le biais des canaux de communication de la zone de police ainsi que par l'administration communale et chaque emplacement de caméra sera signalé au moyen du pictogramme ad hoc tel que prévu par la loi.

Le projet concret

Responsable du traitement : Zone de police Uccle/W-B/Auderghem par son Chef de corps

Destinataire des données : Zone de police - Autorités judiciaires le cas échéant.

Délais de conservation : un mois (délai légal). 12 mois sur base d'un réquisitoire judiciaire.

Mesures de sécurité : décrites dans l'avis du Chef de corps et le DPIA communiqués au Conseil

Manière de prise de connaissance par les intéressés : pictogrammes

Point de contact pour le droit d'accès aux images : Cabinet du Chef de corps, zpz.5342@police.belgium.eu

Personne de contact pour les demandes d'information : Cabinet du Chef de corps.

Les sites de vidéosurveillance retenus sont identifiés dans l'avis du Chef de corps.

Ce dispositif de caméras de surveillance poursuit une finalité déterminée et légitime à savoir la surveillance et le contrôle dans un lieu ouvert. Il s'agit d'une réponse proportionnée et rapide dans le cadre de certains phénomènes d'insécurité dans les quartiers ou dans la commune de manière générale. Elle est bien souvent la seule alternative pour identifier et interpeller des suspects de délits graves contre l'intégrité physique lorsque les délits ont été commis ou sont sur le point d'être commis et d'empêcher d'autres personnes d'en être victimes.

Cette réponse se veut donc équilibrée entre les besoins légitimes de sécurité de la collectivité et ceux du respect de la vie privée plus individuelle. Des mesures sont prises pour éviter de filmer les lieux privés.

Les finalités sont les suivantes :

- moyen de lutte dans le cadre de la menace générale et permanente sur l'espace public, les infrastructures critiques, les lieux de rassemblements et les événements ;
- renforcement de la sécurité publique et des missions de police administrative dans le cadre des nuisances, des troubles de l'ordre public et de la criminalité ;
- en réponse aux nombreuses plaintes et missions relatives à la sécurité routière et à la mobilité, renforcer et monitorer la fluidité du trafic ainsi que la sécurité routière ;
- lutter plus efficacement contre les nuisances et les faits pouvant constituer un délit ou entraînant des dommages pour les biens privés et/ou les infrastructures publiques ;
- prévenir, constater et prouver des délits ou des infractions au Règlement Général de police ;
- prévenir, constater et prouver des délits contre les biens ou les personnes ;
- identifier et rechercher les auteurs de délits et de nuisances ainsi que les éventuels témoins et victimes.

Les emplacements sont déterminés en fonction des nuisances, des troubles de l'ordre public, des lieux de fuite, de la densité de population et de commerces, des possibilités de rassemblement, des offres de transport, des délits et infractions constatés ou auxquels on pourrait s'attendre.

A condition que les mesures proposées dans le DPIA soient mises en place ;

DECIDE

➤ de remettre un avis positif à la Zone de Police Uccle / W-B / Auderghem (5342) pour recourir à l'utilisation de caméras fixes multi angles sur divers emplacements de la commune d'Uccle moyennant le respect des dispositions légales telles que définies dans la loi sur la fonction de police.

➤ de remettre un avis positif à la Zone de Police Uccle / W-B / Auderghem à faire usage de ces caméras fixes multi angles pour les finalités suivantes :

- moyen de lutte dans le cadre de la menace générale et permanente sur l'espace public, les infrastructures critiques, les lieux de rassemblements et les événements ;
- renforcement de la sécurité publique et des missions de police administrative dans le cadre des nuisances, des troubles de l'ordre public et de la criminalité ;
- en réponse aux nombreuses plaintes et missions relatives à la sécurité routière et à la mobilité, renforcer et monitorer la fluidité du trafic ainsi que la sécurité routière ;
- lutter plus efficacement contre les nuisances et les faits pouvant constituer un délit ou entraînant des dommages pour les biens privés et/ou les infrastructures publiques ;
- prévenir, constater et prouver des délits ou des infractions au Règlement Général de police ;
- prévenir, constater et prouver des délits contre les biens ou les personnes ;

- identifier et rechercher les auteurs de délits et de nuisances ainsi que les éventuels témoins et victimes ;
- de remettre un avis positif quant aux modalités d'utilisation suivantes :
- l'utilisation visible de caméras fixes multi angles réparties sur divers emplacements du territoire communal ;
- les délais de conservation maximum prévus dans la loi sur la fonction de police ne pourront être dépassés ;
- les caméras ne peuvent être utilisées que dans le cadre des finalités enregistrées ;
- le raccordement à la banque de données technique nationale et à des banques de données techniques locales éventuelles.

M. Hayette reconnaît que l'installation de caméras de surveillance constitue une aide précieuse pour les services de police.

Mais il ne cache pas une certaine inquiétude quant au respect de la vie privée suite à sa lecture de l'étude d'impact, de l'avis du chef de corps et de l'avis de la commune.

En effet, le Conseil communal ne peut être en mesure d'autoriser l'installation d'un dispositif de caméras de surveillance qu'à la condition que la population en soit informée via les canaux de communication de la zone de police et de l'administration communale.

Or, les pictogrammes censés selon la loi indiquer l'emplacement des caméras ne sont toujours pas présents.

Les technologies censées masquer les zones privatives intérieures et extérieures laissent à désirer, ce qui pose un problème quant au respect de l'intimité des habitants.

Par ailleurs, selon l'avis du chef de corps, les policiers qui manipulent ces images ont tendance à ne pas se déconnecter de leur session, au risque de porter atteinte au principe de confidentialité.

Enfin, les documents ne semblent pas encadrer de manière suffisamment transparente la procédure de décision pour un éventuel déplacement de ces caméras.

Tous ces éléments amènent le groupe socialiste à se prononcer pour l'abstention sur ce point.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 31 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

Zichtbaar gebruik van vaste camera's door de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem.- Advies van de Gemeenteraad.

De raad,

Gelet op verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

Gelet op richtlijn 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, artikel 5;

Gelet op de wet op het politieambt, artikel 25/3, 25/4, 44/11/3sexies tot decies;

Gelet op het advies van de DPO over de kwestie;

Overwegende het volgende:

Op 24 maart 2022 heeft de korpschef krachtens artikel 25/4 van de wet op het politieambt een advies geformuleerd dat meegedeeld werd aan de raadsleden en waarvan de inhoud het mogelijk maakt de beslissing van de raad te motiveren.

De principes

De opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie die het beroep op een technische databank rechtvaardigen zijn de volgende:

1. De hulp bij de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie met betrekking tot:

- De opsporing en vervolging van wanbedrijven en misdaden, inclusief de tenuitvoerlegging van de straffen of de vrijheidsbeperkende maatregelen;
- De opsporing van personen waarvan de verdwijning onrustwekkend is, wanneer er ernstige vermoedens of aanwijzingen zijn dat de fysieke integriteit van de verdwenen persoon zich in dreigend gevaar bevindt;

2. De hulp bij de uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke politie voor de categorieën van personen beoogd in artikel 44/5 §1, 1e lid, 2° tot 5° en 7°; artikel 44/5 §1, 1e lid, 5° kan enkel betrekking hebben op de categorieën van personen beoogd in artikel 18, 19 en 20 van de wet op het politieambt;

De vraag tot plaatsing van camera's in een openbare omgeving moet rekening houden met een impact- en risicoanalyse op vlak van de bescherming van de privacy en op operationeel vlak, meer bepaald wat betreft de categorieën van verwerkte persoonsgegevens, de proportionaliteit van de aangewende middelen, de te bereiken operationele doelstellingen en de bewaartermijn van de gegevens die nodig is om deze doelstellingen te bereiken. Deze analyse werd verricht door de politiezone en meegedeeld aan de gemeentelijke overheid van Ukkel. Overeenkomstig artikel 58 en 59 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens wordt deze impactanalyse ook meegedeeld aan het controleorgaan.

Door het gebruik van deze camera's wil de politiezone meer bepaald de volgende doelstellingen bereiken:

- De kwaliteit van de vaststellingen van overtredingen verhogen en ze staven door het beroep op materiële vaststellingen te verhogen;
- Het objectief en subjectief veiligheidsgevoel van de bevolking verhogen;
- De aantasting van de veiligheid van personen en goederen voorkomen;
- Een preventief toezicht uitoefenen;
- Het beheer van de evenementen in de openbare ruimte verbeteren;
- Het wegverkeer regelen en de mobiliteit stimuleren;
- Het gevoel van straffeloosheid van de overtreeders verminderen;
- De kansen maximaliseren om gesignaleerde of in overtreding zijnde voertuigen te identificeren door een beroep te doen op de technologie;
- De interventie van haar diensten als hulpmiddel voor het beheer en voor de beslissingname ondersteunen.

Volgens de volgende gebruiksmodaliteiten:

- Het zichtbaar gebruik van vaste meerhoekscamera's verspreid over verschillende locaties op het gemeentelijk grondgebied;
- De maximale bewaartermijnen die voorzien zijn in de wet op het politieambt mogen niet overschreden worden;
- De camera's mogen enkel gebruikt worden in het kader van de geregistreerde doeleinden;
- De koppeling met de nationale technische databank en met eventuele lokale technische databanken.

De wet op het politieambt bepaalt het wettelijk gebruikskader, de opdrachten en

omstandigheden waarvoor deze camera's aangewend mogen worden en de toegangs- en bewaarmodaliteiten van de gegevens.

Krachtens artikel 44/11/3 van de wet op het politieambt kunnen de door middel van de camera's ingezamelde persoonsgegevens en informatie bewaard worden voor een duur van niet meer dan twaalf maanden, te rekenen vanaf de registratie ervan.

Volgens hetzelfde artikel is de verwerking van de door middel van de camera's ingezamelde persoonsgegevens en informatie, voor gerichte opsporingen in het kader van de opdrachten van bestuurlijke politie, met inachtneming van de doeleinden bedoeld in artikel 44/11/3septies van de wet op het politieambt, toegestaan gedurende een periode van één maand te rekenen vanaf de registratie ervan, op voorwaarde dat zij gemotiveerd wordt op operationeel vlak en noodzakelijk is voor de uitoefening van een precieze opdracht en volgens modaliteiten die in de wet verduidelijkt zijn.

Overeenkomstig artikel 44/11/3 van de wet op het politieambt is de verwerking van de door middel van de camera's ingezamelde persoonsgegevens en informatie, voor gerichte opsporingen in het kader van de opdrachten van gerechtelijke politie, met inachtneming van de doeleinden bedoeld in artikel 44/11/3septies van de wet op het politieambt, toegestaan gedurende de hele bewaarperiode van de gegevens, op voorwaarde dat deze gemotiveerd wordt op operationeel vlak en noodzakelijk is voor de uitoefening van een precieze opdracht.

Een register met alle gebruiken van camera's wordt bijgehouden bij de betrokken politiedienst en op een digitale wijze bewaard. De politiezone gaat over tot de registratie van de verwerking van de gegevens en van de doeleinden in dit verwerkingsregister van de geïntegreerde politie.

Na toelating van de gemeenteraad zal de invoering van het stedelijk camerasysteem het voorwerp uitmaken van een informatie aan de bevolking via de communicatiekanalen van de politiezone en door het gemeentebestuur en zal elke cameralocatie aangeduid worden door middel van het passende pictogram zoals voorzien door de wet.

Het concreet project

Verwerkingsverantwoordelijke: Politiezone Ukkel/W-B/Oudergem door de korpschef

Bestemming van de gegevens: Politiezone - Gerechtelijke instanties indien nodig

Bewaartermijnen: een maand (wettelijke termijn). 12 maanden op basis van een rechtsvordering.

Veiligheidsmaatregelen: beschreven in het advies van de korpschef en de DPIA die aan de raad meegedeeld werden

Wijze van kennisneming door de betrokkenen: pictogrammen

Contactpunt voor het toegangsrecht tot de beelden: Kabinet van de korpschef, zpz.5342@police.belgium.eu

Contactpersoon voor verzoeken om inlichtingen: Kabinet van de korpschef

De geselecteerde videobewakingslocaties zijn geïdentificeerd in het advies van de korpschef.

Dit systeem van bewakingscamera's streeft een welbepaalde en gewettigde doelstelling na, meer bepaald de bewaking en de controle op een openbare plaats. Het is een evenredig en snel antwoord in het kader van sommige onveiligheidsfenomenen in de wijken of in de gemeente in het algemeen. Het is vaak het enige alternatief om verdachten van ernstige misdrijven tegen de fysieke integriteit te identificeren en aan te houden wanneer de misdrijven gepleegd zijn of op het punt staan gepleegd te worden en te verhinderen dat anderen er het slachtoffer van worden.

Dit antwoord houdt dus het evenwicht tussen de gewettigde veiligheidsbehoeften van de gemeenschap en die van het respect voor de individuelere privacy. Er worden maatregelen getroffen om te vermijden dat privéplaatsen gefilmd worden.

De doelstellingen zijn de volgende:

- Strijdmiddel in het kader van de algemene en permanente dreiging in de openbare

- ruimte, kritieke infrastructuren, samenscholingsplaatsen en op evenementen;
- Versterking van de openbare veiligheid en van de opdrachten van bestuurlijke politie in het kader van overlast, verstoring van de openbare orde en criminaliteit;
 - Het vlot verkeer en de verkeersveiligheid versterken en monitoren, als antwoord op de talrijke klachten en opdrachten met betrekking tot verkeersveiligheid en mobiliteit;
 - Doeltreffender strijden tegen overlast en feiten die een misdrijf kunnen inhouden of kunnen leiden tot schade aan privégoederen en/of openbare infrastructuren;
 - Misdrijven of overtredingen van het Algemeen Politiereglement voorkomen, vaststellen en bewijzen;
 - Misdrijven tegen goederen of personen voorkomen, vaststellen en bewijzen;
 - De daders van misdrijven en overlast en de eventuele getuigen en slachtoffers identificeren en opsporen.

De locaties worden bepaald naargelang de overlast, de verstoring van de openbare orde, de vluchtroutes, de dichtheid van de bevolking en handelszaken, de mogelijke samenscholingen, het vervoeraanbod, de misdrijven en inbreuken die vastgesteld werden of die we zouden kunnen verwachten.

Op voorwaarde dat de in de DPIA voorgestelde maatregelen ingevoerd worden;

BESLIST:

- Een positief advies te verlenen aan de politiezone Ukkel/W-B/Oudergem (5342) om een beroep te doen op het gebruik van vaste meerhoekscamera's op verschillende locaties in de gemeente Ukkel, middels de naleving van de wettelijke bepalingen zoals gedefinieerd in de wet op het politieambt.
- Een positief advies te verlenen aan de politiezone Ukkel/W-B/Oudergem om deze vaste meerhoekscamera's te gebruiken voor de volgende doeleinden:
 - Strijdmiddel in het kader van de algemene en permanente dreiging in de openbare ruimte, kritieke infrastructuren, samenscholingsplaatsen en op evenementen;
 - Versterking van de openbare veiligheid en van de opdrachten van bestuurlijke politie in het kader van overlast, verstoring van de openbare orde en criminaliteit;
 - Het vlot verkeer en de verkeersveiligheid versterken en monitoren, als antwoord op de talrijke klachten en opdrachten met betrekking tot verkeersveiligheid en mobiliteit;
 - Doeltreffender strijden tegen overlast en feiten die een misdrijf kunnen inhouden of kunnen leiden tot schade aan privégoederen en/of openbare infrastructuren;
 - Misdrijven of overtredingen van het Algemeen Politiereglement voorkomen, vaststellen en bewijzen;
 - Misdrijven tegen goederen of personen voorkomen, vaststellen en bewijzen;
 - De daders van misdrijven en overlast en de eventuele getuigen en slachtoffers identificeren en opsporen;
- Een positief advies te verlenen aan de volgende gebruiksmodaliteiten:
 - Het zichtbaar gebruik van vaste meerhoekscamera's verspreid over verschillende locaties op het gemeentelijk grondgebied;
 - De maximale bewaartermijnen die voorzien zijn in de wet op het politieambt mogen niet overschreden worden;
 - De camera's mogen enkel gebruikt worden in het kader van de geregistreerde doeleinden;
 - De koppeling met de nationale technische databank en met eventuele lokale technische databanken.

***De heer Hayette** erkent dat de installatie van bewakingscamera's een waardevol hulpmiddel is voor de politiediensten.*

Hij steekt echter niet onder stoelen of banken dat hij zich zorgen maakt over de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer na lezing van de impactstudie, het advies van de korpschef en het advies van de gemeente.

De gemeenteraad kan immers alleen toestemming geven voor de installatie van een

bewakingscamerasysteem als de bevolking via de communicatiekanalen van de politiezone en het gemeentebestuur op de hoogte wordt gebracht.

De pictogrammen die volgens de wet de plaats van de camera's moeten aangeven, zijn echter nog steeds niet aanwezig.

De technologieën die worden gebruikt om de privéruimten binnen en buiten het gebouw af te schermen zijn ontoereikend, wat een probleem vormt voor de eerbiediging van de privacy van de bewoners.

Volgens de korpschef hebben de politiemensen die deze beelden behandelen bovendien de neiging zich niet los te maken van hun sessie, wat het vertrouwelijkheidsbeginsel kan ondermijnen.

Tot slot lijken de documenten geen voldoende transparant kader te bieden voor de besluitvormingsprocedure voor de eventuele verplaatsing van deze camera's.

Al deze elementen brengen de PS ertoe zich voor dit punt te onthouden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 31 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

2 annexes / 2 bijlagen

DPIA Caméras urbaines signée.pdf, Avis du Chef de Corps.pdf

28.04.2022/A/0007

L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.- Remplacement d'un membre.

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Attendu que le groupe PS propose de remplacer Mme Chiraz El Fassi, administratrice démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle, par M. Bernard Hayette,

Décide de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle la désignation de M. Bernard Hayette en qualité de membre au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.- Vervanging van een lid.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de

gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen“;

Aangezien de groep PS voorstelt om Mevr. Chiraz El Fassi, ontslagnemend bestuurder bij de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle, te vervangen door de h. Bernard Hayette,

Beslist aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle voor te stellen de h. Bernard Hayette aan te duiden als lid.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

28.04.2022/A/0008 **Travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru.- Travaux de fourniture et de raccordements des avaloirs.- Exercice 2022.- Approbation et engagement de la dépense.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un budget de 400.000 € est prévu à l'article 877/732-60/82 des dépenses extraordinaires de 2022 pour des travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru et des travaux de raccordements des avaloirs à charge de la commune;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la commune par l'IBra. Entre temps l'IBra a changé de nom et est devenue Hydrobru et Hydrobru et Vivaqua ont fusionné;

Vu qu'une dépense de 200.000 € devrait être prévue afin de pouvoir honorer les factures d'Hydrobru (devenue Vivaqua) en charge de la pose de collecteurs dans le quartier de Verrewinkelbeek et en charge de rénovation de collecteurs dans les rues de la commune pourvues d'égout et où il est éventuellement nécessaire d'ajouter des avaloirs;

Vu que cette dépense sera financée par emprunt;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver la dépense estimée à 200.000 € TVA comprise;
- de confier la réalisation des travaux à Vivaqua, gestionnaire du réseau d'égouts de la commune;
- d'engager la dépense de 200.000 € à l'article 877/732-60/82 du budget extraordinaire pour l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Rioleringswerken uitgevoerd door Hydrobru.- Levering en aansluiting van straatkolken.- Dienstjaar 2022.- Goedkeuring van de uitgave en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022 een bedrag voorziet van 400.000 € op artikel 877/732-60/82 voor de werkzaamheden om straatkolken aan te sluiten, ten laste van de gemeente;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdacht heeft goedgekeurd van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS, Hydrobru en Vivaqua zijn gefusioneerd;

Aangezien een uitgave van € 200.000 voorzien moet worden om de facturen te kunnen betalen van Hydrobru, belast met de plaatsing van collectoren in de wijk van de Verrewinkelbeek en belast met de renovatie van de collectoren in de straten van de gemeente die voorzien zijn van riolering en waar het eventueel nodig is slikkers toe te voegen;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

- de uitgave van 200.000,00 €, incl. BTW, goed te keuren;
- het uitvoeren van de werken toe te vertrouwen aan Vivaqua, beheerder van het openbaar rioolnet van de gemeente;
- de uitgave van 200.000,00 € te boeken op artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

28.04.2022/A/0009

Remise en état de revêtements de voirie suite aux travaux d'égouttage exécutés par Vivaqua.- Exercice 2022.- Approbation et engagement de la dépense.- Mode de financement.

Le Conseil,

Vu qu'un budget de 6.340.000 € est prévu à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires de 2022 pour l'amélioration de la voirie;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la Commune par l'IBrA qui entre-temps a changé de nom et est devenue Hydrobru, Hydrobru et Vivaqua ont fusionné et est devenu Vivaqua;

Vu l'état des revêtements des voiries à égoutter dans le bassin versant du Verrewinkelbeek dans le quartier Fond'Roy ou dans d'autres voiries dépourvues d'égout nécessitant après travaux une remise en état sur toute la surface de la voirie dès la fin des travaux d'égouttage;

Vu que pour des raisons techniques et pour une meilleure organisation de chantiers, Vivaqua a été désigné comme pouvoir adjudicateur qui intervient au nom de la Commune d'Uccle;

Vu qu'une convention a été établie à cet effet, approuvée par le Conseil communal du 30 mai 2013, approuvée par dépassement de délai par la Tutelle et signée par les deux parties le 3 septembre 2013;

Vu que la répartition de la prise en charge de la remise en état des voiries dépendra de l'année de la dernière réfection de la voirie et de l'étendue de la surface concernée. Si l'année de la dernière réfection de la voirie est récente (moins de 5 ans) et que les travaux d'égouttage portent sur plus de 20 % de la surface du revêtement d'une voirie, Vivaqua prendra l'entièreté des travaux à sa charge. Dans les autres cas, une clé de répartition entre la Commune et Vivaqua sera d'application;

Vu que pour l'année 2022, les rues pour lesquelles la convention sera d'application

sont l'avenue Bel Air; l'avenue des Muses, l'avenue des Eglantiers, l'avenue de Foestraets;

Vu que la dépense estimée de 400.000 € pour la quote-part de la commune d'Uccle dans les travaux d'asphaltage sera engagée à l'article 421/731-60/82 pour l'amélioration de la voirie 2022;

Vu que la dépense sera financée par emprunt;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- de confier à Vivaqua l'attribution et l'exécution du marché d'asphaltage ou de pavage en vertu de la convention signée par les deux parties le 3 septembre 2013;
- d'approuver la dépense de 400.000 € TVAC pour les travaux d'asphaltage ou de pavage;
- d'engager la dépense de 400.000 € TVAC à l'article 421/731-60/82 amélioration de la voirie 2022.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Herstelling van de wegbedekking ten gevolge van de rioleringswerken uitgevoerd door Vivaqua.- Dienstjaar 2022.- Goedkeuring en vastlegging van de uitgave.- Financieringswijze.

De Raad,

Aangezien een budget van € 6.340.000 is voorzien onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone uitgaven voor de verbetering van de rijbaan in de buitengewone begroting 2022;

Aangezien de Gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS heeft goedgekeurd en dat intussen de naam van BrIS gewijzigd is naar Hydrobru, Hydrobru en Vivaqua zijn gefusioneerd en wordt genoemd Vivaqua;

Aangezien de staat van de wegbedekkingen van de wegen waar een riolering dient te worden aangelegd in het stroomgebied van de Verrewinkelbeek in de wijk Vronerode of in andere wegen die geen riolering hebben, na de werkzaamheden een heraanleg vereist over de hele oppervlakte van de rijbaan zodra de rioleringswerken zijn beëindigd;

Aangezien Vivaqua om technische redenen en voor een betere werforganisatie aangeduid is als aanbestedende overheid die in naam van de gemeente Ukkel zal optreden;

Aangezien daartoe een overeenkomst is opgesteld, goedgekeurd door de gemeenteraad van 30 mei 2013, goedgekeurd door overschrijding van de termijn door de toezichthoudende overheid en getekend door beide partijen op 3 september 2013;

Aangezien de kosten van de heraanleg van de wegen verdeeld zal worden volgens het jaar waarin de rijbaan de laatste keer is hersteld. Indien het jaar van de laatste herstelling van de rijbaan recent is (minder dan 5 jaar) en de rioleringswerken zich uitstrekken op meer dan 20 % van het oppervlak van de wegbedekking, Vivaqua neemt de volledige werken op zich. In de andere gevallen wordt een verdeelsleutel toegepast tussen de gemeente en Vivaqua;

Aangezien voor het jaar 2021 het een overeenkomst betreft de volgende straten : Schoon Uitzichtlaan, Muzenlaan, Wilderzelaarlaan, de Foestraetslaan;

Aangezien de uitgave op € 400.000 wordt vastgelegd voor het aandeel van de gemeente Ukkel in de asfalteringswerken, te boeken onder artikel 421/731-60/82 voor de verbetering van de rijbaan 2022;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- Vivaqua de toekenning van de uitvoering van de asfalteringsopdracht of de bestratingsopdracht toe te vertrouwen uit hoofde van de overeenkomst die beide partijen op 3 september 2013 hebben ondertekend;
- de op € 400.000 BTW inbegrepen inbegrepen uitgave goed te keuren voor de asfalterings- of bestratingswerken;
- de uitgave van € 400.000 BTW inbegrepen vast te leggen onder artikel 421/731-60/82 verbetering van de rijbaan 2022.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20220322120424.pdf

Mobilité - Mobiliteit

28.04.2022/A/0010 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4.

Art.1.1.2.2. Rue des Fidèles, de la rue Postillon vers la chaussée d'Alseberg;

Art.1.1.2.3. Rue Pierre de Puyselaer, de la rue Egide Van Ophem vers le n° 92 et du n° 78 vers le Cauter;

Art.1.1.2.4. Cauter, de la rue Pierre de Puyselaer vers la rue Egide Van Ophem;

Art.1.1.2.5. Rue de Nieuwenhove, de la rue de la Fourragère vers la chaussée d'Alseberg;

Art.1.1.2.6. Rue Victor Gambier, de l'avenue Princesse Paola vers la rue Jean-Baptiste Labarre;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules : Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.40. Rue Gatti de Gamond, 163 (6 m);

Art.5.9.1.41. Rue de Stalle, 70 (6 m);

Art.5.9.1.42. Rue de Boetendael, 149 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en wegedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.2. Gelovigenstraat, van de Postiljonstraat naar de Alsebergsesteenweg;

Art.1.1.2.3. Pierre de Puyselaerstraat, van de Egide Van Ophemstraat naar het nr. 92 en van het nr. 78 naar de Cauter;

Art.1.1.2.4. Cauter, van de Pierre de Puyselaerstraat naar de Egide Van Ophemstraat;

Art.1.1.2.5. Nieuwenhovestraat, van de Fourragèrestraat naar de Alsebergsesteenweg;

Art.1.1.2.6. Victor Gambierstraat, van de Prinses Paolalaan naar de Jean-Baptiste

Labarrestraat;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.40. Gatti de Gamondstraat, 163 (6 m);

Art.5.9.1.41. Stallestraat, 70 (6 m);

Art.5.9.1.42. Boetendaelstraat, 149 (6 m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2022_04_28_Cc_NoteExplicative.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Régie foncière - Grondregie

28.04.2022/A/0011 **Régie foncière.- Montagne de Saint-Job 131/133 - Maison des jeunes.- Demande de modifications au projet de nouveau contrat de bail.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la délibération du Conseil communal n° 016/25.06.2015/A/0006;

Vu la délibération du Conseil communal n° 016/09.09.2021/A/0021;

Considérant qu'en date du 23 mars 2006, le Conseil communal a consenti à l'A.S.B.L. « Ma Maison A Toi » (aussi connue sous la dénomination « Maison des jeunes L'Antirides », un bail à loyer d'une durée de 9 ans, ayant pris cours le 1er juillet 2006 et non susceptible de prolongation par tacite reconduction, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 250,00 € pour l'occupation des immeubles situés au 131-133 Montagne de Saint-Job;

Considérant qu'en date du 25 juin 2015, le Conseil communal a consenti à l'A.S.B.L. « Ma Maison à Toi » le renouvellement du bail à loyer d'une durée de 6 ans non susceptible de prolongation par tacite reconduction, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 300,00 € pour l'occupation des immeubles situés au 131-133 Montagne

de Saint-Job;

Considérant qu'en sa séance du 9 septembre 2021, le Conseil communal a approuvé le renouvellement du bail, pour une durée de 9 ans et un loyer mensuel de base égal à 350,00 € soumis à indexation annuelle, ainsi que le projet du nouveau contrat de bail ;
Considérant qu'à la lecture du nouveau bail, Monsieur Muhire, Président, et Madame Verbergt, Coordinatrice, en vertu des pouvoirs de gestion donnés à cette dernière par l'assemblée générale de l'association, demandent à la Commune d'Uccle d'adapter certains articles du projet de bail :

- l'article 4, § 1 a été modifié pour étendre la destination de l'étage;
- l'article 9, § 1 a été modifié afin d'autoriser le preneur à installer un système d'accroche respectueux des surfaces murales, pour les besoins des expositions qu'il organise;
- l'article 10, § 2 a été modifié afin d'insister sur la prise en charge par le preneur d'éventuels travaux de rafraîchissement (plafonnage, peinture), en cours de bail, des pièces situées à l'étage, la remise en état des lieux, lors de leur libération, afin qu'il ne reste plus de traces du système d'accroche inscrit à l'article 9;
- l'article 11, § 2 a été modifié de façon à obliger le preneur à s'assurer correctement contre les risques locatifs obligatoirement couverts par la loi, le cas échéant, au moyen d'un avenant à sa police d'assurances incendie;
- l'article 11, § 5 a été modifié de sorte que la Commune décline toute responsabilité en cas de tout préjudice qui pourrait survenir dans les locaux loués;
- l'article 13 a été modifié afin d'obliger le preneur à remettre les lieux en état, en particulier à reboucher les trous dans les murs et à assumer financièrement le coût de la réparation des dégâts éventuels et payer causés du fait de l'utilisation des murs comme support pour le système d'accroche visé à l'article 9 ci-avant;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'approuver le projet de contrat de bail adapté comme ci-dessus, aux conditions de location précédemment approuvées;
- d'inviter l'A.S.B.L. « Ma maison à toi » à souscrire, le cas échéant, un avenant à sa police d'assurances incendie locative, de façon à la rendre conforme aux dispositions légales les plus récentes en matière de couverture obligatoire des risques;
- d'informer l'autorité de tutelle des modifications intervenues.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Grondregie.- Berg van Sint-Job 131/133 - Jeugdhuis.- Aanvraag tot wijzigingen aan het ontwerp van de nieuwe huurovereenkomst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad nr. 016/25.06.2015/A/0006;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad nr. 016/09.09.2021/A/0021;

Overwegende dat de gemeenteraad op 23 maart 2006 aan vzw "Ma Maison A Toi" (ook gekend onder de naam "Jeugdhuis L'Antirides") een huurovereenkomst toegekend heeft voor een periode van 9 jaar, ingegaan op 1 juli 2006 en niet stilzwijgend verlengbaar, middels de betaling van een maandelijkse huur van € 250,00 voor de bezetting van de gebouwen gelegen in de Berg van Sint-Job 131-133;

Overwegende dat de gemeenteraad op 25 juni 2015 aan vzw "Ma Maison A Toi" de vernieuwing van de huurovereenkomst toegekend heeft voor een periode van 6 jaar, niet stilzwijgend verlengbaar, middels de betaling van een maandelijkse huur van € 300,00 voor de bezetting van de gebouwen gelegen in de Berg van Sint-Job 131-133;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 9 september 2021 de vernieuwing van de huurovereenkomst, voor een periode van 9 jaar en een maandelijkse basishuur van € 350,00 onderworpen aan de jaarlijkse indexering, en het ontwerp van de nieuwe huurovereenkomst goedgekeurd heeft;

Overwegende dat bij het lezen van de nieuwe huurovereenkomst de heer Muhire, voorzitter, en mevrouw Verbergt, coördinatrice, krachtens de beheersbevoegdheden die door de algemene vergadering van de vereniging aan deze laatste verleend zijn, aan de gemeente Ukkel vragen om bepaalde artikels van het ontwerp van huurovereenkomst aan te passen :

- artikel 4, § 1 werd gewijzigd om de bestemming van de verdieping uit te breiden;
- artikel 9, § 1 werd gewijzigd om de huurder toe te staan een bevestigingssysteem met respect voor de muuropervlakken te installeren voor de tentoonstellingen die hij organiseert;
- artikel 10, § 2 werd gewijzigd om de nadruk te leggen op de tenlasteneming door de huurder van eventuele opfrissingswerken (plafonnering, verf) aan de vertrekken op de verdieping tijdens de huurovereenkomst en de herstelling in de oorspronkelijke staat van de plaatsen bij de vrijmaking ervan, zodat er geen sporen meer overblijven van het bevestigingssysteem waarvan sprake in artikel 9;
- artikel 11, § 2 werd gewijzigd om de huurder te verplichten zich correct te verzekeren tegen de huurrisico's die verplicht gedekt moeten worden door de wet, desgevallend door middel van een bijvoegsel bij zijn brandverzekeringopolis;
- artikel 11, § 5 werd gewijzigd zodat de gemeente elke aansprakelijkheid afwijst in geval van elk nadeel dat zich zou kunnen voordoen in de gehuurde lokalen;
- artikel 13 werd gewijzigd om de huurder te verplichten de plaatsen in hun oorspronkelijke staat te herstellen, in het bijzonder om de gaten in de muren te dicht en de kostprijs voor de herstelling van de eventuele schade veroorzaakt door het gebruik van de muren als ondergrond voor het bevestigingssysteem beoogd in artikel 9 financieel te dragen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het ontwerp van huurovereenkomst, aangepast zoals hierboven en tegen de hiervoor goedgekeurde huurvoorwaarden, goed te keuren;
- de vzw "Ma maison à toi" te verzoeken desgevallend een bijvoegsel bij de brandverzekeringopolis van de huurder te ondertekenen om ze te schikken naar de recentste wettelijke bepalingen inzake verplichte dekking van de risico's;
- de toezichthoudende overheid in te lichten over de doorgevoerde wijzigingen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2021 09 09 Délib CC-renvllmt bail-approb.princ.&cond.FR.pdf, 2021 Proj.

nouv.bail-ASBL L'Antirides-04.2022_FR.pdf, 2021 Proj. nouv.bail-ASBL L'Antirides-04.2022_NL.pdf, 2021 09 09 Délib CC-renvllmt bail-approb.princ.&cond.-NL.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

28.04.2022/A/0012 **Propriétés communales.- Rue du Roseau : parcelle incorporée de fait à la voirie.- Approbation de l'acte de cession, à titre gratuit, au profit de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Considérant que le service a été contacté par Madame Marina Leroux, une des propriétaires, par héritage, d'une parcelle située rue du Roseau;

Considérant que cette languette de terre, d'une superficie égale à 502 m², selon cadastre, est incorporée de fait à la voirie depuis plus de trente ans;

Considérant que la rue du Roseau existe depuis au moins 1850 et est toujours établie sur assiette privée;

Considérant qu'en date du 16 mars 1962, le Bourgmestre avait demandé au service des Propriétés Communales de procéder à l'acquisition des emprises nécessaires à l'élargissement de la rue du Roseau, mais que ni cette demande, ni le remplacement de l'égout, ni le renouvellement du revêtement de la chaussée, ne furent suivis d'effet;

Considérant que le plan cadastral de 1935 confirme que le chemin (teinté en jaune sur l'extrait ci-joint) est établi comme un droit de passage public sur les parcelles 154 G2, H2, I2, Z, D2, C2, B2, A et T, résultant du lotissement de la parcelle 154 pour y construire les maisons des numéros 9 à 37;

Considérant que la Commune en entretient le pavage, y a placé un égout, l'a fait équiper en eau potable, électricité et télécommunications, depuis bien plus de trente ans, délai pour que l'assiette de la voirie soit acquise par prescription acquisitive;

Que, toutefois, seule une décision judiciaire peut reconnaître l'acquisition par usucapion et valoir titre de propriété;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles régional a récemment attribué à la parcelle une valeur de 35.000 € (trente-cinq mille euros);

Considérant que l'acquisition aurait lieu pour cause d'utilité publique, en vue de permettre le réaménagement et l'équipement de la voie publique, à la demande du Service de la Voirie;

Considérant, qu'un des indivisaires a pris contact avec la Commune afin de finaliser cette cession, en accord avec le reste de la famille;

Considérant que cette indivisaire, Stéphanie Lulsens, travaille chez le Notaire Dimitri Cleenewerck de Crayencour et propose donc de préparer l'acte;

Considérant qu'afin de faciliter et d'avancer sur ce dossier, le service a décidé de travailler avec ce même Notaire;

Considérant que déontologiquement, un notaire ne peut signer un acte pour un de ses collaborateurs. Il doit donc demander un prêt de ministère à un confrère. Ce sera donc le Notaire Dubuisson qui signera l'acte;

Considérant que la signature de l'acte est fixée au 31 mai 2022;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver le projet d'acte de cession.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**Gemeente-eigendommen.- Rietstraat : perceel feitelijk ingelijfd in de weg.-
Goedkeuring van de akte voor de gratis overdracht ten bate van de gemeente
Ukkel.**

De Raad,

Overwegende dat de dienst gecontacteerd werd door mevr. Marina Leroux, een van de eigenaars door erfenis van een perceel gelegen in de Rietstraat;

Overwegende dat dit stuk grond, met een oppervlakte van 502 m², volgens het kadaster al meer dan dertig jaar feitelijk in de weg ingelijfd is;

Overwegende dat de Rietstraat al zeker sinds 1850 bestaat en steeds gevestigd was op privégrond;

Overwegende dat de burgemeester op 16 maart 1962 aan de dienst Gemeente-eigendommen gevraagd had om over te gaan tot de aankoop van de nodige

grondinnemingen voor de verbreding van de Rietstraat, maar dat deze vraag, de vervanging van de riolering en de vernieuwing van het wegdek van de rijbaan niet uitgevoerd werden;

Overwegende dat het kadastraal plan van 1935 bevestigt dat de weg (in het geel gekleurd op het bijgevoegde uittreksel) gevestigd is als een openbaar recht van uitweg op de percelen 154 G2, H2, I2, Z, D2, C2, B2, A en T, die voortvloeien uit de verkaveling van perceel 154 om er de huizen van nummer 9 tot 37 op te bouwen;

Overwegende dat de gemeente de bestrating ervan onderhoudt, er een riolering aangelegd heeft en hem meer dan dertig jaar geleden uitgerust heeft met drinkwater, elektriciteit en telecommunicatie, de termijn waarna de bedding van de rijbaan verworven wordt door verkrijgende verjaring;

Dat echter enkel een rechterlijke beslissing de verwerving door verkrijgende verjaring kan erkennen en kan gelden als eigendomsbewijs;

Overwegende dat het gewestelijk Comité voor de aankoop van onroerende goederen het perceel onlangs een waarde van € 35.000 (vijfendertigduizend euro) toegekend heeft;

Overwegende dat de aankoop zou plaatsvinden ten algemene nutte, om de heraanleg en de uitrusting van de openbare weg mogelijk te maken, op vraag van de Wegendienst;

Overwegende dat een van de mede-eigenaars contact opgenomen heeft met de gemeente om deze overdracht af te ronden, in overeenstemming met de rest van de familie;

Overwegende dat deze mede-eigenaar, Stéphanie Lulsens, bij notaris Dimitri Cleenewerck de Crayencour werkt en dus voorstelt om de akte voor te bereiden;

Overwegende dat de dienst beslist heeft met dezelfde notaris te werken om dit dossier te vereenvoudigen en er voortgang in te boeken;

Overwegende dat een notaris deontologisch gezien geen akte mag ondertekenen voor een van zijn medewerkers. Hij moet dus een ambtsverlening vragen aan een collega. Notaris Dubuisson zal de akte dus ondertekenen;

Overwegende dat de ondertekening van de akte vastgelegd werd op 31 mei 2022;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist het ontwerp van akte van overdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Cession LULSENS à la Commune d'Uccle.pdf, 2020 estim CAIR.pdf, cadastre 1935.pdf

28.04.2022/A/0013 **Propriétés communales.- Moensberg : plan d'expropriation pour l'alignement et le réaménagement de la voirie.- Acquisition de l'emprise n° 19, par la voie amiable.- Engagement et liquidation de la dépense extraordinaire.- Mode de financement pour la dépense supplémentaire.- Désignation du notaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 232;

Vu l'Arrêté du Gouvernement et plan d'expropriation du 29 octobre 2011 autorisant la commune d'Uccle à exproprier 40 parcelles au Moensberg;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 juin 2009 approuvant la modification partielle du plan d'alignement du Moensberg approuvé le 28 juin 2008;

Vu la délibération du Conseil Communal n° 09.09.2010/A/011 approuvant le plan

d'expropriation et le tableau d'emprises;

Considérant qu'à la suite de l'enregistrement à tort d'un compromis de vente, par feu M. André Pinkers à sa fille Brigitte, le Cadastre a muté l'ensemble immobilier formé par la maison, alors à l'abandon, sise rue du Bourdon 365, et les deux parcelles de terrain attenantes, dont une située à front du Moensberg, au nom de cette seule héritière, ce que ses co-héritiers ont contesté en justice, jusqu'à ce qu'un jugement du 12 mai 2016 déclare le compromis de vente caduc;

Que le tribunal des familles francophone de Bruxelles a, ensuite, désigné successivement deux notaires, pour procéder à la vente publique volontaire de l'ensemble immobilier ci-avant;

Qu'en raison des délais de l'instance, le premier notaire désigné par justice, Me Frédéric Convent (Etude Notalex) a communiqué l'identité des héritiers, le 26 décembre 2016;

Considérant que, dans une lettre datée du 6 février 2018, ce même notaire a « confirmé l'accord des propriétaires pour céder à l'amiable ladite parcelle moyennant le prix au mètre carré de ladite parcelle (à déterminer sur base du prix de la partie restante de l'adjudication, dans le cadre de la vente publique en cours et selon superficie reprise au cadastre), à majorer des intérêts au taux légal depuis la date à laquelle la Commune a pris possession de ladite parcelle, à savoir le 29/10/2013 »;

Que le second notaire désigné pour procéder à la vente publique volontaire de l'ensemble immobilier ci-avant est Me Cherpion Danielle;

Considérant que dans un courrier du 19 février 2018, le Comité d'acquisition régional (CAIR) de Bruxelles Fiscalité, à la demande du service, a actualisé l'estimation de la valeur vénale de l'emprise, qui était initialement de 14.450,00 €, en attribuant à l'emprise n° 19 une valeur de 14.560,00 €;

Considérant qu'en sa séance du 9 février 2021, le Conseil communal a approuvé les nouvelles conditions d'achat de l'emprise dans la parcelle cadastrée 4ème division, section F, sous le numéro 198/b/5, numérotée 19 au tableau des emprises du plan d'expropriations, propriété de Madame PINKERS Bernadette Marthe Marie Simone Ghislain Georges, née à Ixelles le 27 juin 1952, domiciliée à 57340 Eincheville (France), Rue de la Fontaine 24 ; Monsieur PINKERS Thierry Marcel Georges Marie André, né à Ixelles le 15 octobre 1953, domicilié à 1620 Drogenbos, Rue Marie Collart 78 ; Madame PINKERS Brigitte Jacqueline Alberte, née à Ixelles le 1 octobre 1955, domiciliée à 7090 Braine-le-Comte, Ruelle à Pots 2 ; Monsieur PINKERS Gaëtan Béatrice Joseph Ghislain, né à Ixelles le 29 juillet 1959, domicilié à 6041 Charleroi (Gosselies), Rue des Capucins 39 ; ainsi que de recourir au Notaire Cherpion, chargée de liquider la succession et, à ce titre de procéder à la vente de la parcelle F 198/b/5, en vue d'établir le projet et de recevoir l'acte constitutif du rachat;

Considérant que le notaire a envoyé son décompte de frais, droits et honoraires, qui s'élève au montant de 2.409,05 € plus 786,50 € pour remboursement des frais de géomètre;

Que ce décompte qui vaut provision en vue de la passation de l'acte, est néanmoins calculé au plus juste et peut être considéré comme définitif;

Que la dépense supplémentaire sera financée par emprunt;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver le projet d'acte;

- d'engager le montant libellé sur le décompte de la provision pour frais, droits et honoraires sur les crédits inscrits à l'article 421/123-20/87 du budget communal de 2022 ;

- d'engager une dépense de 896,50 € , correspondant au supplément du prix d'acquisition de la parcelle F 198/b/5 plus le remboursement des frais de géomètre;

- d'imputer 14.450,00 € à l'article 421/711-60/2011/87 et d'imputer le solde de 896,50 € à l'article 421/711-60/87 du budget communal de 2022;

- de liquider cette dépense au bénéfice du compte bancaire IBAN BE71 7360 3351 4069 ouvert au nom du Notaire Cherpion, avec la communication : « MB/2190264-7 ».

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Moensberg : onteigeningsplan voor de rooilijn en de heraanleg van de weg.- Onderhandse aankoop van de grondinneming nr. 19.- Vastlegging en vereffening van de buitengewone uitgave.- Aanstelling van de notaris.

Het College,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 232;

Gelet op het besluit van de regering en het onteigeningsplan van 29 oktober 2011, dat de gemeente Ukkel toestaat om 40 percelen in de Moensberg te onteigenen;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 juni 2009 tot goedkeuring van de gedeeltelijke wijziging van het rooilijnplan van de Moensberg, goedgekeurd op 28 juni 2008;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad nr. 09.09.2010/A/011 tot goedkeuring van het onteigeningsplan en de tabel met de grondinnemingen;

Overwegende dat ingevolge de onterechte registratie van een verkoopovereenkomst door wijlen dhr. André Pinkers aan zijn dochter Brigitte het kadaster het onroerend geheel gevormd door het huis, dat toen verlaten was, gelegen Horzelstraat 365, en de twee aangrenzende percelen, waarvan een aan de Moensberg, gemuteerd heeft op naam van deze enige erfgenaam, wat haar mede-erfgenamen voor de rechtbank betwisten, totdat een vonnis van 12 mei 2016 de verkoopovereenkomst nietig verklaart;

Dat de Franstalige familierechtbank van Brussel vervolgens opeenvolgend twee notarissen aangesteld heeft om over te gaan tot de opzettelijke openbare verkoop van het voornoemde onroerend geheel;

Dat wegens de termijnen van de instantie de eerste notaris die door het gerecht aangesteld werd, meester Frédéric Convent (kantoor Notalex), de identiteit van de erfgenamen meegedeeld heeft op 26 december 2016;

Overwegende dat deze notaris in een brief van 6 februari 2018 "het akkoord van de eigenaars bevestigd heeft om onderhands afstand te doen van het voornoemde perceel middels de prijs per vierkante meter van dit perceel (te bepalen op basis van de prijs van het resterende deel van de verkoping, in het kader van de lopende openbare verkoop en naargelang de oppervlakte opgenomen in het kadaster), te vermeerderen met de interesten tegen de wettelijke voet vanaf de datum waarop de gemeente dit perceel in bezit genomen heeft, hetzij 29/10/2013";

Dat de tweede notaris die aangesteld werd om over te gaan tot de opzettelijke openbare verkoop van het voornoemde onroerend geheel meester Danielle Cherpion is;

Overwegende dat het gewestelijk aankoopcomité (CAOG) van Brussel Fiscaliteit op vraag van de dienst in een brief van 19 februari 2018 de raming van de venale waarde van de grondinneming, die oorspronkelijk € 14.450,00 bedroeg, bijgewerkt heeft en aan grondinneming nr. 19 een waarde van € 14.560,00 toekent;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 9 februari 2021 de nieuwe aankoopvoorwaarden van de grondinneming op het gekadastreerd perceel 4e afdeling, sectie F, nummer 198/b/5, nummer 19 in de tabel met de grondinnemingen van het onteigeningsplan, eigendom van mevrouw PINKERS Bernadette Marthe Marie Simone Ghislain Georges, geboren te Elsene op 27 juni 1952, gedomicilieerd te

57340 Eincheville (Frankrijk), Rue de la Fontaine 24, de heer PINKERS Thierry Marcel Georges Marie André, geboren te Elsene op 15 oktober 1953, gedomicilieerd te 1620 Drogenbos, Marie Collartstraat 78, mevrouw PINKERS Brigitte Jacqueline Alberte, geboren te Elsene op 1 oktober 1955, gedomicilieerd te 7090 's-Gravenbrakel, Ruelle à Pots 2, en de heer PINKERS Gaëtan Béatrice Joseph Ghislain, geboren te Elsene op 29 juli 1959, gedomicilieerd te 6041 Charleroi (Gosselies), Rue des Capucins 39, goedgekeurd heeft en beslist heeft een beroep te doen op notaris Cherpion, ermee belast om de erfenis te vereffenen en uit dien hoofde over te gaan tot de verkoop van perceel F 198/b/5, om het ontwerp op te stellen en de oprichtingsakte van de terugkoop ontvankelijk te verklaren;

Overwegende dat de notaris haar afrekening van kosten, rechten en erelonen opgestuurd heeft, die € 2.409,05 plus € 786,50 voor de terugbetaling van de kosten van de landmeter bedraagt;

Dat deze afrekening, die geldt als voorschot met het oog op het verlijden van de akte, echter zo precies mogelijk berekend werd en als definitief beschouwd kan worden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de ontwerpakte goed te keuren;
- het bedrag dat op de afrekening omschreven is als het voorschot voor kosten, rechten en erelonen te boeken op de kredieten ingeschreven op artikel 421/123-20/87 van de gemeentebegroting van 2022;
- ten bate van notaris Cherpion, waarvan het kantoor gevestigd is Tervurenlaan 32-34 te 1040 Brussel, een uitgave van vijftienduizend driehonderdzesenveertig euro vijftig eurocent (€ 15.346,50) vast te leggen, die overeenkomt met de aankoop prijs van perceel F 198/b/5 plus de terugbetaling van de kosten van de landmeter;
- € 14.450,00 toe te kennen op artikel 421/711-60/2011/87 en het saldo van € 896,50 toe te kennen op artikel 421/711-60/87 van de gemeentebegroting voor 2022;
- deze uitgave te vereffenen op bankrekeningnummer IBAN BE71 7360 3351 4069 geopend op naam van notaris Cherpion, met als mededeling: "MB/2190264-7".

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

LettreDeProvision_PV2 (00000002).pdf, 2022 03 03 - 16_0074_03_Rapport estimation.pdf, Plan de division parcelle.pdf, Délibé.Conseil communal 09-09-2010-SCAN.pdf, 2021 02 09 Délib.Coll.-accord princ.conditions-BOS 39730.pdf, Projet acte de Vente PINKERS à la Commune d'Uccle.pdf

28.04.2022/A/0014 **Propriétés communales.- Crèche communale du Chat, rue Emile Lecomte, 43 : travaux d'extension.- Prolongement du mur mitoyen avec l'immeuble privé voisin.- Adoption du principe et fixation des conditions.- Approbation du projet d'acte.- Engagement et financement du prix d'achat.- Engagement et liquidation de la dépense relative au décompte de provision.**

Le Conseil,

Vu le Code civil, Livre II, Titre IV, Chapitre II, spécialement les articles 653, 658, 661 et 663;

Vu le procès-verbal de reprise de mitoyenneté, dressé le 1er mars 2021;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 mai 2021 n°016/11.05.2021/B/0016;

Considérant qu'un permis d'urbanisme numéro 16/PFD/1747777 a été délivré en date du 13 avril 2021 en vue de réaliser les travaux d'extension de la Crèche dite du Chat

sis rue Emile Lecomte 43, notamment vers l'arrière de la parcelle;

Considérant qu'en sa séance du 27 mai 2021, le Conseil communal a approuvé les conditions de rachat du mur mitoyen de la Crèche dite du Chat sis rue Emile Lecomte 43, Madame DELABY Myriam Thérèse, née à Uccle le 2 octobre 1931, domiciliée à 1180 Uccle, avenue des Pâturins 13 ; Madame DELABY Monique Marie, née à Uccle le 25 octobre 1932, domiciliée à 1640 Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Réserve 13/0001 ; Monsieur DELABY Joël Marie, né à Uccle le 3 janvier 1950, domicilié à 1310 La Hulpe, rue des Combattants 68 ainsi que de recourir au Notaire Langhendries en vue d'établir le projet et de recevoir l'acte constitutif du rachat;

Que nous avons envoyé une promesse d'achat ferme pour pouvoir disposer du mur pour entamer les travaux avant l'acquisition;

Qu'entretemps Madame DELABY Myriam est décédée;

Que ses ayants-droits ont préféré attendre l'acte d'hérédité avant de prendre position;

Que nous n'avons reçu aucun retour des propriétaires suite à la promesse d'achat pour la disposition du mur avant l'entame des travaux;

Considérant que les propriétaires ont accepté le prix de rachat de 3.097,37 € (trois mille nonante-sept euros trente-sept cents) et ont signé une procuration authentique en l'étude du notaire Langhendries;

Que le notaire nous a adressé son décompte de frais, droits et honoraires, qui s'élève au montant de 2.572,28 € (deux mille cinq cent septante-deux euros vingt-huit cents);

Que ce décompte qui vaut provision en vue de la passation de l'acte, est néanmoins calculé au plus juste et peut être considéré comme définitif,

Décide :

- de procéder à l'acquisition en pleine propriété, de gré à gré et pour cause d'utilité publique, la mitoyenneté de la partie du mur pignon de l'immeuble 41, rue Emile Lecomte, séparatif de la Crèche communale du Chat;
- d'imputer cette dépense à l'article 137/712-60/87 du budget communal de 2022, au moyen d'une modification budgétaire et sous la réserve de l'approbation de celle-ci par l'autorité de tutelle;
- d'engager la dépense ci-dessus au profit des propriétaires indivis suivants, comparissant dans l'acte de vente, chacun pour une part fixée selon la répartition opérée par le notaire :

Monsieur MEEÛS Luc Joseph, domicilié à 1640 Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes 379;

Monsieur MEEÛS Yves Maurice, domicilié à 1180 Uccle, avenue du Prince d'Orange 115;

Madame DELABY Monique Marie, domiciliée à 1640 Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Réserve 13/0001;

Monsieur DELABY Joël Marie, domicilié à 1310 La Hulpe, rue des Combattants 68;

- de liquider la dépense susvisée à l'ordre du compte bancaire de l'Etude du notaire Langhendries ci-dessous, qui procédera à la répartition des sommes et aux retenues fiscales éventuelles;
- d'adopter le projet d'acte établi par le notaire instrumentant;
- d'engager une dépense de 3.097,37 € (trois mille nonante-sept euros trente-sept cents), à l'article 84401/712-60/87 de 2022, sous la réserve de l'approbation de la modification budgétaire, correspondant au prix d'achat du mur mitoyen;
- d'engager une dépense de 2.572,28 € (deux mille cinq cent septante-deux euros vingt-huit cents) à l'article 84401/123-20/87 de 2022, sous la réserve de l'approbation de la modification budgétaire, à titre de provision pour frais, droits et honoraires en vue de la passation de l'acte, selon son décompte du 04 avril 2022;
- de liquider ces dépenses au bénéfice du compte bancaire IBAN numéro BE57 0682 2537 0635 ouvert au nom de de l'Etude du notaire Langhendries, chaussée de Waterloo 1359/K, 1180 Uccle, avec la communication «rue Emile Lecomte 43/doss 9783».

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Gemeentelijk kinderdagverblijf Le Chat, Emile Lecomtestraat 43 : uitbreidingswerken.- Verlenging van de scheidingsmuur met het naburige privégebouw.- Goedkeuring van het principe en vastlegging van de voorwaarden.- Goedkeuring van de ontwerpakte.- Vastlegging en financiering van de aankoopprijs.- Vastlegging en vereffening van de uitgave met betrekking tot het afrekeningsvoorschot.

De Raad,

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel IV, Hoofdstuk II, en in het bijzonder artikel 653, 658, 661 en 663;

Gelet op het proces-verbaal van muurovername, opgesteld op 1 maart 2021;

Overwegende dat stedenbouwkundige vergunning nr. 16/PFD/1747777 afgeleverd werd op 13 april 2021 om de uitbreidingswerken aan kinderdagverblijf Le Chat in de Emile Lecomtestraat 43 uit te voeren, meer bepaald naar de achterkant van het perceel;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 11 mei 2021 de terugkoopvoorwaarden van de scheidingsmuur van kinderdagverblijf Le Chat in de Emile Lecomtestraat 43 goedgekeurd heeft, mevrouw DELABY Myriam Thérèse, geboren te Ukkel op 2 oktober 1931, woonachtig te 1180 Ukkel, Beemdgraslaan 13; mevrouw DELABY Monique Marie, geboren te Ukkel op 25 oktober 1932, woonachtig te 1640 Sint-Genesius-Rode, Reservaatlaan 13/0001; de heer DELABY Joël Marie, geboren te Ukkel op 3 januari 1950, woonachtig te 1310 La Hulpe, rue des Combattants 68, en beslist heeft om een beroep te doen op notaris Langhendries om het ontwerp op te stellen en de oprichtingsakte van de terugkoop ontvankelijk te verklaren;

Dat we een vaste aankoopbelofte verstuurd hadden om over de muur te kunnen beschikken om de werken voor de aankoop aan te vatten;

Dat mevrouw DELABY Myriam intussen overleden is;

Dat haar rechthebbenden verkozen hebben om de akte van erfopvolging af te wachten voordat ze een standpunt innamen;

Dat we geen enkele reactie van de eigenaars gekregen hebben ingevolge de aankoopbelofte om over de muur te beschikken voor de aanvang van de werken;

Overwegende dat de eigenaars de terugkoopprijs van € 3.097,37 (drieduizend zevenennegentig euro zevenendertig cent) aanvaard hebben en een authentieke volmacht ondertekend hebben in het kantoor van notaris Langhendries;

Dat de notaris ons zijn afrekening van kosten, rechten en erelonen opgestuurd heeft, die € 2.572,28 (tweeduizend vijfhonderdtweeënzeventig euro achtentwintig cent) bedraagt;

Dat deze afrekening, die geldt als voorschot met het oog op het verlijden van de akte, echter zo precies mogelijk berekend werd en als definitief beschouwd kan worden,

Beslist :

- over te gaan tot de aankoop in volle eigendom, onderhands en ten algemenen nutte, van de mede-eigendom van het deel van de topgevel van het gebouw Emile Lecomtestraat 41, de scheiding met het gemeentelijk kinderdagverblijf Le Chat;
- deze uitgave te boeken op artikel 137/712-60/87 van de gemeentebegroting van 2022 door middel van een begrotingswijziging en onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid;
- de bovenstaande uitgave vast te leggen ten bate van de volgende onverdeelde eigenaars, die verschijnen in de koopakte, elk voor een vastgelegd aandeel volgens de

verdeling door de notaris :

De heer MEEÛS Luc Joseph, woonachtig te 1640 Sint-Genesius-Rode, Zoniënwoodlaan 379;

De heer MEEÛS Yves Maurice, woonachtig te 1180 Ukkel, Prins van Oranjelaan 115;

Mevrouw DELABY Monique Marie, woonachtig te 1640 Sint-Genesius-Rode, Resevaatlaan 13/0001;

De heer DELABY Joël Marie, woonachtig te 1310 La Hulpe, rue des Combattants 68;
- de voornoemde uitgave te vereffenen op de onderstaande bankrekening van het kantoor van notaris Langhendries, dat overgaat tot de verdeling van de sommen en de eventuele fiscale afhoudingen;

- de ontwerpakte opgesteld door de instrumenterende notaris goed te keuren;

- een uitgave van € 3.097,37 (drieduizend zevenennegentig euro zevenendertig cent) vast te leggen op artikel 84401/712-60/87 van 2022, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging, die overeenkomt met de aankoopprijs van de scheidingsmuur;

- een uitgave van € 2.572,28 (tweeduizend vijfhonderdtweeënzeventig euro achtentwintig cent) vast te leggen op artikel 84401/123-20/87 van 2022, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging, als voorschot voor de kosten, rechten en erelonen met het oog op het verlijden van de akte, volgens zijn afrekening van 4 april 2022;

- deze uitgaven te vereffenen op rekeningnummer IBAN BE57 0682 2537 0635, geopend op naam van het kantoor van notaris Langhendries, Waterlooosesteenweg 1359/K, 1180 Ukkel, met als mededeling "Emile Lecomtstraat 43/doss 9783".

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

acte.heredité.delaby.myriam.pdf, 04.2022 - Projet.acte.rachat.mitoyenneté.pdf, 20210511 délibé. Collège accord princ. achat mur mit..pdf, 20220404 - décompte frais honoraires.pdf, 2022 03 08 dél. Col. - Promesse achat mitoyenneté-autoris.prise possession.pdf

Véronique Lederman-Bucquet entre en séance / treedt in zitting.

28.04.2022/A/0015 **Propriétés communales.- Avenue du Lycée Français : portion de voirie.- Désaffectation du domaine public.- Vente projetée à une institution publique étrangère.- Principe et conditions.- Approbation du projet d'acte.- Recours à un notaire.- Imputation de la recette extraordinaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu le Plan régional d'affectation du sol, spécialement la prescription 25.6;

Vu le permis de lotir n° 49, intitulé « Lycée Français »;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Vu la délibération n° 016/08.06.2021/B/0046 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué un accord de principe, notamment, pour prendre acte de la perte d'utilité publique relative à la portion de voie décrite ci-après :

- désaffecter du domaine public, en vue de l'aliéner, une bande de terrain d'une superficie d'environ 4 a 15 ca comprise dans la 4ème division cadastrale d'Uccle,

située en zone de voirie, contiguë aux parcelles 231W et 59X formant un appendice à l'extrémité supérieure de l'avenue du Lycée Français et devant l'entrée nord de celui-ci, cotée numéro 7;

- mettre en vente le terrain dont il est question ci-dessus, et l'aliéner au profit de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE), Etablissement Administratif Français sous la tutelle du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Français, dont le siège est situé 23, Place de Catalogne à F-75014 Paris;

- faire offre de prix pour un montant de trente mille six cent euros (30.600,00 €);

Vu la délibération n° 016/12.04.2022/B/0043 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué un accord de principe, notamment, pour approuver le projet d'acte de vente;

Vu le rapport d'expertise du Comité d'acquisition d'immeubles régional, établi le 3 février 2021;

Considérant la demande émise par l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE), en date du 18 septembre 2021, au nom du Lycée Français, ainsi que la lettre de la provisoire;

Que cette demande, basée sur le plan de l'ensemble des emprises occupées par le Lycée Français, établi par un bureau d'ingénieurs en construction et géomètres-experts, en mars 2021 reprend le plan global de réaménagement de l'entrée et de l'accueil du Lycée Français, avec entre autres, la construction d'un bâtiment supplémentaire, devant servir à l'accueil des élèves et visiteurs arrivant sur les lieux, et l'extension de l'accès au site sur une partie de la zone de voirie communale (au niveau de l'aire de rebroussement), ainsi que des fonctions accessoires (nouveau poste de garde et abri pour vélos);

Qu'à cette fin, le Lycée Français devrait disposer d'une bande de terrain incorporée à la voirie de l'avenue du Lycée Français, comprise dans la 4ème division cadastrale d'Uccle et entourée par la parcelle privée cadastrée 231W (immeuble à appartements) et par la parcelle numéro 59X, domaine de l'Etat français;

Considérant que le Service communal de la Voirie, dans une note du 26 novembre 2020, n'a pas d'objection technique à l'abandon définitif de l'appendice de voirie située à l'extrémité supérieure de l'avenue du Lycée Français ;

Qu'il lui semble d'ailleurs préférable, dans un but de clarification juridique de la situation, d'extraire définitivement ce morceau de terrain du patrimoine communal et d'aménager les lieux de sorte à ce que le nouvel alignement soit clairement identifiable sur site;

Qu'il en résulte que l'utilité publique à conserver cette bande de terrain comme voirie, a disparu;

Considérant, en outre, que le Service de l'Urbanisme a confirmé que la désaffectation, la vente, ou tout autre droit réel, de cette parcelle, peut être réalisé sans devoir modifier le permis de lotir n° 49;

Qu'en effet, la voirie ayant été cédée à la Commune d'Uccle et affectée au domaine public, elle sort du cadre du permis de lotir et fait partie du réseau des voiries;

Que le permis de lotir n° 49 ne contient d'ailleurs aucune prescription relative à la voirie;

Que, dès lors, c'est la prescription 25.6 du PRAS qui s'y applique, laquelle prévoit que : « En cas de désaffectation d'une voirie, les actes et travaux y relatifs respectent les prescriptions applicables à l'une des zones qui la bordent, moyennant mesures particulières de publicité »;

Considérant qu'après l'analyse de la demande de l'AEFE, et renseignements pris auprès du Service de l'Urbanisme et au Service de la Voirie, une vente pure et simple semble la formule la plus adaptée ;

Qu'en invoquant une valeur de convenance et en raison du fait que seul le Lycée Français a un intérêt à acquérir la zone de voirie située devant son entrée principale, le prix de vente pourrait s'établir à un montant de 20% supérieur à l'estimation de la

valeur vénale que le CAIR a attribuée à la bande de terrain, soit 25.500,00 € plus 5.100,00 €;

Considérant que l'AEFE avait été invitée à adresser à la Commune d'Uccle une promesse unilatérale d'achat portant sur la bande de terrain décrite ci-avant;

Que cette même agence, par la voix de sa représentante, a fait savoir que son directeur général avait accepté les conditions essentielles de la cession, à savoir l'offre de la commune de tel bien pour un prix de 30.600 €, et a confirmé cet accord pour acheter de gré à gré, dans un courrier électronique du 2 septembre 2021;

Que ce courriel suffit, selon l'AEFE, à manifester son accord, étant donné que l'engagement, à l'échelle ministérielle, ne peut intervenir que sur la base d'un acte d'acquisition définitif;

Considérant que Maître Notaire Robert Langhendries a été choisi pour rédiger le projet d'acte de vente et recevoir l'acte authentique;

Considérant qu'un procès-verbal de mesurage et de division de la parcelle à céder, a été établi par géomètre;

Considérant que, dès le moment où la parcelle sera désaffectée du domaine public, la prescription 25.6 du PRAS prévoit qu'on peut l'affecter conformément aux affectations des parcelles contiguës;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de reconnaître la perte d'utilité publique de la portion de voirie décrite ci-après;
- de désaffecter du domaine public, en vue de l'aliéner, une bande de terrain d'une superficie de 4 a 41 ca (441 m²), selon mesurage, comprise dans la 4ème division d'Uccle mais non cadastrée, située en zone de voirie, contiguë aux parcelles 231W et 59X formant un appendice à l'extrémité supérieure de l'avenue du Lycée Français et devant l'entrée nord de celui-ci, cotée numéro 7 ;
- de vendre le terrain dont il est question ci-dessus, de gré à gré, au profit de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE), Etablissement Administratif Français sous la tutelle du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, dont le siège est situé 23, Place de Catalogne à F-75014 Paris;
- de fixer le prix de vente total et définitif au montant de trente mille six cent euros (30.600,00 €);
- d'avoir recours à un notaire pour établir le projet et passer l'acte authentique de vente;
- d'approuver le projet d'acte de vente transmis par le Notaire Robert Langhendries, de résidence à 1180 Uccle, chaussée de Waterloo, 1359K et qui doit prévoir que l'affectation devra être conforme à celle d'équipement collectif (identique à l'affectation du Lycée français);
- d'imputer le produit de la vente escompté, à l'article 421/761-60/87 - à créer – des recettes extraordinaires du budget communal pour 2022;
- de faire prévoir par le notaire, dans l'acte de vente, que l'affectation devra être conforme à celle d'équipements d'intérêt collectif (identique à l'affectation du Lycée Français).

M. Hayette n'est pas opposé au principe de la vente mais s'inquiète de ses répercussions sur la circulation, étant donné que les problèmes d'embouteillage sont quotidiens dans ce secteur.

Il conviendrait de mener une réflexion avec la direction du Lycée français sur les solutions à mettre en œuvre pour résoudre le problème du trafic. Est-il vraiment indispensable de déposer les élèves devant la porte de l'école ?

Il faut garantir aux riverains une certaine quiétude ainsi qu'un accès au parking que le lycée projette de construire.

Le développement d'un partenariat public-privé serait d'ailleurs opportun en ce domaine.

Il eût été sans doute plus pertinent d'attendre l'établissement du nouveau Plan

communal de mobilité avant de signer cet acte de vente, ou à tout le moins d'assortir le compromis de vente de conditions plus draconiennes.

Pour ces raisons, le groupe socialiste décide d'opter pour l'abstention.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 32 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

Gemeente-eigendommen.- Frans Lyceumlaan : weggedeelte.- Onttrekking aan het openbaar domein. Voorgenomen verkoop aan een buitenlandse openbare instelling.- Principe en voorwaarden.- Goedkeuring van het ontwerp van akte.- Beroep doen op een notaris.- Boeking van de buitengewone ontvangst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan, in het bijzonder voorschrift 25.6;

Gelet op verkavelingsvergunning nr. 49, getiteld "Lycée Français";

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Gelet op beraadslaging nr. 016/08.06.2021/B/0046, waarbij het college van burgemeester en schepenen zijn principeakkoord heeft gegeven, meer bepaald, om nota te nemen van het verlies van openbaar nut met betrekking tot het hieronder beschreven weggedeelte :

- onttrekking aan het openbaar domein, met het oog op de vervreemding ervan, een strook grond met een oppervlakte van ongeveer 4 a 15 ca begrepen in de 4de kadastrale afdeling van Ukkel, gelegen in de wegzone, aansluitend op percelen 231W en 59X die een aanhangsel vormen aan de bovenzijde van de Frans Lyceumlaan en voor de noordelijke ingang van deze laatste, genummerd 7;

- bovengenoemd terrein te koop te stellen en te vervreemden ten gunste van het Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE), een Franse administratieve instelling onder toezicht van het Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Français, met hoofdkantoor te 23, Place de Catalogne te F-75014 Parijs;

- om een bod uit te brengen voor een bedrag van dertigduizend zeshonderd euro (€ 30.600,00);

Gelet op beraadslaging nr. 016/12.04.2022/B/0043 waarbij het college van burgemeester en schepenen zijn principeakkoord heeft gegeven, meer bepaald, aan de goedkeuring van het ontwerp van verkoopakte;

Gelet op het expertiseverslag van het gewestelijke comité tot aankoop van gebouwen, opgesteld op 3 februari 2021;

Gelet op het verzoek dat het Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) op 18 september 2021 namens het Lycée Français heeft ingediend, en de brief van de rector;

Overwegende dat dit verzoek, gebaseerd op het plan van de hele door het Lycée Français ingenomen ruimte, opgesteld door een bouwkundig ingenieurs- en landmetersbureau in maart 2021, het algemene plan voor de herinrichting van de ingang en het onthaal van het Lycée Français omvat, met inbegrip van de bouw van een extra gebouw, bestemd voor het onthaal van studenten en bezoekers die op het terrein aankomen, en de uitbreiding van de toegang tot het terrein op een deel van de gemeenteweg (ter hoogte van het keerpunt), alsmede bijkomende functies (nieuw wachthuisje en fietsenstalling);

Overwegende dat het Lycée Français daartoe zou moeten beschikken over een strook grond die is opgenomen in de Frans Lyceumlaan, opgenomen in de 4de kadastrale afdeling van Ukkel en omgeven door het particuliere kadastrale perceel 231W

(appartementengebouw) en door perceel nummer 59X, een domein van de Franse Staat; Overwegende dat de gemeentedienst Wegen in een nota van 26 november 2020 geen technisch bezwaar heeft tegen het definitief afzien van het wegaanhangsel gelegen aan de bovenzijde van de Frans Lyceumlaan;

Overwegende dat het, met het oog op de juridische opheldering van de situatie, de voorkeur lijkt te verdienen dit stuk grond definitief uit het gemeentelijk patrimonium te verwijderen en het terrein zodanig in te richten dat de nieuwe rooilijn ter plaatse duidelijk herkenbaar is;

Overwegende dat het openbaar nut om deze strook grond als rijweg te behouden aldus is verdwenen;

Overwegende dat de dienst Stedenbouw bovendien heeft bevestigd dat de buitengebruikstelling, de verkoop, of elk ander zakelijk recht, van dit perceel kan worden uitgevoerd zonder dat verkavelingsvergunning nr. 49 gewijzigd moet worden;

Overwegende dat de weg, die aan de gemeente Ukkel is overgedragen en aan het openbaar domein is toegewezen, in feite buiten het kader van de verkavelingsvergunning valt en deel uitmaakt van het wegennet;

Overwegende dat verkavelingsvergunning nr. 49 geen enkel voorschrift bevat met betrekking tot het wegennet;

Gelet op voorschrift 25.6 van het GBP dat erop van toepassing is: " In geval van bestemmingswijziging van een weg leven de daarop betrekking hebbende handelingen en werken de voorschriften van één van de aangrenzende gebieden na, mits speciale regelen van openbaarmaking.";

Overwegende, na analyse van het verzoek van het AEFÉ en van de informatie ingewonnen bij de diensten Stedenbouw en Wegen, dat een zuivere en eenvoudige verkoop de meest geschikte formule lijkt te zijn;

Overwegende dat, door een beroep te doen op de opportuniteitswaarde en op het feit dat alleen het Lycée Français belang heeft bij de verwerving van het stuk grond gelegen voor zijn hoofdingang, de verkoopprijs vastgesteld kon worden op een bedrag dat 20 % hoger lag dan de raming van de venale waarde die het GCAO aan de strook grond had toegekend, meer bepaald € 25.500 plus € 5.100;

Overwegende dat het AEFÉ werd verzocht aan de gemeente Ukkel een eenzijdige aankoopbelofte te doen toekomen betreffende de hierboven beschreven strook grond;

Overwegende dat dit agentschap, bij monde van zijn vertegenwoordiger, in een e-mail van 2 september 2021 heeft laten weten dat zijn directeur-generaal de essentiële voorwaarden van de overdracht, meer bepaald het aanbod van de gemeente van dat onroerend goed voor de prijs van € 30.600, had aanvaard en deze onderhandse aankoop had bevestigd;

Overwegende dat deze e-mail volgens het AEFÉ volstaat om haar instemming te betuigen, aangezien de verbintenis op ministerieel niveau slechts kan worden aangegaan op basis van een definitieve aankoopakte;

Overwegende dat notaris Robert Langhendries is gekozen om het ontwerp van aankoopakte op te stellen en de authentieke akte in ontvangst te nemen;

Overwegende dat een proces-verbaal van opmeting en verdeling van het over te dragen perceel werd opgesteld door een landmeter;

Overwegende dat, zodra het perceel onttrokken is aan het openbaar domein, voorschrift 25.6 van het GBP voorziet dat het bestemd mag worden overeenkomstig de bestemming van de aangrenzende percelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het verlies van openbaar nut met betrekking tot het hieronder beschreven weggedeelte te erkennen;
- over te gaan tot de onttrekking aan het openbaar domein, met het oog op de vervreemding ervan, een strook grond met een oppervlakte van ongeveer 4 a 15 ca begrepen in de 4de kadastrale afdeling van Ukkel, gelegen in de wegzone, aansluitend

- op percelen 231W en 59X die een aanhangsel vormen aan de bovenzijde van de Frans Lyceumlaan en voor de noordelijke ingang van deze laatste, genummerd 7;
- over te gaan tot de onderhandse verkoop van het bovengenoemd terrein aan het Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE), een Franse administratieve instelling onder toezicht van het Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Français, met hoofdkantoor te 23, Place de Catalogne te F-75014 Parijs;
- de totale en definitieve verkoopprijs vast te stellen op dertigduizend zeshonderd euro (€ 30.600);
- een beroep te doen op een notaris om het ontwerp op te stellen en de authentieke verkoopakte te verlijden;
- het ontwerp van verkoopakte, overgemaakt door notaris Robert Langhendries, wonende te 1180 Ukkel, Waterlooosesteenweg 1359K, dat moet voorzien dat de bestemming overeen moet stemmen met die van voorziening van collectief belang (identiek aan de bestemming van het Frans Lyceum), goed te keuren;
- de verwachte opbrengst van de verkoop te boeken onder artikel 421/761-60/87 - te creëren - van de buitengewone ontvangsten van de gemeentebegroting 2022;
- door de notaris in de verkoopakte te doen voorzien dat de bestemming overeen moet komen met die van voorziening van collectief belang (identiek aan de bestemming van het Frans Lyceum).

***De h. Hayette** is niet tegen het principe van de verkoop, maar is bezorgd over de gevolgen ervan voor het verkeer, aangezien files in deze sector aan de orde van de dag zijn.*

Met de directie van het Lycée Français zou een discussie moeten worden gevoerd over de oplossingen die moeten worden toegepast om het verkeersprobleem op te lossen. Is het echt nodig om leerlingen voor de school af te zetten ?

De omwonenden moet een zekere mate van rust worden gegarandeerd, evenals toegang tot het parkeerterrein dat de school wil aanleggen.

Ook de ontwikkeling van een publiek-privaat partnerschap zou op dit gebied aangewezen zijn.

Het zou waarschijnlijk beter zijn geweest de vaststelling van het nieuwe gemeentelijke mobiliteitsplan af te wachten alvorens deze verkoopakte te ondertekenen, of tenminste draconischer voorwaarden aan de verkoopovereenkomst te verbinden.

Om deze redenen besluit de PS zich te onthouden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 32 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

11 annexes / 11 bijlagen

2020 10 22 IN Courrier Proviseur Lycée Fr. J.Monnet BXL.pdf, 2021 06 08

Délib.Coll.-désaffect.-accord princ.vente+prix-notaire.pdf, 2021 02 03 Lettre

accompgn.CAIR-rapport 16_0084_01.pdf, 2021 09 02 IN Courriel AEFE-accord

achat surface terrain+prix vente.pdf, 2020+11+26+Note+rép.Voirie-

possib.aliénation+ss+cond.pdf.pdf, 2021 02 03 CAIR-Rapport expertise terrain à

vendre.pdf, 2022 03 Proj. acte vente-Not.Langhendries.pdf, Proj.ext. Lycée Fr.

J.Monnet BXL-emprise communale Nord.pdf, Lycée Fr. J.Monnet BXL-plan global

03-03-2021+emprise accès Nord.pdf, 2022 02 15 PV mesur.&plan division.pdf,

2020+09+18+Proj.amén.Lycée+Jean+Monnet+BXL-AEFE-présentat.pdf

28.04.2022/A/0016 **Enseignement communal.- Enseignement spécialisé.- Ecole du Merlo - filière type 2.**

Le Conseil,

Attendu que le Conseil communal du 24 juin 2021 a été informé de l'intention d'ouverture d'une filière type 2 au sein de l'école du Merlo (FASE 872 - Rue du Merlo 16 à 1180 Uccle) à partir de l'année scolaire 2022/2023;

Que l'école du Merlo organise actuellement un enseignement spécialisé de niveau primaire pour les enfants relevant du type 1 et du type 8;

Que l'ouverture d'une filière de type 2 répond à un large besoin au sein de la population de la Région Bruxelles-Capitale;

Que les bâtiments permettront d'accueillir les enfants relevant des 3 types;

Que 15 enfants sont actuellement déjà inscrits pour une rentrée au 29 août 2022 et que de nombreuses demandes arrivent régulièrement;

Que 25 enfants du type 2 pourront être accueillis;

Qu'une demande de subventionnement de la filière type 2 doit être adressée à la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Que le Pouvoir organisateur doit s'engager :

- à adopter la structure d'enseignement définie par les lois, décrets et arrêtés royaux ;
- à respecter un programme approuvé par le Gouvernement, à savoir le *Programme d'Etudes pour l'Enseignement maternel et primaire* du CECP;
- à respecter les dispositions prévues par le décret du 24 juillet 1997, à savoir "*préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures*" et "*assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale*";
- à respecter les dispositions fixées par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;
- à respecter les dispositions fixées par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la FWB;
- à respecter les dispositions du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école;
- à se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française;
- à bénéficier de services de conseil et soutien pédagogiques externes, dans le cas présent : Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);
- à être organisé par une personne morale;
- à compter au moins le nombre d'élèves minimum prévu par les normes de programmation et rationalisation à savoir : 21 élèves pendant 2 années consécutives;
- à être établi dans des locaux répondant aux conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité;
- à disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques;
- à former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de

bâtiments;

- à disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre la santé des enfants en danger;
- à se soumettre au régime des congés;
- à se conformer aux dispositions du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental;
- à respecter les principes du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité;

Que l'ensemble de ces conditions sont respectées,

Décide :

- de valider la création d'une filière de type 2 à l'école du Merlo (FASE 872 - Rue du Merlo 16 à 1180 Uccle) à partir de l'année scolaire 2022/2023;
- d'adresser une demande d'admission aux subventions auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire dans le cadre de la création d'un nouveau type.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeenteonderwijs.- Gespecialiseerd onderwijs.- School Merlo - Type 2.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad van 24 juni 2021 geïnformeerd werd over de intentie om een richting type 2 te openen binnen school Merlo (FASE 872 - Merlostraat 16 te 1180 Ukkel) vanaf het schooljaar 2022-2023;

Dat school Merlo momenteel buitengewoon lager onderwijs organiseert voor kinderen van type 1 en type 8;

Dat de opening van een richting type 2 beantwoordt aan een ruime behoefte binnen de bevolking van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat de gebouwen het mogelijk maken kinderen van de 3 types te onthalen;

Dat er momenteel al 15 kinderen ingeschreven zijn voor het nieuwe schooljaar dat op 29 augustus 2022 van start gaat en dat er regelmatig talrijke aanvragen binnenkomen;

Dat er 25 kinderen van type 2 aanvaard kunnen worden;

Dat er een vraag tot subsidiëring van de richting type 2 gericht moet worden aan de Federatie Wallonië-Brussel;

Dat de inrichtende macht zich ertoe moet verbinden om :

- de onderwijsstructuur bepaald door de wetten, decreten en koninklijke besluiten aan te nemen;
- een programma in acht te nemen dat goedgekeurd werd door de regering, meer bepaald het *Programme d'Etudes pour l'Enseignement maternel et primaire* van de CECP;
- de bepalingen uit het decreet van 24 juli 1997 na te leven, meer bepaald " *alle leerlingen erop voorbereiden verantwoordelijke burgers te zijn, die in staat zijn mee te werken aan de ontwikkeling van een democratische, solidaire gemeenschap die pluralistisch is en openstaat voor andere culturen* " en " *aan alle leerlingen gelijke kansen garanderen op een sociale emancipatie* ";
- de bepalingen uit het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school na te leven;
- de bepalingen uit het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap na te leven;

- ee bepalingen uit het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school na te leven;
- zich te onderwerpen aan de controle en de inspectie die georganiseerd worden door de Franse Gemeenschap;
- Te genieten van externe pedagogische advies- en ondersteuningsdiensten, in dit geval de *Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces* (CECP);
- georganiseerd te worden door een rechtspersoon;
- minstens het minimumaantal leerlingen te tellen dat voorzien is door de programmatie- en rationaliseringsnormen, meer bepaald 21 leerlingen gedurende 2 opeenvolgende jaren;
- gevestigd te zijn in lokalen die voldoen aan de veiligheids-, hygiëne- en gezondheidsvoorwaarden;
- te beschikken over het didactisch materiaal en de schooluitrusting die beantwoorden aan de pedagogische behoeften;
- een pedagogisch geheel te vormen gelegen in eenzelfde gebouwencomplex;
- te beschikken over personeel dat de gezondheid van de kinderen niet in gevaar brengt;
- zich te schikken naar het verlofstelsel;
- zich te schikken naar de bepalingen uit het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;
- de principes van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit na te leven;

Dat al deze voorwaarden in acht genomen worden,

Beslist :

- de invoering van een richting type 2 in school Merlo (FASE 872 - Merlostraat 16 te 1180 Ukkel) vanaf het schooljaar 2022-2023 te bekrachtigen;
- een vraag tot toetreding tot de subsidies te richten aan de Algemene Directie Leerplichtonderwijs in het kader van de invoering van een nieuw type.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.04.2022/A/0017 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Plaine de jeux communale.- Règlement d'ordre intérieur.- Modification.**

Le Conseil,

Attendu que la plaine de jeux communale se déroulera à l'école communale de Calevoet;

Que par mail du 6 avril 2022, l'ONE a déjà donné son accord de principe sur cette délocalisation;

Qu'il convient également de renseigner les nouvelles coordonnées de l'administration;

Que le règlement d'ordre intérieur de la plaine de jeux reprend ces informations,

Décide de marquer son accord sur les modifications faites au règlement d'ordre intérieur de la plaine de jeux, tel que repris en annexe.

La présente délibération, accompagnée du nouveau ROI, sera transmise à l'ONE pour information.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Gemeentelijk speelplein.- Huishoudelijk reglement.- Wijziging.

De Raad,
Aangezien het gemeentelijk speelplein zal plaatsvinden in de gemeenteschool Calevoet;
Aangezien de ONE per e-mail van 6 april 2022 reeds in principe met deze verhuizing heeft ingestemd; Aangezien het tevens noodzakelijk is de nieuwe contactgegevens van het bestuur te verstrekken; Aangezien deze informatie in het huishoudelijk reglement van het speelplein is opgenomen,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen in het huishoudelijk reglement van het speelplein, zoals bijgevoegd.
Deze beslissing zal, samen met het nieuwe HR, ter informatie naar de ONE gestuurd worden.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
ROI plaine de jeux.docx*

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Culture - Cultuur

28.04.2022/A/0018 **Bibliothèque-Médiathèque Le Phare.- Mise en place d'une Ludothèque.-
Approbation du règlement et son annexe.**

Le Conseil,
Attendu que la bibliothèque-médiathèque Le Phare souhaite accueillir une ludothèque en ces murs;
Attendu que la création d'un espace ludique au sein de la bibliothèque-médiathèque Le Phare est un projet transversal qui répond aux quatre priorités du plan de développement de la lecture et aux objectifs généraux suivants :
- considérer la bibliothèque comme espace de socialisation,
- diversifier les services aux enseignants et répondre à leurs besoins en ressources pédagogiques,
- la bibliothèque est un acteur d'accompagnement aux loisirs,
- objectif général : tenter d'éliminer les discriminations;
Attendu que la ludothèque telle que sera créée et accessible au public permettra également à l'Administration communale de demander des subsides pour son fonctionnement;
Attendu que la création d'une ludothèque au sein de la bibliothèque le Phare

n'engendrera pas de dépenses complémentaires sans obtention de subsides spécifiques et que dans l'intervalle, les achats de jeux seront imputés sur des budgets existants;

Attendu qu'afin d'ouvrir ses portes, la ludothèque doit adopter un règlement, qui vient compléter le règlement déjà existant des bibliothèques;

Attendu que tout lecteur inscrit dans les bibliothèques d'Uccle pourra avoir accès à la ludothèque;

Attendu le règlement et l'annexe joint à la présente délibération,

Décide :

- de marquer son accord sur la mise en place d'une ludothèque à la bibliothèque-médiathèque Le Phare;
- d'approuver le règlement et l'annexe joints.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Bibliotheek-Mediatheek Le Phare.- Oprichting van een Ludotheek.- Goedkeuring van het reglement en zijn bijlage.

De Raad,

Overwegende dat de bibliotheek-mediatheek Le Phare een ludotheek binnen haar muren wenst te huisvesten;

Overwegende dat de totstandbrenging van een speelruimte in het bibliotheek-mediatheek Le Phare een transversaal project is dat beantwoordt aan de vier prioriteiten van het leesontwikkelingsplan en aan de volgende algemene doelstellingen :

- de bibliotheek als een ruimte voor socialisatie beschouwen,
- de diensten aan leerkrachten variëren en beantwoorden op hun behoeften aan onderwijsmiddelen,
- de bibliotheek is een ondersteunende factor op het gebied van vrijetijdsbesteding,
- algemene doelstelling: discriminatie trachten uit te bannen;

Overwegende dat de ludotheek, die zal worden opgericht en voor het publiek toegankelijk zal zijn, het gemeentebestuur tevens in staat zal stellen subsidies aan te vragen voor de werking ervan;

Overwegende dat de oprichting van een ludotheek binnen de bibliotheek Le Phare niet tot extra uitgaven zal leiden zonder specifieke subsidies aan te vragen en dat de aankoop van spelletjes in de tussentijd ten laste van de bestaande budgetten zal worden gebracht;

Aangezien dat de ludotheek, om haar deuren te kunnen openen, een aantal regels moet vaststellen die een aanvulling vormen op de bestaande bibliotheekreglement;

Aangezien dat elke lezer die in de bibliotheken van Ukkel is ingeschreven, toegang zal krijgen tot de ludotheek;

Overwegende het reglement en de bijlage aan dit besluit is gehecht,

Besluit :

- in te stemmen met de oprichting van een ludotheek in de bibliotheek-mediatheek Le Phare;
- de bijgevoegde reglement en bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Règlement Ludothèque Nl.docx, Règlement Ludothèque.docx, AnnexesROILudoUccle def.docx, Annexe règlement NL.docx

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

28.04.2022/A/0019 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 5 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement pour procéder au paiement;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale;

Considérant les listes établies par le service Parking, en charge de la gestion du stationnement règlementé;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III, articles 49 et 50 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 27 septembre 2018, Décide de prendre pour information les listes des 3.895 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale

schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts gevisieerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikten over een termijn van 5 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikten om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk III, artikels 49 en 50 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 27 september 2018,

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 3.895 dwangbevelen die door de gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Liste contraintes belge 1er sem 2021.pdf

28.04.2022/A/0020 **Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.**

Le Conseil,

Vu l'article 173 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Article 1 : Durée et assiette

Il est établi pour les exercices 2022 à 2024, une redevance sur l'occupation d'un emplacement par les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 2 : Taux

Les montants de la redevance sont fixés par emplacement comme il suit :

1) pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques :

- pour un métier de plus de 10 mètres courant : 30 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier;

- pour un métier de 10 mètres courant ou moins : 25 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier.

Cette redevance couvre une occupation de maximum 10 jours calendrier consécutifs.

2) pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

- 5 €/mètre courant (de la façade la plus longue du métier) par installation par jour avec un minimum de 20 € par jour.

3) pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

La somme de 13 € est due pour l'ouverture et le placement de cols de cygne ainsi que pour la consommation d'eau.

Article 3 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui s'est vue attribuée l'emplacement par la Commune.

Article 4 : Exonération

Est exonéré de la redevance l'attributaire d'un emplacement pour des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine visé à l'article 2 qui est présent lors d'une brocante organisée par les associations de commerçants et, ce pour le jour de la brocante.

Article 5 : Recouvrement

Le paiement de la redevance doit être effectué par virement bancaire sur le compte du Receveur communal dans les délais indiqués sur l'invitation à payer et ce, que l'emplacement ait été occupé ou non.

A défaut de paiement dans les délais indiqués, la récupération de l'ensemble des montants doit se faire par une contrainte établie par le receveur communal visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins et signifiée par exploit d'huissier de justice ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 6 : Contentieux

A défaut de paiement à l'amiable, les règles de droit commun seront applicables.

Article 7 : Entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace le Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes

de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques votées par le Conseil communal du 19 décembre 2019. Il entre en vigueur dès sa publication conformément aux dispositions de la Nouvelle Loi Communale pour un terme expirant le 31 décembre 2024.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Vergoedingsreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

De Raad,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Artikel 1 : Duur en grondslag

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2024 een vergoeding vastgesteld voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

Artikel 2 : Tarieven

De tarieven van de vergoeding per standplaats werden als volgt vastgelegd :

1) voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen:

- voor een stand van meer dan 10 strekkende meter: € 30/strekkende meter van de langste gevel van de stand;

- voor een stand van 10 strekkende meter of minder: € 25/strekkende meter van de langste gevel van de stand.

Deze vergoeding geldt voor een bezetting van maximaal 10 opeenvolgende kalenderdagen.

2) voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op het openbaar domein buiten de openbare kermissen :

- € 5/strekkende meter (van de langste gevel van de stand) per installatie per dag met een minimumtarief van € 20 per dag.

3) voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen:

Het bedrag van € 13 is verschuldigd voor de opening en de plaatsing van zwanenhalzen en voor het waterverbruik.

Artikel 3 : Belastingplichtige

De vergoeding is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een standplaats kreeg toegekend door de gemeente.

Artikel 4 : Vrijstelling

Is vrijgesteld van de vergoeding: de houder van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie zoals bedoeld in artikel 2, die op de dag van een rommelmarkt aanwezig is op een door handelsverenigingen georganiseerde rommelmarkt.

Artikel 5 : Inning

De betaling van de vergoeding moet uitgevoerd worden via overschrijving op de rekening van de gemeenteontvanger binnen de op de betalingsuitnodiging vermelde termijn, ongeacht of de standplaats al dan niet bezet is.

In geval van niet-betaling binnen de aangegeven termijnen zal de inning van alle verschuldigde bedragen gebeuren per dwangbevel, opgesteld door de

gemeenteontvanger, goedgekeurd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en betekend via gerechtsdeurwaardersexploit of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 6 : Geschillen

Bij gebrek aan de betaling in der minne zijn de regels van het gemeenrecht van toepassing.

Artikel 7 : Inwerkingtreding

Het onderhavige reglement trekt het vergoedingsreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, gestemd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het. Het treedt in werking vanaf de publicatie overeenkomstig de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet voor een termijn die afloopt op 31 december 2024.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Vergoedingsreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen Annexe NL.pdf, Règlement Redevance relative à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques Annexe.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

28.04.2022/A/0021 **Services postaux.- Approbation de l'adhésion à l'accord-cadre passé par la Commune de Molenbeek agissant en centrale d'achats et approbation de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant qu'en date du 16 mars 2021, l'Assemblée a décidé, suite à l'arrêt du Conseil d'Etat n°249.941 du 2 mars 2021, de retirer sa décision du 22 décembre 2020, et de rendre de facto sa validité à la décision du 6 octobre 2020 attribuant le marché des services postaux, lot 1 & 2 à Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen;

Considérant que cette décision a été notifiée à Postalia Belgium en date du 28 avril 2021;

Considérant que ce marché a pris cours le 1er juillet 2021;

Considérant qu'il s'agit d'un marché d'un an reconductible trois fois;

Considérant que l'article II.5 du cahier des charges prévoyait que le marché pourrait faire l'objet de trois reconductions d'un an en vertu de l'article 57 de la Loi du 17 juin 2016 et que pour ce faire, le pouvoir adjudicateur devrait prendre une décision à cet égard et en informer l'adjudicataire par écrit, avant l'échéance du délai d'exécution du marché, ceci pour chaque lot;

Considérant qu'en date du 5 mai 2021, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, agissant en centrale d'achat au sens de l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016, nous a informé avoir attribué un accord-cadre « CONCERNANT DES SERVICES POSTAUX 2021-2024 » à Postalia Belgium;

Considérant que la Commune d'Uccle s'était déclarée intéressée pour recourir à cet accord cadre lors des prospections préalables à sa passation par la commune de Molenbeek mais avait été contrainte de passer son propre marché en raison des délais; Considérant que grâce au volume de courrier concerné par cet accord-cadre, la commune de Molenbeek a pu obtenir des conditions très intéressantes;

Considérant que l'accord-cadre de Molenbeek est passé pour un an, reconductible tacitement trois fois jusqu'au 31 décembre 2024;

Vu les dispositions de l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relatif aux activités d'achat centralisées et centrales d'achat et plus particulièrement son paragraphe 2 qui dispose qu' « un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation... »;

Considérant qu'il est dès lors proposé de ne pas reconduire le marché passé par notre administration et de se rattacher à l'accord cadre passé par la commune de Molenbeek, afin de pouvoir bénéficier des conditions avantageuses de ce dernier, à compter du 1er juillet 2022;

Considérant que les dépenses annuelles estimées à 560.000 € seront imputées à l'article 104/123-07/10;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins,

Décide :

- de ne pas reconduire le marché des services postaux, lot 1 & 2 attribué à Postalia Belgium BV, Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen en séance du 6 octobre 2020;
- d'approuver l'estimation de la dépense annuelle de 560.000 € à l'article 104/123-07/-/10 du Budget ordinaire, soit 280.000 € pour 2022 et d'engager ce montant (une modification budgétaire sera sollicitée);
- d'adhérer à l'accord cadre passé en centrale d'achat par la commune de Molenbeek, attribué à Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, à compter du 1er juillet 2022.

Cette décision sera notifiée à Postalia Belgium BV par le Collège des Bourgmestre et échevins dès son approbation. La commune de Molenbeek en sera tenue informée.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Postdiensten.- Goedkeuring van de aansluiting bij de raamovereenkomst gesloten door de gemeente Molenbeek handelend als aankoopcentrale en goedkeuring van de uitgave.

De Raad,

Overwegende dat de vergadering op 16 maart 2021, ingevolge het arrest van de Raad van State nr. 249.941 van 2 maart 2021, beslist heeft om haar beslissing van 22 december 2020 in te trekken en de facto haar geldigheid terug te geven aan de beslissing van 6 oktober 2020 tot gunning van de opdracht voor de postdiensten, perceel 1 & 2 aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen;

Overwegende dat deze beslissing op 28 april 2021 betekend werd aan Postalia Belgium;

Overwegende dat deze opdracht aangevangen is op 1 juli 2021;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van een jaar, die drie keer verlengd kan worden;

Overwegende dat artikel II.5 van het bestek voorzag dat de opdracht drie keer met een jaar verlengd kon worden krachtens artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 en dat de aanbestedende overheid hiervoor een beslissing in dit opzicht moest nemen en de aannemer schriftelijk op de hoogte moest brengen voor het verstrijken van de uitvoeringstermijn van de opdracht, en dit voor elk perceel;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, handelend als aankoopcentrale in de zin van artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016, ons op 5 mei 2021 meegedeeld heeft dat ze een raamovereenkomst "met betrekking tot de postdiensten 2021-2024" gegund heeft aan Postalia Belgium;

Overwegende dat de gemeente Ukkel interesse getoond had om een beroep te doen op deze raamovereenkomst tijdens de marktonderzoeken voorafgaand aan de gunning ervan door de gemeente Molenbeek, maar gedwongen werd om haar eigen opdracht te gunnen wegens de termijnen;

Overwegende dat dankzij het postvolume dat bij deze raamovereenkomst betrokken is de gemeente Molenbeek zeer interessante voorwaarden kon verkrijgen;

Overwegende dat de raamovereenkomst van Molenbeek geplaatst wordt voor een jaar, drie keer stilzwijgend verlengbaar tot 31 december 2024;

Gelet op de bepalingen van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de gecentraliseerde aankoopactiviteiten en aankoopcentrales en in het bijzonder paragraaf 2, die bepaalt dat "een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ...";

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt om de opdracht gegund door ons bestuur niet te verlengen en aan te sluiten bij de raamovereenkomst gegund door de gemeente Molenbeek om te kunnen genieten van de voordelige voorwaarden van deze laatste, vanaf 1 juli 2022;

Overwegende dat de jaarlijkse uitgaven geraamd worden op € 560.000 en geboekt zullen worden onder artikel 104/123-07/-/10;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de opdracht voor de postdiensten, percelen 1 en 2, in zitting van 6 oktober 2020 gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, niet te verlengen;

- de raming van de jaarlijkse uitgave van € 560.000 op artikel 104/123-07/10 van de gewone begroting, hetzij € 280.000 voor 2022, goed te keuren en dit bedrag vast te leggen (er zal een begrotingswijziging gevraagd worden);

- aan te sluiten bij de raamovereenkomst geplaatst als aankoopcentrale door de gemeente Molenbeek, gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, vanaf 1 juli 2022.

Deze beslissing zal door het college van burgemeester en schepenen aan Postalia Belgium BV betekend worden zodra ze goedgekeurd is. De gemeente Molenbeek zal er op de hoogte van gehouden worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Poste-Cah. des Charges.pdf

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

28.04.2022/A/0022 **Personnel.- Plateforme digitale dans le cadre du projet d'« Onboarding ».-**

Workelo.- Approbation de la convention.

Le Conseil,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 décembre 2021 approuvant la désignation du prestataire externe "Workelo" pour l'utilisation d'une plateforme digitale d'onboarding suite à la présentation de trois prestataires spécialisés dans ce type de service et parmi lesquels la société Workelo s'est démarquée (rapport du Collège en annexe);

Que « Workelo » s'est, en effet, détaché des autres prestataires en proposant un service de qualité répondant à l'ensemble de nos besoins à un tarif plus attractif;

Qu'ils étaient en outre prêts à accorder une remise des frais de démarrage (2.990 € au lieu de 4.990 €) si la signature du contrat se fait avant le 31 décembre 2021 mais qu'ils se sont engagés, entre temps, à maintenir cette réduction passé ce délai;

Considérant que le service du Personnel a dès lors préparé une convention,

Décide d'approuver la convention, le contrat de sous-traitance et d'organiser la signature avec « Workelo » (France) représentée par l'administrateur désigné.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Personeel.- Digitaal platform in het kader van het project “Onboarding”.- Workelo.- Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 21 december 2021 tot goedkeuring van de aanstelling van de externe dienstverlener “Workelo” voor het gebruik van een digitaal onboardingplatform ingevolge de voorstelling van drie dienstverleners die gespecialiseerd zijn in dit type dienstverlening en waaruit de firma Workelo zich onderscheiden heeft (verslag aan het college in de bijlage);

Aangezien Workelo zich immers van de andere dienstverleners onderscheidt door een kwalitatieve dienstverlening voor te stellen die voldoet aan al onze behoeften en tegen een aantrekkelijker tarief;

Aangezien ze bovendien bereid waren om een korting op de opstartkosten (€ 2.990 in plaats van € 4.990) toe te kennen indien het contract voor 31 december 2021 ondertekend werd, maar ze zich er tegelijk toe verbonden hebben om deze korting te behouden na deze termijn;

Overwegende dat de Personeelsdienst bijgevolg een overeenkomst voorbereid heeft,

Beslist de overeenkomst en onderaannemingscontract goed te keuren en de ondertekening met Workelo (Frankrijk), vertegenwoordigd door de aangeduide bestuurder, te organiseren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention - Plateforme Onboarding- version 31.03.2022.docx, Contrat de sous-traitance.docx, Rapport du Collège 21.12.21 - Onboarding (Workelo).pdf

télétravail.- Modifications.

Le Conseil,

Considérant que le télétravail structurel et occasionnel doit être implémenté au sein de notre administration;

Vu le règlement adopté par le Conseil communal du 16 décembre 2021;

Vu les échanges d'expériences avec les autres administrations communales bruxelloises;

Vu l'expérience vécue durant la période de la pandémie où le télétravail a été implémenté;

Considérant que certaines adaptations doivent être apportées au règlement notamment afin d'assurer une présence minimale des agents au sein des services;

Considérant que ces modifications concernent :

- Le fait de disposer au minimum d'un mois d'ancienneté pour bénéficier du télétravail structurel et/ou occasionnel;
- Le fait de pouvoir bénéficier du télétravail structurel à la condition d'être présent au minimum 3 jours par semaine pour un temps-plein;
- La limitation du nombre de jours de télétravail occasionnel (2 jours par mois ou 1 jour par mois si l'agent dispose déjà du télétravail structurel) sauf dérogation en cas de circonstance exceptionnelle;
- La notification du refus du télétravail par le supérieur hiérarchique au plus tard la veille du jour sollicité;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 12 avril 2022;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 21 avril 2022 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord;

Vu l'urgence à permettre au personnel communal de disposer de la possibilité de télétravailler eu égard à l'augmentation des coûts de l'énergie, en particulier le prix des carburants;

Vu l'avantage que représente la mise en place du télétravail au sein notre administration pour les candidats potentiels (facteur d'attractivité),

Décide de modifier le règlement sur le télétravail structurel et occasionnel tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Reglement op het telewerk.- Wijzigingen.

De Raad,

Overwegende dat het structureel en occasioneel telewerk in ons bestuur geïmplementeerd moet worden;

Gelet op het reglement dat op 16 december 2021 goedgekeurd werd door de gemeenteraad;

Gelet op de uitwisselingen van ervaringen met de andere Brusselse gemeentebesturen;

Gelet op de ervaring die opgedaan werd tijdens de pandemie, wanneer het telewerk geïmplementeerd werd;

Overwegende dat er bepaalde aanpassingen aangebracht moeten worden aan het reglement, meer bepaald om een minimale aanwezigheid van de ambtenaars in de

diensten te verzekeren;

Overwegende dat deze wijzigingen betrekking hebben op :

- Het feit om te beschikken over minstens een maand anciënniteit om structureel en/of occasioneel telewerk te genieten;
- Het feit om structureel telewerk te kunnen genieten op voorwaarde van minstens 3 dagen aanwezigheid per week voor een voltijdse werknemer;
- De beperking van het aantal dagen occasioneel telewerk (2 dagen per maand of 1 dag per maand indien de ambtenaar al over structureel telewerk beschikt), behoudens afwijking bij uitzonderlijke omstandigheden;
- De kennisgeving van de weigering van het telewerk door de hiërarchische overste uiterlijk de dag voor de gevraagde dag;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 12 april 2022;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 21 april 2022 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord;

Gelet op de hoogdringendheid zodat het gemeentepersoneel kan beschikken over de mogelijkheid om te telewerken gezien de stijging van de energiekosten en in het bijzonder de brandstofprijzen;

Gelet op het voordeel dat de invoering van telewerk binnen ons bestuur inhoudt voor potentiële kandidaten (factor van aantrekkelijkheid),

Beslist het reglement op het structureel en occasioneel telewerk zoals in de bijlage te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement_teleworking_modifications+Conseil+28_04_22_nl.pdf,

Règlement_teleworking_modifications+Conseil+28_04_22.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

28.04.2022/A/0024 **Règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel.**

Le Conseil,

Vu les articles 117, alinéa 1 et 119, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Considérant que dans un souci de transparence administrative, il convient d'adapter et d'harmoniser les règles en matière d'octroi de subventions ou de subsides directs de fonctionnement pour un projet ponctuel et ce, par le biais de l'adoption d'un règlement communal;

Que sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, un projet de nouveau règlement relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel et les formulaires annexes s'y rapportant ont dès lors été établis;

Que ce projet de texte réglementaire prévoit notamment une procédure de demande des subsides et les conditions d'octroi,

Décide d' approuver le règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel ci-joint et les formulaires annexes s'y rapportant.

Mme l'Echevin Delwart, revenant sur un point soulevé en commission par M. Norré, précise que les subsides internationaux ne sont pas visés par ce règlement.

De même, les subsides octroyés par la commune de sa propre initiative, comme cela a été le cas pour soutenir les victimes des graves inondations survenues en Belgique, ne sont pas concernés par ce règlement, relatif aux subsides pour lequel le bénéficiaire a introduit une demande expresse.

La commune garde donc toute sa capacité d'initiative dans les cas de figure qui ne sont pas envisagés dans ce texte-ci.

M. Cools n'est qu'à moitié rassuré en ce qui concerne les interventions en cas de catastrophe, étant donné que l'article 3 du règlement stipule que les entités doivent avoir leur siège social sur le territoire de la commune d'Uccle et/ou exercer des activités qui bénéficient aux citoyens ucclois.

Ne faudrait-il ajouter une mention « ou en cas d'une catastrophe qui s'est produite en Belgique » ? En effet, si, par exemple, l'Union des villes et communes wallonnes sollicitait une aide, on ne pourrait pas la lui accorder si l'on suit la lettre de ce règlement.

Mme l'Echevin Delwart tient à rassurer M. Cools.

Les vérifications d'usage ont été effectuées par les juristes de l'administration communale. Rien n'empêche la commune de déployer sa capacité d'action indépendamment des dispositions de ce règlement particulier.

Et les travaux du Conseil communal permettent d'en expliciter le véritable sens.

Néanmoins, comme Mme l'Echevin Delwart souhaite que ce point soit adopté à l'unanimité, elle est disposée à intégrer la proposition de M. Cools pour aboutir à un consensus.

M. Norré remercie Mme l'Echevin Delwart d'avoir pris en considération ses remarques émises en commission et souhaite que le point de vue de M. Cools soit aussi pris en compte.

M. Cools ne souhaite pas insister davantage mais demande que cet échange soit retranscrit au procès-verbal, de manière à ce que la portée et le sens du règlement soient bien compris.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeentereglement met betrekking tot de toekenning van rechtstreekse werkingstoelagen of subsidies of voor een gericht project.

De Raad,

Gelet op artikel 117, 1e lid en 119, 2e lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die door de gemeenten worden toegekend;

Overwegende dat, in een streven naar administratieve transparantie, de regels inzake toekenning van rechtstreekse werkingstoelagen of -subsidies of voor een gericht project aangepast en geharmoniseerd moeten worden, en dit door middel van de aanname van een gemeentereglement;

Dat bijgevolg op voorstel van het college van burgemeester en schepenen een ontwerp van nieuw reglement met betrekking tot de toekenning van rechtstreekse werkingstoelagen of -subsidies of voor een gericht project en de bijgevoegde formulieren die erop betrekking hebben opgesteld werden;

Dat dit ontwerp van reglementaire tekst meer bepaald een aanvraagprocedure van de subsidies en de toekenningsvoorwaarden voorziet,

Beslist het bijgevoegde gemeentereglement met betrekking tot de toekenning van rechtstreekse werkingstoelagen of -subsidies of voor een gericht project en de bijgevoegde formulieren die erop betrekking hebben goed te keuren.

***Schepen Delwart**, die terugkwam op een in de commissie door de heer Norré aan de orde gesteld punt, preciseert dat internationale subsidies niet onder dit reglement vallen.*

Ook door de gemeente op eigen initiatief toegekende subsidies, zoals in het geval van de steun aan de slachtoffers van de zware overstromingen in België, vallen niet onder dit reglement dat betrekking heeft op subsidies waarvoor de begunstigde een uitdrukkelijk verzoek heeft ingediend.

De gemeente behoudt derhalve haar volledige initiatiefbevoegdheid in gevallen die niet door deze tekst worden bestreken

***De h. Cools** is slechts half gerustgesteld wat de interventies in geval van een ramp betreft, aangezien artikel 3 van het reglement bepaalt dat de entiteiten hun zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel moeten hebben en/of activiteiten moeten uitoefenen die de burgers van Ukkel ten goede komen.*

Moet er niet worden vermeld "of in geval van een ramp die zich in België heeft voorgedaan" ? Indien bijvoorbeeld de Union des villes et communes wallonne om steun zou verzoeken, zou deze niet kunnen worden verleend indien we de letter van deze verordening zouden volgen.

***Schepen Delwart** wil de heer Cools geruststellen.*

De gebruikelijke controles zijn uitgevoerd door de juristen van het gemeentebestuur. Niets belet de gemeente om haar handelingsbevoegdheid onafhankelijk van de bepalingen van dit specifieke reglement in te zetten.

En de werkzaamheden van de gemeenteraad maken het mogelijk de ware betekenis ervan te verduidelijken.

Aangezien schepen Delwart echter wenst dat dit punt unaniem wordt goedgekeurd, is zij bereid het voorstel van de h. Cools te integreren om tot een consensus te komen.

***De h. Norré** bedankt schepen Delwart voor het feit dat zij rekening heeft gehouden met zijn opmerkingen in de commissie en hoopt dat ook met het standpunt van de h. Cools rekening zou worden gehouden.*

***De h. Cools** wenst niet verder aan te dringen maar wenst dat deze gedachtewisseling in de notulen zou worden opgenomen zodat de draagwijdte en de betekenis van het reglement duidelijk zouden worden begrepen.*

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positive stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Annexe 2 - formulaire subside ponctuel - modifications post College 19-04-22.docx-3.docx, Annexe 3 - Logo_uccle_ukkel_bleu.jpg, Ontwerp van subsidiesreglement.docx, Projet règlement subsides.docx, Bijlage 1 - FORMULIER WERKINGSSUBSIDIE.DOCX, Bijlage 2 - FORMULIER GERICHTE SUBSIDIE.DOCX, Annexe 1 - formulaire subside fonctionnement - modification post College 19-04-22.docx-3.docx

28.04.2022/A/0025 **A.S.B.L. La Ferme Rose.- Mise en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.- Adoption d'une convention de gestion.**

Le Conseil,

Considérant que l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale donne désormais une définition légale à la notion d'ASBL communale à savoir : « une ASBL dont les activités consistent en l'exécution de tâches d'intérêt communal et ASBL dans laquelle la commune participe, directement ou indirectement et à qui elle a délégué l'exécution d'une mission d'intérêt communal bien définie »;

Que l'article 33 de ladite l'ordonnance prévoit une présomption reposant sur trois critères alternatifs ; qu'ainsi une ASBL est réputée communale dès qu'elle remplit au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (AG, CA, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Que toutefois, il ressort de la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'un de trois critères précités, chaque ASBL qui est créée sur base d'une décision du Conseil communal (article 117, al. 1^{er} de la NLC) ou chaque ASBL à laquelle une commune participe en tant que membre effectif doit être considérée comme une ASBL communale et dès lors se voir appliquer le régime juridique prévu par l'ordonnance; que cette qualité de membre effectif de la Commune s'apprécie tant par la présence de la Commune en tant que personnes morales dans les organes de l'ASBL que par la présence de la Commune en qualité de membre effectif à l'intervention de ses représentants directs;

Considérant en l'espèce que l'ASBL La Ferme Rose est une ASBL dite communale au sens de l'ordonnance susmentionnée vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'ASBL par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Ledan;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'ASBL communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'ASBL est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en

soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL La Ferme Rose;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'ASBL doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation;

- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport;

- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'ASBL et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune;

- les moyens mis à disposition de l'ASBL par la commune;

- sa durée(en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections);

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'ASBL communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'ASBL communale;

Considérant que la convention de gestion a été approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL La Ferme Rose lors de sa séance du 28 février 2022 et ce, en même temps que les modifications des statuts afin de les mettre en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale et le nouveau Code des sociétés et des associations entré en vigueur le 1^{er} mai 2019,

Décide :

d'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL La Ferme Rose en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. La Ferme Rose.- Afstemming op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.- Goedkeuring van een beheersovereenkomst.

De Raad,

Overwegende dat de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten voortaan een wettelijke definitie geeft aan de notie van gemeentelijke vzw, meer bepaald : *"een vzw waarvan de activiteiten voorzien in de uitvoering van taken van gemeentelijk belang, waarin de gemeente rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt en waaraan zij een welomschreven opdracht van gemeentelijk belang delegeert"*;

Dat artikel 33 van deze ordonnantie een aanneme voorziet die rust op drie alternatieve criteria; dat een vzw bijgevolg als gemeentelijk beschouwd wordt zodra ze voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden :

- Een of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in een of meerdere

bestuursorganen, of

- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Dat uit de ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020 echter blijkt, zonder dat het noodzakelijk is een beroep te doen op een van de drie voornoemde criteria, dat elke vzw die opgericht wordt op basis van een beslissing van de gemeenteraad (artikel 117, 1e lid van de NGW) of elke vzw waarin de gemeente deelneemt als werkend lid beschouwd moet worden als een gemeentelijke vzw en er bijgevolg het rechtsstelsel voorzien door de ordonnantie op toegepast moet worden; dat deze hoedanigheid van werkend lid van de gemeente beoordeeld wordt zowel door de aanwezigheid van de gemeente als rechtspersoon in de organen van de vzw als door de aanwezigheid van de gemeente in de hoedanigheid van werkend lid in de tussenkomst van haar rechtstreekse vertegenwoordigers;

Overwegende in dit geval dat de vzw La Ferme Rose een zogenaamde gemeentelijke vzw is in de zin van de voornoemde ordonnantie aangezien de gemeente Ukkel optreedt als werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen Ledan;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw La Ferme Rose;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten :

- de aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- de middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- de middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- de looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de beheersovereenkomst goedgekeurd werd door de algemene vergadering van de vzw La Ferme Rose in zitting van 28 februari 2022 en dit gelijktijdig met de wijzigingen aan de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten en het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dat in werking getreden is op 1 mei 2019,

Beslist :

de bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw La Ferme Rose krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
La Ferme Rose.pdf, La ferme rose nl.pdf

28.04.2022/A/0026 **A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Mise en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.- Adoption d'une convention de gestion.**

Le Conseil,

Considérant que l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale donne désormais une définition légale à la notion d'ASBL communale à savoir : « *une ASBL dont les activités consistent en l'exécution de tâches d'intérêt communal et ASBL dans laquelle la commune participe, directement ou indirectement et à qui elle a délégué l'exécution d'une mission d'intérêt communal bien définie* »;

Que l'article 33 de ladite l'ordonnance prévoit une présomption reposant sur trois critères alternatifs ; qu'ainsi une ASBL est réputée communale dès qu'elle remplit au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (AG, CA, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Que toutefois, il ressort de la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'un de trois critères précités, chaque ASBL qui est créée sur base d'une décision du Conseil communal (article 117, al. 1^{er} de la NLC) ou chaque ASBL à laquelle une commune participe en tant que membre effectif doit être considérée comme une ASBL communale et dès lors se voir appliquer le régime juridique prévu par l'ordonnance ; que cette qualité de membre effectif de la Commune s'apprécie tant par la présence de la Commune en tant que personnes morales dans les organes de l'ASBL que par la présence de la Commune en qualité de membre effectif à l'intervention de ses représentants directs;

Considérant en l'espèce que l'ASBL Association Culturelle et artistique d'Uccle est une ASBL dite communale au sens de l'ordonnance susmentionnée vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'ASBL par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Ledan;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « *la commune conclut une convention avec l'ASBL communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale* » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'ASBL est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14

novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « *toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...)* »;

Considérant par conséquent qu'une convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Association Culturelle et artistique d'Uccle;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'ASBL doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation;

- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport;

- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'ASBL et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune;

- les moyens mis à disposition de l'ASBL par la commune;

- sa durée(en principe, calquée sur la durée de la mandature communale; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections);

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'ASBL communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'ASBL communale;

Considérant que la convention de gestion a été approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Association Culturelle et artistique d'Uccle lors de sa séance du 9 mars 2022 et ce, en même temps que les modifications des statuts afin de les mettre en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale et le nouveau Code des sociétés et des associations entré en vigueur le 1^{er} mai 2019,

Décide :

d'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Association Culturelle et artistique d'Uccle en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Afstemming op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.- Goedkeuring van een beheersovereenkomst.

De Raad,

Overwegende dat de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten voortaan een wettelijke definitie geeft aan de notie van gemeentelijke vzw, meer bepaald: "*een vzw waarvan de activiteiten voorzien in de uitvoering van taken van gemeentelijk belang, waarin de gemeente rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt en waaraan zij een welomschreven opdracht van gemeentelijk belang delegeert*";

Dat artikel 33 van deze ordonnantie een aanneme voorziet die rust op drie alternatieve criteria; dat een vzw bijgevolg als gemeentelijk beschouwd wordt zodra ze voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden :

- Een of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de

gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in een of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Dat uit de ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020 echter blijkt, zonder dat het noodzakelijk is een beroep te doen op een van de drie voornoemde criteria, dat elke vzw die opgericht wordt op basis van een beslissing van de gemeenteraad (artikel 117, 1e lid van de NGW) of elke vzw waarin de gemeente deelneemt als werkend lid beschouwd moet worden als een gemeentelijke vzw en er bijgevolg het rechtsstelsel voorzien door de ordonnantie op toegepast moet worden; dat deze hoedanigheid van werkend lid van de gemeente beoordeeld wordt zowel door de aanwezigheid van de gemeente als rechtspersoon in de organen van de vzw als door de aanwezigheid van de gemeente in de hoedanigheid van werkend lid in de tussenkomst van haar rechtstreekse vertegenwoordigers;

Overwegende in dit geval dat de vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle een zogenaamde gemeentelijke vzw is in de zin van de voornoemde ordonnantie aangezien de gemeente Ukkel optreedt als werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen Ledan;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*"; Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten :

- de aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- de middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- de middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- de looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de beheersovereenkomst goedgekeurd werd door de algemene vergadering van de vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle in zitting van 9

maart 2022 en dit gelijktijdig met de wijzigingen aan de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten en het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dat in werking getreden is op 1 mei 2019,

Beslist :

de bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw Association Culturelle et Artistique d'Uccle krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CCU.pdf, CCU nl.pdf

28.04.2022/A/0027 **A.S.B.L. Le Val d'Uccle.- Mise en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.- Adoption d'une convention de gestion.**

Le Conseil,

Considérant que l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale donne désormais une définition légale à la notion d'ASBL communale à savoir : « *une ASBL dont les activités consistent en l'exécution de tâches d'intérêt communal et ASBL dans laquelle la commune participe, directement ou indirectement et à qui elle a délégué l'exécution d'une mission d'intérêt communal bien définie* »;

Que l'article 33 de ladite l'ordonnance prévoit une présomption reposant sur trois critères alternatifs ; qu'ainsi une ASBL est réputée communale dès qu'elle remplit au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (AG, CA, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Que toutefois, il ressort de la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'un de trois critères précités, chaque ASBL qui est créée sur base d'une décision du Conseil communal (article 117, al. 1^{er} de la NLC) ou chaque ASBL à laquelle une commune participe en tant que membre effectif doit être considérée comme une ASBL communale et dès lors se voir appliquer le régime juridique prévu par l'ordonnance ; que cette qualité de membre effectif de la Commune s'apprécie tant par la présence de la Commune en tant que personnes morales dans les organes de l'ASBL que par la présence de la Commune en qualité de membre effectif à l'intervention de ses représentants directs;

Considérant en l'espèce que l'ASBL Le Val d'Uccle est une ASBL dite communale au sens de l'ordonnance susmentionnée vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'ASBL par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevin Gol-Lescot;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « *la*

commune conclut une convention avec l'ASBL communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'ASBL est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : *« toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;*

Considérant par conséquent qu'une convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Le Val d'Uccle;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'ASBL doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation;

- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport;

- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'ASBL et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune;

- les moyens mis à disposition de l'ASBL par la commune;

- sa durée(en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections);

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'ASBL communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'ASBL communale;

Considérant que la convention de gestion a été approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Le Val d'Uccle lors de sa séance du 23 mars 2022 et ce, en même temps que les modifications des statuts afin de les mettre en conformité avec l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale et le nouveau Code des sociétés et des associations entré en vigueur le 1^{er} mai 2019,

Décide :

d'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Le Val d'Uccle en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Le Val d'Uccle.- Afstemming op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.- Goedkeuring van een beheersovereenkomst.

De Raad,

Overwegende dat de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten voortaan een wettelijke definitie geeft aan de notie van gemeentelijke vzw, meer bepaald: *"een vzw waarvan de activiteiten voorzien in de uitvoering van taken van gemeentelijk belang, waarin de gemeente rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt en waaraan zij een welomschreven opdracht van gemeentelijk belang delegeert";*

Dat artikel 33 van deze ordonnantie een aanneme voorziet die rust op drie alternatieve criteria; dat een vzw bijgevolg als gemeentelijk beschouwd wordt zodra

ze voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden :

- Een of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in een of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Dat uit de ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020 echter blijkt, zonder dat het noodzakelijk is een beroep te doen op een van de drie voornoemde criteria, dat elke vzw die opgericht wordt op basis van een beslissing van de gemeenteraad (artikel 117, 1e lid van de NGW) of elke vzw waarin de gemeente deelneemt als werkend lid beschouwd moet worden als een gemeentelijke vzw en er bijgevolg het rechtsstelsel voorzien door de ordonnantie op toegepast moet worden; dat deze hoedanigheid van werkend lid van de gemeente beoordeeld wordt zowel door de aanwezigheid van de gemeente als rechtspersoon in de organen van de vzw als door de aanwezigheid van de gemeente in de hoedanigheid van werkend lid in de tussenkomst van haar rechtstreekse vertegenwoordigers;

Overwegende in dit geval dat de vzw Le Val d'Uccle een zogenaamde gemeentelijke vzw is in de zin van de voornoemde ordonnantie aangezien de gemeente Ukkel optreedt als werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen Gol-Lescot;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt : "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*"; Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw Le Val d'Uccle;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten :

- de aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- de middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- de middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- de looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de beheersovereenkomst goedgekeurd werd door de algemene vergadering van de vzw Le Val d'Uccle in zitting van 23 maart 2022 en dit gelijktijdig met de wijzigingen aan de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten en het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dat in werking getreden is op 1 mei 2019,

Beslist:

de bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en de vzw Le Val d'Uccle krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Le Val d'Uccle nl.pdf, Le Val d'Uccle.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

28.04.2022/A/0028 **Règlement relatif à la prime d'encouragement à l'ouverture d'un commerce à Uccle.**

Le Conseil,

Considérant l'importance du déploiement de quartiers commerçants dynamiques qui favorisent la qualité de vie des habitants et une amélioration de la mobilité;

Considérant le nombre de cellules vides dans les quartiers commerçants à augmenter entre janvier 2018 (9,81 %) et janvier 2022 (11,91 %), principalement en raison des conséquences de la crise de la COVID-19;

Considérant que certains quartiers commerçants ucclois sont plus significativement touchés par cette vacance commerciale soit parce qu'ils dépassent les 15 % de cellules commerciales vides, soit parce que le nombre absolu de cellules vides est de plus de 35. Ces seuils sont particulièrement préoccupants et justifient une action sur le plan local;

Que sur base des chiffres établis par HUB, les quartiers suivants sont concernés par ces seuils :

- Bourdon,
- Vanderkindere (de la chaussée d'Alseberg y compris Etoile-Coghen à l'avenue Edith Cavell),
- Chaussée de Waterloo (de l'avenue Beau Séjour à la Chaussée de la Hulpe) et Uccle-Centre;

Qu'en février 2022, plus de la moitié des cellules commerciales vides répertoriées par HUB à Uccle étaient situées dans ces quartiers;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le commerce local en accroissant l'attractivité et en dynamisant certaines zones commerciales spécifiques en y encourageant la qualité des commerces et la mixité de l'offre commerciale;

Considérant que la qualité d'un commerce tient aussi à son caractère durable ayant une attention particulière à la gestion de l'environnement et de l'inclusion sociale;

Qu'un système de prime d'encouragement à l'ouverture d'un commerce à Uccle permettrait de redynamiser les quartiers commerçants;
Que cette prime de maximum 5.000 € serait donnée sous forme de Chèques Commerces;
Que la prime principale serait de 3.000 € et qu'une prime complémentaire de 2.000 € pourrait être octroyée aux nouveaux commerces qui mettent en œuvre des pratiques de développement durable notamment au travers de la gestion et diminution des déchets, de la vente de produits labellisés ou issus de processus de production raisonnable, de l'insertion professionnelle, de la mobilité active ...;
Que le budget communal alloué aux chèques commerces permet la réalisation de cette action;
Qu'un règlement a été rédigé en ce sens,
Décide d'approuver le règlement relatif à la prime d'encouragement à l'ouverture d'un commerce à Uccle.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Reglement met betrekking tot de aanmoedigingspremie voor de opening van een handelszaak in Ukkel.

De Raad,
Overwegende het belang van de ontwikkeling van dynamische handelswijken die de levenskwaliteit van de inwoners bevorderen en de mobiliteit verbeteren;
Overwegende het aantal leegstaande ruimtes in de handelswijken, dat gestegen is tussen januari 2018 (9,81 %) en januari 2022 (11,91 %), voornamelijk als gevolg van de COVID-19-crisis;
Overwegende dat sommige Ukkelse handelswijken duidelijker getroffen zijn door deze handelsleegstand, ofwel omdat meer dan 15 % van de handelsruimtes leegstaat, ofwel omdat het absoluut aantal leegstaande ruimtes groter is dan 35. Deze drempels zijn bijzonder verontrustend en rechtvaardigen een actie op lokaal vlak;
Dat op basis van de cijfers van HUB de volgende wijken betrokken zijn bij deze drempels :
- Horzel;
- Vanderkindere (van de Alsebergsesteenweg, inclusief Ster-Coghen, tot de Edith Cavellstraat);
- Waterloo-sesteenweg (van de Schoon Verblijflaan tot de Terhulpensesteenweg) en Ukkel-Centrum;
Dat in februari 2022 meer dan de helft van de leegstaande handelsruimtes die door HUB in Ukkel opgelijst zijn zich in deze wijken bevond;
Overwegende dat de lokale handel ondersteund moet worden door de aantrekkelijkheid te verhogen en bepaalde specifieke handelszones dynamiek te geven door er de kwaliteit van de handelszaken en een gemengd handelsaanbod te stimuleren;
Overwegende dat de kwaliteit van een handelszaak ook afhangt van haar duurzame aard met bijzondere aandacht voor milieubeheer en sociale inclusie;
Dat een systeem van aanmoedigingspremie voor de opening van een handelszaak in Ukkel het mogelijk zou maken om de handelswijken opnieuw dynamiek te geven;
Dat deze premie van hoogstens € 5.000 toegekend zou worden in de vorm van handelscheques;
Dat de hoofdpremie € 3.000 zou bedragen en dat er een aanvullende premie van € 2.000 toegekend zou kunnen worden aan de nieuwe handelszaken die praktijken van duurzame ontwikkeling voeren, meer bepaald door het beheer en de vermindering van het afval, de verkoop van producten met een label of afkomstig van redelijke

productieprocessen, beroepsinschakeling, actieve mobiliteit, ...;
Dat de gemeentebegroting toegewezen aan de handelscheques de verwezenlijking van deze actie mogelijk maakt;
Dat er in die zin een reglement opgesteld werd,
Beslist het reglement met betrekking tot de aanmoedigingspremie voor de opening van een handelszaak in Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
règlement-prime-encouragement-modifications-commission 21-04-22.docx,
Règlement relatif à la prime d'encouragement à l'ouverture d'un commerce....docx

Fathiya Alami quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

28.04.2022/A/0029 **Conseil consultatif communal uclois des Aîné(e)s (CCCA).- Rapport d'activité 2021.**

Le Conseil,
Vu l'article 22 des statuts du Conseil consultatif uclois des Aîné(e)s (CCUA), approuvés par le Conseil communal le 27/06/2019 et stipulant que chaque année, au cours du mois de mars, le Président adresse par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevin(e)s un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année civile écoulée;
Que ce dernier a été approuvé en séance plénière du 21 février 2022,
Prend connaissance du rapport d'activité annuel du CCUA pour l'année 2021.

Le Conseil prend connaissance.

Ukkelse Gemeentelijke Adviesraad voor Ouderen (UAO).- Activiteitenverslag 2021.

De Raad,
Gelet op artikel 22 van de statuten van de Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO), goedgekeurd door de gemeenteraad op 27/06/2019, die bepalen dat de voorzitter elk jaar in maart een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het afgelopen kalenderjaar schriftelijk bezorgt aan het college van burgemeester en schepenen;
Dat dit laatste in de plenaire vergadering van 21 februari 2022 goedgekeurd werd,
Neemt kennis van het jaarlijks activiteitenverslag van de UAO voor het jaar 2021.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
jaarverslag 2021 UAO.pdf, rapport annuel 2021 CCUA.pdf

Approbation de la Convention de soutien financier à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle, ce dernier s'étant aggravé du fait des mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de Covid-19;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Constatant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil en sa séance du 24 juin 2021, ci-annexée, dans lequel l'asbl Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention, compte tenu des difficultés posées par la pandémie,

Décide d'approuver la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'ASBL Bras dessus Bras dessous.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Goedkeuring van de Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.

De Raad,

Overwegende de langere levensverwachting en het isolement van heel wat ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel, dit laatste is nog erger gemaakt door de gezondheidsmaatregelen in de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Vaststellende het belang van het menselijk contact naast de andere praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) in het thuisbehoud van een oudere;

Overwegende het belang om sociale banden tussen generaties te smeden en de band binnen de wijken te versterken;

Vaststellende de relevantie en het nut van de acties van de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en een kwalitatief thuisbehoud van ouderen;

Gelet op het activiteitenverslag ingediend door de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous krachtens de bijgevoegde overeenkomst, goedgekeurd door de raad in zitting van 24 juni 2021, waarin de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous aantoonde grote inspanningen geleverd te hebben om de doelstellingen van deze overeenkomst te bereiken, rekening houdend met de moeilijkheden door de pandemie,

Beslist de samenwerking voort te zetten en de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

28.04.2022/A/0031 **C.P.A.S.- Budget 2022.- Modifications budgétaires n° 1 - service exploitation et investissement.**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2022;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 30/03/2022, parvenue à notre administration le 01/04/2022, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 1 du service exploitation et du service investissement;

Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

O.C.M.W.- Begroting 2022.- Begrotingswijziging nr 1 - exploitatie- en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2022 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;

Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 30/03/2022, bij het gemeentebestuur aangekomen op 01/04/2022, besloten heeft de wijzigingen nr 1 van de exploitatiedienst en de investeringsdienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,

Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

20220330-A-0060-DE-NL.pdf, 20220330-A-0060-DE-FR.pdf, 20220330-A-0060-AN-001.pdf, 20220330-A-0060-AN-002.pdf, 20220330-A-0060-AN-003.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Crèches - Kinderdagverblijven

28.04.2022/A/0032 **Service des Crèches et Prégardiennats.- Restructuration des milieux d'accueil.-
Changement de nom de certaines entités.**

Le Conseil,

Considérant le décret du gouvernement de la Communauté française portant sur la réforme des milieux d'accueil du 21 février 2019;

Vu les précédentes décisions déjà prises par l'Assemblée;

Vu que les prégardiennats sont devenus des crèches;

Que certaines dénominations de crèches ont à présent des doublons :

- crèche de Saint-Job et crèche (ex prégardiennat) de Saint-Job;

- crèche du Homborch et crèche (ex prégardiennat) du Homborch;

Vu qu'il n'est pas opportun de trop modifier leur nom, étant donné qu'elles font toutes partie d'une entité "crèche, crèche (ex prégardiennat, école et lieu-dit);

Qu'il serait néanmoins judicieux de préciser de quelle crèche il s'agit, afin que les parents et les services puissent s'y retrouver;

Que la différenciation pourrait simplement être faite en rajoutant le mot "des grands" aux crèches (ex prégardiennats),

Décide de marquer son accord sur la nouvelle dénomination des crèches (ex prégardiennats), comme suit :

- ex prégardiennat de Saint-Job devient crèche des grands de Saint-Job;

- ex prégardiennat du Homborch devient crèche des grands du Homborch;

- ex prégardiennat du Val Fleuri devient crèche des grands du Val Fleuri;

- ex prégardiennat de Calevoet devient crèche des grands de Calevoet.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Dienst Kinderdagverblijven en Peuterspeelruimte.- Herstructureren van de opvangcentra.- Naamswijziging van bepaalde entiteiten.

De Raad,

Gelet op het decreet van de regering van de Franse Gemeenschap betreffende de hervorming van de opvangvoorzieningen van 21 februari 2019;

Gelet op de eerdere beslissingen van de vergadering;

Aangezien de peuterspeelruimte kinderdagverblijven zijn geworden;

Aangezien sommige namen van kinderdagverblijven nu dubbel zijn :

- crèche de Saint-Job en crèche (ex prégardiennat) de Saint-Job;

- crèche du Homborch en crèche (ex prégardiennat) du Homborch;

Aangezien het niet opportuun is hun namen al te zeer te wijzigen, aangezien zij alle deel uitmaken van dezelfde entiteit "crèche, crèche (ex pre-gardiennat), school en lokaliteit";

Aangezien het niettemin verstandig zou zijn om aan te geven om welk kinderdagverblijf het gaat, zodat ouders en diensten de weg kunnen vinden;

Aangezien het onderscheid eenvoudig zou kunnen worden gemaakt door het woord "des grands" toe te voegen aan crèches (ex pre-gardiennats),

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe benaming van de kinderdagverblijven, als volgt :

- ex prégardiennat de Saint-Job wordt crèche des grands de Saint-Job;

- ex prégardiennat du Homborch wordt crèche des grands de Saint-Job;

- ex prégardiennat du Val Fleuri wordt crèche des grands du Val Fleuri;

- ex prégardiennat de Calevoet wordt crèche des grands de Calevoet.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.04.2022/A/0033 **Question écrite de M. De Bock : l'absence des rapports communaux pour les années antérieures à 2019.**

Les obligations de transparence obligent la commune à publier différents rapports. Or aucun rapport antérieur à 2019 n'est en ligne. Contrairement à toutes les autres communes bruxelloises
Pourquoi ont-ils été enlevés ?
Pourriez-vous me transmettre ces rapports et veiller à leur mise en ligne ?

Réponse :

Dans le cadre de ses obligations de transparence, la Commune doit publier 3 types de rapports annuels sous la rubrique « transparence » de son site internet :

- Un rapport annuel reprenant un inventaire des marchés publics, un inventaire des études et un inventaire des subsides octroyés l'année précédente et ce, en exécution décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission des communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises du 16 mai 2019;
- Un rapport annuel sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics ucclois et ce, en exécution de de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois du 14 décembre 2017 ;
- Un rapport annuel d'activité tel que décrit à l'article 96 de la NLC.

A défaut d'autre précision dans la question, il est nécessaire que M. De Bock précise le type de rapport qu'il vise dans celle-ci.

Dès réception de cette information, le secrétariat central pourra lui transmettre les éléments demandés.

Enfin, la question du maintien de la publication sur le site internet des anciens rapports annuels toutes catégories confondues va être examinée à la lumière du principe de la publicité active de l'administration et des avis rendus par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA). Cette dernière exposant notamment dans son avis 3.20 en ce qui concerne la première catégorie de rapport annuel susmentionnée que « *les inventaires afférents à des années antérieures peuvent être supprimés du site internet de l'autorité administrative au moment de la mise en ligne des inventaires nouveaux ...* ».

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : het ontbreken van gemeentelijke rapporten vroeger dan 2019.

De transparantieplichtingen verplichten de gemeente ertoe verschillende verslagen

te publiceren.

Er zijn echter geen verslagen van vóór 2019 online beschikbaar, in tegenstelling tot alle andere Brusselse gemeenten.

Waarom zijn ze verwijderd ?

Kunt u mij deze verslagen toezenden en ervoor zorgen dat ze online worden gezet ?

Antwoord :

In het kader van haar transparantieplichtingen moet de gemeente 3 soorten jaarverslagen publiceren onder de rubriek "transparantie" op haar website :

- Een jaarverslag met een inventaris van de overheidsopdrachten, een inventaris van de studies en een inventaris van de in het voorgaande jaar toegekende subsidies, overeenkomstig het decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen van 16 mei 2019[1] ;
- Een jaarverslag over de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse volksvertegenwoordigers, overeenkomstig de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen van 14 december 2017;
- Een jaarverslag van de activiteiten zoals beschreven in artikel 96 van de NGW.

Bij gebrek aan enige andere precisering in de vraag moet de heer De Bock preciseren welk soort verslag hij in de vraag bedoelt.

Zodra deze informatie is ontvangen, zal het centraal secretariaat hem de gevraagde elementen kunnen toesturen.

Ten slotte zal de kwestie van de handhaving van de publicatie op de website van de vroegere jaarverslagen in alle categorieën worden onderzocht in het licht van het beginsel van actieve openbaarheid van bestuur en de adviezen van de Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten (CTB). Met name heeft het in zijn advies 3.20 over de eerste categorie van de hierboven genoemde jaarverslagen verklaard dat "*de inventarissen met betrekking tot de voorgaande jaren van de website van de administratieve overheid kunnen worden verwijderd wanneer de nieuwe inventarissen online worden gezet...* ".

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Question écrite - De Bock rapports annuels, site.docx

28.04.2022/A/0034

Questions écrites de M. De Bock concernant l'appel d'offres portant sur le bail emphytéotique du bâtiment sis au n° 26 du Parvis Saint-Pierre d'Uccle.

- Le Collège peut-il indiquer le nombre de personnes (physiques ou morales) ayant indiqué leur souhait de visiter les lieux ?
- Le Collège peut-il indiquer le nombre de visites qu'il a organisées, les dates et heures, et les personnes présentes ayant sollicité ces visites ?

- Le Collège peut-il indiquer les personnes qui ont souhaité la transmission de documents complémentaires (plans et autres) ?
- Le Collège a-t-il notifié sa décision aux participants de l'appel à projets ?
- Si oui, à quelle date, et sous quelle forme ?
- Le Collège peut-il transmettre en annexe la preuve de cette notification faite aux participants ?

Reponse :

Le service des Propriétés communales a été chargé de réceptionner les appels et demandes d'informations dans le cadre de l'appel à candidatures.

Les demandes d'informations ont consisté en la transmission des plans du bâtiment et l'organisation des visites.

Visites :

9/10/2020 – 11 h : Happy Curien – 3 personnes

23/10/2020 – 11h : Le Public – 2 personnes

23/10/2020 – 11 h45 : 2e visite Happy Curien – 5 personnes

6/11/2020 – 14h : Société d'évènement D-Side – 2 personnes, pas de retour après la visite

16/11/2020 – 15h30 : La Roseraie – 2 personnes, pas de retour suite à la visite

19/11 – 10h30 : Promozart – 2 personnes

19/11 – 11h : Evras – 2 personnes, qui ont envoyé un projet mais ont déclaré ne pas être en mesure de la mettre en œuvre par manque de financement

24/11 – 14h : Un laser game – 1 personne, pas de suite

24/11 – 14h30 : 2e visite de Promozart – 2 personnes

30/11 – 12h30 : 2e visite du public – avec architecte, expert – 4 personnes.

4 dossiers ont été proposés au Collège.

Les candidats ont été invités à présenter leur projet : le Public, Evras, Promozart et Happycurien.

Suite à la décision du Collège de choisir le projet du Public, les autres candidats ont été informés par téléphone, ceci afin de les assurer de la volonté de la commune de soutenir leurs initiatives, dans la mesure des moyens possibles.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vragen van de h. De Bock over de aanbesteding voor de erfpachtovereenkomst van het gebouw Sint-Pietersvoorplein 26, Ukkel.

- - Kan het college aangeven hoeveel personen (natuurlijke of rechtspersonen) te kennen hebben gegeven de plaatsen te willen bezoeken ?
- - Kan het college mededelen hoeveel bezoeken zij heeft georganiseerd, op welke data en tijdstippen, en welke personen om deze bezoeken hebben verzocht ?
- - Kan het college aangeven welke personen aanvullende documenten (plannen, enz.) hebben aangevraagd ?
-
- - Heeft het college haar beslissing meegedeeld aan de deelnemers van de projectoproep ?

- - Zo ja, op welke datum en in welke vorm ?
- - Kan het college een bewijs van deze kennisgeving aan de deelnemers bijvoegen ?

Antwoord :

De dienst Gemeente-eigendommen was verantwoordelijk voor de ontvangst van de oproepen en verzoeken om informatie in het kader van de oproep tot het indienen van kandidaturen.

Verzoeken om informatie bestonden uit de toezending van de bouwplannen en de organisatie van bezoeken.

Bezoeken :

9/10/2020 - 11 u.: Happy Curien - 3 personen

23/10/2020 - 11 u.: Le Public - 2 personen

23/10/2020 - 11.45 u.: 2de bezoek Happy Curien - 5 personen

6/11/2020 - 14 u.: Evenementenbedrijf D-Side - 2 personen, geen terugkomst na het bezoek

16/11/2020 - 15.30 u.: La Roseraie - 2 personen, geen terugkomst na het bezoek

19/11 - 10.30 u.: Promozart - 2 personen

19/11 - 11 u.: Evras - 2 personen, die een project hadden ingediend maar zeiden dat ze het niet konden uitvoeren wegens gebrek aan financiering

24/11 - 14 u.: Un lasergame - 1 persoon, geen gevolg

24/11 - 14.30 u.: 2de bezoek van Promozart - 2 personen

30/11 - 12.30 u.: 2de bezoek van Le Public - met architect, expert - 4 personen.

Er werden 4 dossiers aan het college voorgesteld.

De kandidaten werden uitgenodigd om hun project voor te stellen: le Public, Evras, Promozart en Happycurien.

Nadat het college had besloten het project van Le Public te kiezen, werden de andere kandidaten telefonisch op de hoogte gebracht om hen te verzekeren van de bereidheid van de gemeente om hun initiatieven te steunen, binnen de beschikbare middelen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Questions écrites de M. De Bock sur Le Public.docx

28.04.2022/A/0035

Question écrite d'Emmanuel De Bock concernant les critères de classement lors de l'appel d'offres portant sur le bail emphytéotique du bâtiment sis au n° 26 du Parvis Saint-Pierre.

Considérant que le Conseil d'Etat rappelle dans son arrêt n°246.645 que le principe de transparence qui se déduit du principe d'égalité de traitement, impose que le classement réalisé par l'Autorité après l'examen des candidatures, ait lieu sur la base de critères qui ont été annoncés avant le dépôt de celles-ci;

Considérant que l'objectif ainsi poursuivi est de permettre aux candidats souhaitant obtenir l'avantage d'être parfaitement informés des critères et des modalités d'appréciation qui seront appliqués dans le cadre de l'examen des candidatures;

Considérant qu'à fortiori, les conditions prévues par l'Autorité avant le dépôt des projets ne peuvent également pas faire l'objet de modifications postérieurement à la désignation du projet gagnant, sous peine de rompre l'égalité de traitement entre les candidats

1. Le Collège peut-il indiquer quelle est la décision du conseil communal et/ou du collège qui reprend les critères relatifs à l'attribution de l'appel d'offre pour l'obtention du bail emphytéotique?
2. Le collège peut-il transmettre la décision de classement final de l'appel à projet, reprenant les candidats classés par ordre décroissant?
3. Comment se fait-il que l'asbl sélectionnée a rentré un projet dans lequel elle écrit : "En voici les avantages principaux pour la Commune : (...) Le paiement d'un canon à hauteur de 60.000€, dès la fin du remboursement de l'investissement total (page 50) (...), ce qui ne répond pas à la condition de l'appel à projet qui imposait le paiement sine qua non d'un canon de 60.000 € ?

Réponse :

1/ Lancement d'un appel à candidature : conseil communal du 10/9/2020 :

Pour rappel, le Conseil avait décidé de lancer un appel à candidature pour octroyer un bail emphytéotique aux conditions suivantes :

- *Durée du bail de 30 ans, éventuellement prolongeable en fonction du projet choisi ;*
- *Canon annuel de 60.000 €*
- *Une partie des investissements consentis pourrait être diminuée du canon.*

Dans l'appel à candidature définitif, il est également précisé que le projet devra respecter une « *affectation urbanistique d'équipement d'intérêt collectif ou de service public de type culturel et récréatif avec, en outre l'obligation d'exploiter à titre accessoire un établissement horeca* ».

2/ Désignation du théâtre Le Public par le Collège (23/2/2020)

Le Collège a réceptionné quatre dossiers de candidature.

Le 23 février 2021, le Collège a désigné le théâtre Le Public dès lors qu'il s'agissait du meilleur des projets en termes de rénovation prévue du bâtiment abritant actuellement la Justice de Paix, du projet en termes de création d'emplois et de dynamique pour le centre d'Uccle.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over de gebruikte criteria voor de rangschikking tijdens de aanbesteding voor de erfpachtovereenkomst van het gebouw Sint-Pietersvoorplein 26.

Overwegende dat de Raad van State er in zijn arrest nr. 246.645 aan herinnert dat het transparantiebeginsel, dat voortvloeit uit het beginsel van gelijke behandeling, vereist dat de classificatie die de overheid na het onderzoek van de candidaturen verricht, geschiedt op basis van criteria die vóór de indiening ervan bekend waren gemaakt;

Overwegende dat het aldus nagestreefde doel erin bestaat de kandidaten die het

voordeel wensen te verkrijgen, in staat te stellen volledig te worden geïnformeerd over de criteria en de beoordelingsprocedures die bij het onderzoek van de kandidaturen zullen worden toegepast;

Overwegende dat, a fortiori, de voorwaarden die door de overheid vóór de indiening van de projecten zijn vastgesteld, niet mogen worden gewijzigd nadat het winnende project is aangewezen, aangezien dit in strijd zou zijn met het beginsel van gelijke behandeling van de kandidaturen

1. Kan het college aangeven welk besluit van de gemeenteraad en/of het college de criteria bevat voor de gunning van de offerteoproep inzake het verkrijgen van de erfpacht?
2. Kan het college het definitieve besluit over de rangschikking van de projectoproep meedelen, met inbegrip van de kandidaten in dalende volgorde?
3. Hoe komt het dat de geselecteerde vzw een project heeft ingediend waarin zij schrijft: "En voici les avantages principaux pour la Commune : (...) Le paiement d'un canon à hauteur de 60.000€, dès la fin du remboursement de l'investissement total (page 50) (...)", wat niet beantwoordt aan de voorwaarde van de projectoproep die de betaling van een canon van € 60.000 oplegde?

Antwoord :

1/ Lancering van een oproep tot kandidaturen: gemeenteraad van 10/9/2020 :

Ter herinnering: de raad had besloten een oproep te doen tot het indienen van kandidaturen voor het verlenen van erfpacht onder de volgende voorwaarden :

- *Duur van de huurovereenkomst van 30 jaar, eventueel verlengbaar afhankelijk van het gekozen project;*
- *Jaarlijkse canon van € 60.000*
- *Een deel van de gedane investeringen zou door de canon kunnen worden verlaagd.*

In de definitieve oproep tot kandidaturen wordt ook gespecificeerd dat het project moet voldoen aan een "*stedelijke opdracht van openbaar belang of een openbare dienstuitrusting van culturele en recreatieve aard met bovendien de verplichting om een horecagelegenheid als bijkomstigheid te exploiteren*".

2/ Aanwijzing van het Le Public-theater door het college (23/2/2020)

Het college heeft vier kandidaturen ontvangen.

Op 23 februari 2021 heeft het college het theater Le Public aangewezen als beste project wat betreft de geplande renovatie van het gebouw waarin momenteel het vredegerrecht is gevestigd, het project wat betreft het scheppen van werkgelegenheid en de dynamiek van het centrum van Ukkel.

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_40194.pdf,

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_36412.pdf, QE EDB critères d'attribution.docx

M. Cools signale que des messages, en général d'information, sont publiés régulièrement sur le compte Facebook officiel de la commune. Qui en assume la responsabilité ?

Un de ces messages annonçait la fin des travaux du bâtiment U, le nouveau centre administratif de la commune.

Dans un commentaire qui n'avait rien d'injurieux, un Ucclois regrettait que le coût de cette nouvelle maison communale ait très largement dépassé les prévisions initiales.

On aurait pu imaginer une réponse éventuelle d'un échevin à ce commentaire visant à contester les chiffres donnés par l'habitant ou à les contextualiser.

Or, ce commentaire a été retiré par le gestionnaire du compte Facebook. Est-ce à dire que les seuls commentaires acceptés sont ceux qui se félicitent des initiatives présentées ? Fait plus surprenant : le citoyen ucclois qui a émis ce commentaire est à présent bloqué et ne peut plus émettre de commentaires. Qui prend ce type de décision ? Ne s'agit-il pas d'une forme de censure ?

Par ailleurs, outre le compte Facebook « Commune d'Uccle – Gemeente Ukkel », il existe aussi un compte « Uccle – Ukkel », qui relaie aussi de nombreux messages du premier. Un échevin est-il à l'initiative de ce compte « Uccle – Ukkel » ?

M. le Bourgmestre répond que la censure n'est en aucune manière une pratique du Collège.

Toutefois, lorsqu'une personne se livre de façon persistante à des insultes ou des calomnies, elle est bannie de la page. On pourrait décider de laisser libre cours à ce type de comportement, mais il faudrait alors engager un agent à temps plein pour répondre systématiquement à toute forme de diffamation et ce serait un cycle sans fin, car on doit malheureusement déplorer que les réseaux sociaux soient devenus un défouloir pour certains individus.

M. le Bourgmestre ignore qui est derrière le compte « Uccle – Ukkel ».

M. Cools admet que les propos haineux, les insultes et les calomnies n'ont pas leur place sur le compte officiel de la commune.

Il pourrait aussi admettre que le Collège ne souhaite pas entrer dans de vives polémiques même quand les propos ne sont pas en soi injurieux, comme c'est le cas dans l'exemple particulier qu'il a évoqué.

Toutefois, M. Cools estime qu'il faudrait garantir l'exercice du droit à la défense dans certaines situations : en cas de blocage, un dossier exposant les raisons de cette décision devrait être conservé afin de permettre au citoyen bloqué de solliciter des explications.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : censuur op het Facebook-account van de Gemeente.

De h. Cools wijst erop dat op de officiële Facebookaccount van de gemeente regelmatig berichten worden gepubliceerd die over het algemeen van informatieve aard zijn. Wie is hier verantwoordelijk voor ?

In een van deze berichten werd het einde aangekondigd van de werkzaamheden aan gebouw U, het nieuwe administratieve centrum van de gemeente.

In een commentaar dat geenszins beledigend was, betreurde een Ukkelaar het dat de kosten van dit nieuwe centrum de oorspronkelijke ramingen ver hadden overschreden.

Men zou kunnen denken dat een schepen op deze opmerking zou hebben gereageerd door de cijfers van de inwoner te betwisten of door ze in de juiste context te plaatsen.

Deze opmerking werd echter verwijderd door de beheerder van de Facebookaccount. Betekent dit dat alleen opmerkingen worden aanvaard waarin de ingediende

initiatieven worden toegejuicht ? Nog verrassender is dat deze inwoner nu geblokkeerd is en geen opmerkingen meer kan maken. Wie neemt dit soort beslissingen ? Is dit geen vorm van censuur ?

Naast de Facebookaccount "Commune d'Ukkel - Gemeente Ukkel" is er ook een account "Uccle - Ukkel", dat ook veel berichten van de eerstgenoemde doorgeeft. Heeft een schepen het initiatief genomen voor de account "Uccle - Ukkel" ?

De burgemeester antwoordt dat censuur geen praktijk van het college is.

Wanneer een persoon zich echter aanhoudend schuldig maakt aan beledigingen of laster, wordt hij of zij van de pagina verbannen. Er zou kunnen worden besloten dat dit soort gedrag mag worden voortgezet, maar dan zou een voltijdse ambtenaar in dienst moeten worden genomen om systematisch te reageren op elke vorm van laster en dit zou een eindeloze cyclus zijn, aangezien het betreurenswaardig is dat sociale netwerken voor bepaalde individuen een uitlaatklep zijn geworden.

De burgemeester weet niet wie er achter de account "Uccle - Ukkel" zit.

De h. Cools geeft toe dat haatdragende taal, beledigingen en laster niet thuishoren op de officiële account van de gemeente.

Hij zou ook kunnen toegeven dat het college zich niet wenst te mengen in verhitte controverses, zelfs wanneer de uitspraken op zichzelf niet beledigend zijn zoals in het specifieke voorbeeld dat hij noemde.

Hij is echter van mening dat de uitoefening van het recht op verdediging in bepaalde situaties moet worden gewaarborgd: in geval van blokkering moet een verslag van de redenen hiervoor worden bewaard zodat de geblokkeerde burger om uitleg kan vragen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la censure sur le compte FB de la commune.docx

28.04.2022/A/0037 **Question orale de Mme Delvoye : projet théâtre "Le Public".**

Mme Delvoye a appris que le projet du théâtre « Le Public » pour le bâtiment de la place Homère Goossens était mis à mal par une décision de la tutelle annulant la délibération par laquelle le Conseil communal avait approuvé le bail emphytéotique conclu.

Quels sont les tenants et aboutissants de cette décision de tutelle ?

M. l'Echevin Biermann répond que de nombreuses remarques émises par l'opposition en commission ont été intégrées dans le texte soumis à discussion et finalement voté au Conseil communal.

Une plainte a été introduite auprès de la tutelle par un conseiller communal de l'opposition.

Selon le Collège, la décision de la tutelle est injustifiée, car la commune, sans être soumise à la loi sur les marchés publics, a donné une large publicité à l'appel à candidatures et a analysé avec rigueur les dossiers présentés.

Le Collège examine actuellement l'opportunité d'introduire un recours contre la décision du Ministre Clerfayt. Selon le conseil de la commune, les motifs d'annulation pourraient justifier un recours mais une telle procédure prendrait au minimum 18 mois.

Dès lors, le Collège envisage de proposer au Conseil communal une convention de

bail modifiée, afin de garantir l'installation de ce pôle d'attractivité au cœur de la commune.

La tutelle n'a jamais remis en cause la validité et la légalité de l'appel à candidatures tel qu'il a été organisé.

En 2018, M. le Bourgmestre avait annoncé dans la presse que, dans la foulée du déménagement des services communaux, la Justice de Paix déménagerait dans l'ancienne Maison communale de la place Jean Vander Elst et que le bâtiment de la place Homère Goossens serait destiné à accueillir une nouvelle activité qui puisse contribuer à la convivialité et à la redynamisation du quartier d'Uccle-Centre, particulièrement affecté par les importants travaux d'aménagement de la chaussée d'Alseberg.

L'offre spontanée émanant de la direction du théâtre Le Public a suscité l'intérêt du Collège, mais cette proposition devait être mise en concurrence avec d'autres initiatives.

Vu qu'il n'existe pas de réglementation précise en Région bruxelloise pour ce type de circonstance, le Collège s'est inspiré des dispositions en vigueur en Wallonie.

Le 10 septembre 2020, le Conseil communal a dès lors décidé de lancer un appel à candidatures répondant aux conditions suivantes :

- le projet proposé devra prévoir comme affectation urbanistique un équipement d'intérêt collectif ou de service public de type culturel ou récréatif avec conclusion d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, qui pourrait être prolongé en fonction du projet choisi;
- le canon a été fixé à 60.000 € sur base de l'estimation d'un expert immobilier indépendant.

L'appel à candidatures rédigé par le service juridique et le service des Propriétés communales a été approuvé par le Conseil.

La commune a reçu plusieurs rapports qualitatifs attestant le fait que les délais de réponse ont permis à toutes les organisations intéressées de constituer un dossier.

Une large publicité a été assurée sur le site communal ainsi que dans 24 journaux et publications, parmi lesquels Le Soir, Vlan, La Capitale et « 7 sur 7 ». Les candidats intéressés disposaient d'un délai de réponse de 3 mois et pouvaient visiter les lieux à plusieurs reprises si cela s'avérait nécessaire.

Le 23 février 2021, le Collège a décidé de poursuivre le projet avec le théâtre Le Public, qui a semblé le plus susceptible de répondre à l'objectif de redynamisation du quartier.

À ce stade, le théâtre Le Public confirme disposer du financement nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

La calomnie dont ont été victimes toutes les parties n'a pas facilité la gestion de ce dossier, mais le Collège n'entend pas se laisser intimider.

Il convient de distinguer à cet égard les lanceurs d'alerte des médissants. Il n'est pas possible de poursuivre un idéal de justice en appliquant une déontologie à géométrie variable. Lorsque l'action politique est menée avec un sentiment de frustration, elle ne peut mener qu'à la destruction des projets d'intérêt général. La dénonciation systématique, par aveuglement et par bêtise, entraîne la défiance et la polarisation.

M. Cools estime que le vocabulaire utilisé par M. l'Echevin Biermann (calomnie, médisance, aveuglement, bêtise, frustration qui mène l'activité politique,...) est inacceptable.

M. le Bourgmestre s'était déjà permis de traiter de « petits Zemmour » certains membres de l'opposition sur l'antenne d'une télévision régionale.

Ce n'est pas avec de tels propos qu'on mène un débat !

Les groupes politiques Uccle en avant et Défi ont opté pour l'abstention et non pour

un vote négatif car ils trouvaient le projet intéressant, tout en s'interrogeant sur la régularité des opérations administratives.

Vu que le Collège n'a pas communiqué cet arrêté au Conseil communal ni lors de la séance précédente ni lors de cette séance-ci, y aura-t-il une prise d'acte lors de la prochaine séance ?

Si le Collège n'entreprend pas une telle démarche, M. Cools demandera que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil afin qu'un réel débat puisse avoir lieu.

M. Cools n'a jamais été confronté à une telle situation depuis qu'il siège au Conseil communal, c.à.d. depuis 1986 !

M. De Bock est surpris par la réponse de M. l'Echevin Biermann.

Comme n'importe quel conseiller communal, M. De Bock estime avoir le droit de porter une question auprès de la tutelle, qui agit de manière totalement indépendante.

Il n'a rien partagé sur les réseaux sociaux qui se rapporte à cette question mais a juste « copié/collé » la décision de la tutelle dans la tribune de l'opposition.

Le Collège prétend vouloir éviter d'introduire un recours parce que cela exigerait 18 mois.

Cette argumentation est fallacieuse.

En réalité, la tutelle rappelle la commune à l'ordre parce que le principe de l'égalité de traitement n'a pas été respecté.

Le Collège a proposé en extrême urgence au Conseil communal, 48 heures avant la séance consacrée au budget, d'approuver une convention d'emphytéose sans que les conseillers aient le temps d'examiner les documents, et ce alors que le théâtre Le Public avait réalisé toutes les études et évaluations financières nécessaires 6 mois avant le lancement de l'appel d'offres.

Le Conseil a en fait été amené à voter l'octroi d'un subside déguisé, équivalent au prix de l'immeuble, à celui qui a rentré l'appel à projets.

Or, tous les autres candidats ayant postulé non seulement n'ont pas eu le temps de répondre mais en outre ne disposaient pas de l'information selon laquelle il était possible, moyennant un projet de qualité, de recevoir le bâtiment en déduisant non l'ensemble des loyers mais bien l'ensemble des remboursements hypothécaires.

Bref, on accorde 1.800.000 € à un acteur privé. Pour M. De Bock, cela ne pose pas de problème si telle est la décision du Conseil communal mais alors, il faut le dire à tous les théâtres et mettre l'ensemble des théâtres sur un pied d'égalité.

Mme Margaux rappelle que lors de la précédente séance, elle s'est abstenue parce que le délai entre la commission et la réunion du Conseil communal était trop court pour examiner le document. Elle souhaitait juste un report pour permettre un débat pertinent sur ce projet.

M. Norré estime qu'il est exagéré et contre-productif de qualifier de calomnieux l'exercice du pouvoir de contrôle de l'action du Collège par un conseiller communal ou un groupe politique au sein du Conseil communal, via notamment des recours auprès du Conseil d'Etat ou d'autres juridictions. Et ces procédures sont d'autant plus légitimes que les pouvoirs du Collège sont, en définitive, délégués par le Conseil communal.

M. l'Echevin Biermann a utilisé à dessein le terme « calomnie », qui est une notion juridique précise, car on a parlé de malhonnêteté dans certains articles de presse.

Il n'est pas possible de mener des débats dans des assemblées démocratiques et de les commenter en dehors de celles-ci en laissant planer systématiquement des suspicions qui en viennent à créer de la distance et une perte de confiance dans les institutions.

M. l'Echevin Biermann invite M. Cools à ne pas considérer ses propos, qu'il

considère justes et adaptés, comme une attaque personnelle.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Delvoye : project van het theater "Le Public".

Mevr. Delvoye heeft vernomen dat het theaterproject "Le Public" voor het gebouw aan het Homère Goossensplein in gevaar is gebracht door een beslissing van de toezichthoudende overheid waarbij de beraadslaging waarmee de gemeenteraad het afgesloten erfpachtvereenkomst had goedgekeurd, werd geannuleerd.

Wat zijn de ins en outs van deze beslissing van toezicht ?

Schepen Biermann antwoordt dat veel van de opmerkingen die door de oppositie in de commissie waren gemaakt, werden geïntegreerd in de tekst die werd voorgelegd en waarover uiteindelijk door de gemeenteraad werd gestemd.

Een raadslid van de oppositie had een klacht ingediend bij toezicht.

Volgens het college is de beslissing van toezicht ongerechtvaardigd omdat de gemeente, hoewel zij niet onderworpen is aan de wet inzake overheidsopdrachten, ruime bekendheid heeft gegeven aan de oproep tot het indienen van kandidaturen en de ingediende dossiers nauwgezet heeft geanalyseerd.

Het college overweegt momenteel of het in beroep zal gaan tegen de beslissing van minister Clerfayt. Volgens de adviseur van de gemeente zouden de annuleringsgronden een beroep kunnen rechtvaardigen maar een dergelijke procedure zou ten minste 18 maanden in beslag nemen.

Het college is daarom van plan de gemeenteraad een gewijzigde huurovereenkomst voor te stellen om de vestiging van dit theater in het hart van de gemeente te garanderen.

De toezichthoudende overheid heeft de geldigheid en de wettigheid van de oproep tot het indienen van kandidaturen, zoals deze was georganiseerd, nooit in twijfel getrokken.

In 2018 kondigde de burgemeester in de pers aan dat, na de verhuizing van de gemeentediensten, het vredegerecht zou verhuizen naar het voormalige gemeentehuis op het Jean Vander Elstplein en dat het gebouw op het Homère Goossensplein zou worden gebruikt voor een nieuwe activiteit die zou bijdragen tot de gezelligheid en de revitalisering van de wijk Ukkel-Centrum, die in het bijzonder getroffen is door de grote werkzaamheden in de Alsebergsesteenweg.

Het spontane aanbod van de directie van het theater Le Public wekte de belangstelling van het college maar dit voorstel moest het afleggen tegen andere initiatieven.

Aangezien er in het Brusselse Gewest geen specifieke regelgeving bestaat voor dit soort evenementen, heeft het college zich laten inspireren door de bepalingen die in Wallonië van kracht zijn.

Daarom heeft de gemeenteraad op 10 september 2020 besloten een oproep te doen tot het indienen van kandidaturen die aan de volgende voorwaarden voldoen:

- het voorgestelde project moet voorzien in het stedelijk gebruik van een installatie van collectief belang of een openbare dienst van culturele of recreatieve aard met het sluiten van een erfpachtvereenkomst voor een periode van 30 jaar, die kan worden verlengd naar gelang van het gekozen project;
- de canon is vastgesteld op € 60.000 op basis van de raming van een onafhankelijke vastgoedexpert.

De oproep tot kandidaturen die door de juridische dienst en de dienst Gemeente-eigendommen is opgesteld, werd door de raad goedgekeurd.

De gemeente heeft verscheidene kwalitatieve verslagen ontvangen waaruit blijkt dat

de responstijd alle belangstellende organisaties in staat heeft gesteld een dossier samen te stellen.

Een groot aantal advertenties werd gepubliceerd op de gemeentelijke website en in 24 kranten en publicaties, waaronder Le Soir, Vlan, La Capitale en "7 sur 7". Geïnteresseerde kandidaten kregen 3 maanden de tijd om te reageren en konden zo nodig meerdere keren de plaatsen bezoeken.

Op 23 februari 2021 heeft het college besloten het project voort te zetten met het theater Le Public, dat het meest geschikt leek om de doelstelling van revitalisering van de wijk te verwezenlijken.

In dit stadium bevestigt Le Public dat zij over de nodige financiële middelen beschikt om het project uit te voeren.

De laster waaraan alle partijen zijn blootgesteld, heeft de behandeling van dit dossier er niet gemakkelijker op gemaakt maar het college is niet van plan zich te laten intimideren.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen klokkenluiders en lasteraars. Het is niet mogelijk een ideaal van rechtvaardigheid na te streven door een deontologie met variabele geometrie toe te passen. Wanneer politieke actie wordt gevoerd met een gevoel van frustratie, kan dit alleen maar leiden tot de vernietiging van projecten van algemeen belang. Systematische veroordeling, uit blindheid en domheid, leidt tot wantrouwen en polarisatie.

De h. Cools is van mening dat de door de h. Biermann gebruikte woordenschat (laster, smaad, blindheid, domheid, frustratie die leidt tot politieke activiteit,...) onaanvaardbaar is.

De burgemeester was al zo vrij geweest om bepaalde leden van de oppositie op de regionale televisie "petits Zemmour" te noemen.

Dit is niet de manier om een debat te voeren!

De fracties Uccle en avant en Défi hebben gekozen voor onthouding en niet voor een tegenstem omdat zij het project interessant vonden maar wel vraagtekens zetten bij de regelmatigheid van de administratieve verrichtingen.

Aangezien het college dit besluit noch tijdens de vorige vergadering noch tijdens deze vergadering aan de gemeenteraad heeft meegedeeld, wordt u verzocht er tijdens de volgende vergadering akte van te nemen.

Indien het college een dergelijke stap niet zet, zal de h. Cools vragen dit punt op de agenda van de volgende vergadering van de raad te plaatsen zodat er een echt debat kan plaatsvinden.

De h. Cools heeft sinds hij lid is van de gemeenteraad, d.w.z. sinds 1986, nog nooit met een dergelijke situatie te maken gehad!

De h. De Bock is verrast door het antwoord van schepen Biermann.

Zoals elk gemeenteraadslid is de h. De Bock van mening dat hij het recht heeft om een vraag voor te leggen aan toezicht, die volledig onafhankelijk optreedt.

Hij heeft niets gedeeld op sociale netwerken dat verband houdt met deze kwestie maar heeft enkel de beslissing van toezicht "gekopieerd en geplakt" op het forum van de oppositie.

Het college beweert dat het een beroep wil vermijden omdat dat 18 maanden zou duren.

Dit argument is misleidend.

In werkelijkheid roept toezicht de gemeente tot de orde omdat het beginsel van gelijke behandeling niet in acht is genomen.

Het college stelde de gemeenteraad 48 uur voor de begrotingsvergadering met hoogdringendheid voor een erfpachtovereenkomst goed te keuren zonder dat de raadsleden de tijd hadden om de documenten te bestuderen, en dit terwijl het theater Le Public 6 maanden voor de lancering van de oproep tot kandidaturen alle nodige

études et financières évaluations avait effectuées.

Le conseil a été en fait amené à voter pour une subvention, égale au prix de l'ouvrage, au profit de ceux qui ont répondu à l'appel à candidatures pour des projets.

Tous les autres candidats qui ont demandé, n'ont pas seulement eu le temps de réagir, mais n'ont pas eu l'information que cela était possible, avec un projet de qualité, de louer l'ouvrage par un loyer mais aussi de décaisser les hypothèques.

Il y a donc 1.800.000 € pour un particulier. Pour le h. De Bock, ce n'est pas un problème car la décision est prise par le conseil communal mais il faut que tous les théâtres puissent bénéficier et que tous les théâtres soient traités à égalité.

M. Margaux rappelle que lors de la dernière réunion il n'a pas pu lire le document car le temps entre la réunion de la commission et la réunion du conseil communal était trop court. Il aurait aimé avoir un débat sur le projet.

Le h. Norré trouve que c'est excessif et contre-productif de contrôler l'action du conseil communal par un conseiller communal ou un groupe politique au sein du conseil communal, par exemple en faisant appel à la Cour d'Etat ou à d'autres juridictions, ce qui est dommageable. Ces procédures sont longues car les compétences du conseil communal sont déléguées.

Schepen Biermann utilise le terme "lâche", un terme juridique précis, car il y a eu une déclaration de culpabilité.

Il n'est pas possible de débattre dans des réunions démocratiques et de faire des commentaires en dehors de ces réunions par des déclarations qui créent de la distance et qui diminuent la confiance dans les institutions.

Schepen Biermann demande au h. Cools ses remarques, qui sont justifiées et appropriées, et non une attaque personnelle.

Le conseil communal en est informé.

28.04.2022/A/0038 **Question orale de M. Desmet : théâtre Le Public à Uccle.**

M. Desmet a appris par la presse mardi matin la décision prise par la tutelle de casser la convention de bail emphytéotique, adoptée par le conseil communal, qui devait permettre au théâtre Le Public de développer son projet culturel dans l'espace dévolu à la Justice de Paix au parvis Saint-Pierre.

Qu'en est-il exactement ? Quelle position le collège adoptera-t-il ?

M. l'Echevin Biermann répond que de nombreuses remarques émises par l'opposition en commission ont été intégrées dans le texte soumis à discussion et finalement voté au conseil communal.

Une plainte a été introduite auprès de la tutelle par un conseiller communal de l'opposition.

Selon le Collège, la décision de la tutelle est injustifiée, car la commune, sans être soumise à la loi sur les marchés publics, a donné une large publicité à l'appel à candidatures et a analysé avec rigueur les dossiers présentés.

Le Collège examine actuellement l'opportunité d'introduire un recours contre la

décision du Ministre Clerfayt. Selon le conseil de la commune, les motifs d'annulation pourraient justifier un recours mais une telle procédure prendrait au minimum 18 mois.

Dès lors, le Collège envisage de proposer au Conseil communal une convention de bail modifiée, afin de garantir l'installation de ce pôle d'attractivité au cœur de la commune.

La tutelle n'a jamais remis en cause la validité et la légalité de l'appel à candidatures tel qu'il a été organisé.

En 2018, M. le Bourgmestre avait annoncé dans la presse que, dans la foulée du déménagement des services communaux, la Justice de Paix déménagerait dans l'ancienne Maison communale de la place Jean Vander Elst et que le bâtiment de la place Homère Goossens serait destiné à accueillir une nouvelle activité qui puisse contribuer à la convivialité et à la redynamisation du quartier d'Uccle-Centre, particulièrement affecté par les importants travaux d'aménagement de la chaussée d'Alseberg.

L'offre spontanée émanant de la direction du théâtre Le Public a suscité l'intérêt du Collège, mais cette proposition devait être mise en concurrence avec d'autres initiatives.

Vu qu'il n'existe pas de réglementation précise en Région bruxelloise pour ce type de circonstance, le Collège s'est inspiré des dispositions en vigueur en Wallonie.

Le 10 septembre 2020, le Conseil communal a dès lors décidé de lancer un appel à candidatures répondant aux conditions suivantes :

- le projet proposé devra prévoir comme affectation urbanistique un équipement d'intérêt collectif ou de service public de type culturel ou récréatif avec conclusion d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, qui pourrait être prolongé en fonction du projet choisi;
- le canon a été fixé à 60.000 € sur base de l'estimation d'un expert immobilier indépendant.

L'appel à candidatures rédigé par le service juridique et le service des Propriétés communales a été approuvé par le Conseil.

La commune a reçu plusieurs rapports qualitatifs attestant le fait que les délais de réponse ont permis à toutes les organisations intéressées de constituer un dossier.

Une large publicité a été assurée sur le site communal ainsi que dans 24 journaux et publications, parmi lesquels Le Soir, Vlan, La Capitale et « 7 sur 7 ». Les candidats intéressés disposaient d'un délai de réponse de 3 mois et pouvaient visiter les lieux à plusieurs reprises si cela s'avérait nécessaire.

Le 23 février 2021, le Collège a décidé de poursuivre le projet avec le théâtre Le Public, qui a semblé le plus susceptible de répondre à l'objectif de redynamisation du quartier.

À ce stade, le théâtre Le Public confirme disposer du financement nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

La calomnie dont ont été victimes toutes les parties n'a pas facilité la gestion de ce dossier, mais le Collège n'entend pas se laisser intimider.

Il convient de distinguer à cet égard les lanceurs d'alerte des médisants. Il n'est pas possible de poursuivre un idéal de justice en appliquant une déontologie à géométrie variable. Lorsque l'action politique est menée avec un sentiment de frustration, elle ne peut mener qu'à la destruction des projets d'intérêt général. La dénonciation systématique, par aveuglement et par bêtise, entraîne la défiance et la polarisation.

M. Cools estime que le vocabulaire utilisé par M. l'Echevin Biermann (calomnie, médisance, aveuglement, bêtise, frustration qui mène l'activité politique,...) est inacceptable.

M. le Bourgmestre s'était déjà permis de traiter de « petits Zemmour » certains membres de l'opposition sur l'antenne d'une télévision régionale.

Ce n'est pas avec de tels propos qu'on mène un débat !

Les groupes politiques Uccle en avant et Défi ont opté pour l'abstention et non pour un vote négatif car ils trouvaient le projet intéressant, tout en s'interrogeant sur la régularité des opérations administratives.

Vu que le Collège n'a pas communiqué cet arrêté au Conseil communal ni lors de la séance précédente ni lors de cette séance-ci, y aura-t-il une prise d'acte lors de la prochaine séance ?

Si le Collège n'entreprend pas une telle démarche, M. Cools demandera que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil afin qu'un réel débat puisse avoir lieu.

M. Cools n'a jamais été confronté à une telle situation depuis qu'il siège au Conseil communal, c.à.d. depuis 1986 !

M. De Bock est surpris par la réponse de M. l'Echevin Biermann.

Comme n'importe quel conseiller communal, M. De Bock estime avoir le droit de porter une question auprès de la tutelle, qui agit de manière totalement indépendante.

Il n'a rien partagé sur les réseaux sociaux qui se rapporte à cette question mais a juste « copié/collé » la décision de la tutelle dans la tribune de l'opposition.

Le Collège prétend vouloir éviter d'introduire un recours parce que cela exigerait 18 mois.

Cette argumentation est fallacieuse.

En réalité, la tutelle rappelle la commune à l'ordre parce que le principe de l'égalité de traitement n'a pas été respecté.

Le Collège a proposé en extrême urgence au Conseil communal, 48 heures avant la séance consacrée au budget, d'approuver une convention d'emphytéose sans que les conseillers aient le temps d'examiner les documents, et ce alors que le théâtre Le Public avait réalisé toutes les études et évaluations financières nécessaires 6 mois avant le lancement de l'appel d'offres.

Le Conseil a en fait été amené à voter l'octroi d'un subside déguisé, équivalent au prix de l'immeuble, à celui qui a rentré l'appel à projets.

Or, tous les autres candidats ayant postulé non seulement n'ont pas eu le temps de répondre mais en outre ne disposaient pas de l'information selon laquelle il était possible, moyennant un projet de qualité, de recevoir le bâtiment en déduisant non l'ensemble des loyers mais bien l'ensemble des remboursements hypothécaires.

Bref, on accorde 1.800.000 € à un acteur privé. Pour M. De Bock, cela ne pose pas de problème si telle est la décision du Conseil communal mais alors, il faut le dire à tous les théâtres et mettre l'ensemble des théâtres sur un pied d'égalité.

Mme Margaux rappelle que lors de la précédente séance, elle s'est abstenue parce que le délai entre la commission et la réunion du Conseil communal était trop court pour examiner le document. Elle souhaitait juste un report pour permettre un débat pertinent sur ce projet.

M. Norré estime qu'il est exagéré et contre-productif de qualifier de calomnieux l'exercice du pouvoir de contrôle de l'action du Collège par un conseiller communal ou un groupe politique au sein du Conseil communal, via notamment des recours auprès du Conseil d'Etat ou d'autres juridictions. Et ces procédures sont d'autant plus légitimes que les pouvoirs du Collège sont, en définitive, délégués par le Conseil communal.

M. l'Echevin Biermann a utilisé à dessein le terme « calomnie », qui est une notion juridique précise, car on a parlé de malhonnêteté dans certains articles de presse.

Il n'est pas possible de mener des débats dans des assemblées démocratiques et de les commenter en dehors de celles-ci en laissant planer systématiquement des suspensions qui en viennent à créer de la distance et une perte de confiance dans les institutions.
M. l'Echevin Biermann invite M. Cools à ne pas considérer ses propos, qu'il considère justes et adaptés, comme une attaque personnelle.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : Theater "Le Public" te Ukkel.

De h. Desmet heeft dinsdagmorgen via de pers kennis genomen van de beslissing van toezicht om de erfpachtovereenkomst op te zeggen die door de gemeenteraad was goedgekeurd en die het theater Le Public in staat moest stellen zijn cultureel project te ontwikkelen in de ruimte van het vredegericht op het Sint-Pietersvoorplein.
Wat is er precies aan de hand ? Welk standpunt zal het college innemen ?

Schepen Biermann antwoordt dat veel van de opmerkingen die door de oppositie in de commissie waren gemaakt, werden geïntegreerd in de tekst die werd voorgelegd en waarover uiteindelijk door de gemeenteraad werd gestemd.

Een raadslid van de oppositie had een klacht ingediend bij toezicht.

Volgens het college is de beslissing van toezicht ongerechtvaardigd omdat de gemeente, hoewel zij niet onderworpen is aan de wet inzake overheidsopdrachten, ruime bekendheid heeft gegeven aan de oproep tot het indienen van kandidaturen en de ingediende dossiers nauwgezet heeft geanalyseerd.

Het college overweegt momenteel of het in beroep zal gaan tegen de beslissing van minister Clerfayt. Volgens de adviseur van de gemeente zouden de annuleringsgronden een beroep kunnen rechtvaardigen maar een dergelijke procedure zou ten minste 18 maanden in beslag nemen.

Het college is daarom van plan de gemeenteraad een gewijzigde huurovereenkomst voor te stellen om de vestiging van dit theater in het hart van de gemeente te garanderen.

De toezichhoudende overheid heeft de geldigheid en de wettigheid van de oproep tot het indienen van kandidaturen, zoals deze was georganiseerd, nooit in twijfel getrokken.

In 2018 kondigde de burgemeester in de pers aan dat, na de verhuizing van de gemeentediensten, het vredegericht zou verhuizen naar het voormalige gemeentehuis op het Jean Vander Elstplein en dat het gebouw op het Homère Goossensplein zou worden gebruikt voor een nieuwe activiteit die zou bijdragen tot de gezelligheid en de revitalisering van de wijk Ukkel-Centrum, die in het bijzonder getroffen is door de grote werkzaamheden in de Alsebergsesteenweg.

Het spontane aanbod van de directie van het theater Le Public wekte de belangstelling van het college maar dit voorstel moest het afleggen tegen andere initiatieven.

Aangezien er in het Brusselse Gewest geen specifieke regelgeving bestaat voor dit soort evenementen, heeft het college zich laten inspireren door de bepalingen die in Wallonië van kracht zijn.

Daarom heeft de gemeenteraad op 10 september 2020 besloten een oproep te doen tot het indienen van kandidaturen die aan de volgende voorwaarden voldoen:

- het voorgestelde project moet voorzien in het stedelijk gebruik van een installatie van collectief belang of een openbare dienst van culturele of recreatieve aard met het sluiten van een erfpachtovereenkomst voor een periode van 30 jaar, die kan worden verlengd naar gelang van het gekozen project;
- de canon is vastgesteld op € 60.000 op basis van de raming van een onafhankelijke vastgoedexpert.

De oproep tot kandidaturen die door de juridische dienst en de dienst Gemeenteeigendommen is opgesteld, werd door de raad goedgekeurd.

De gemeente heeft verscheidene kwalitatieve verslagen ontvangen waaruit blijkt dat de responstijd alle belangstellende organisaties in staat heeft gesteld een dossier samen te stellen.

Een groot aantal advertenties werd gepubliceerd op de gemeentelijke website en in 24 kranten en publicaties, waaronder Le Soir, Vlan, La Capitale en "7 sur 7". Geïnteresseerde kandidaten kregen 3 maanden de tijd om te reageren en konden zo nodig meerdere keren de plaatsen bezoeken.

Op 23 februari 2021 heeft het college besloten het project voort te zetten met het theater Le Public, dat het meest geschikt leek om de doelstelling van revitalisering van de wijk te verwezenlijken.

In dit stadium bevestigt Le Public dat zij over de nodige financiële middelen beschikt om het project uit te voeren.

De laster waaraan alle partijen zijn blootgesteld, heeft de behandeling van dit dossier er niet gemakkelijker op gemaakt maar het college is niet van plan zich te laten intimideren.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen klokkenluiders en lasteraars. Het is niet mogelijk een ideaal van rechtvaardigheid na te streven door een deontologie met variabele geometrie toe te passen. Wanneer politieke actie wordt gevoerd met een gevoel van frustratie, kan dit alleen maar leiden tot de vernietiging van projecten van algemeen belang. Systematische veroordeling, uit blindheid en domheid, leidt tot wantrouwen en polarisatie.

De h. Cools is van mening dat de door de h. Biermann gebruikte woordenschat (laster, smaad, blindheid, domheid, frustratie die leidt tot politieke activiteit,...) onaanvaardbaar is.

De burgemeester was al zo vrij geweest om bepaalde leden van de oppositie op de regionale televisie "petits Zemmour" te noemen.

Dit is niet de manier om een debat te voeren!

De fracties Uccle en avant en Défi hebben gekozen voor onthouding en niet voor een tegenstem omdat zij het project interessant vonden maar wel vraagtekens zetten bij de regelmatigheid van de administratieve verrichtingen.

Aangezien het college dit besluit noch tijdens de vorige vergadering noch tijdens deze vergadering aan de gemeenteraad heeft meegedeeld, wordt u verzocht er tijdens de volgende vergadering akte van te nemen.

Indien het college een dergelijke stap niet zet, zal de h. Cools vragen dit punt op de agenda van de volgende vergadering van de raad te plaatsen zodat er een echt debat kan plaatsvinden.

De h. Cools heeft sinds hij lid is van de gemeenteraad, d.w.z. sinds 1986, nog nooit met een dergelijke situatie te maken gehad!

De h. De Bock is verrast door het antwoord van schepen Biermann.

Zoals elk gemeenteraadslid is de h. De Bock van mening dat hij het recht heeft om een vraag voor te leggen aan toezicht, die volledig onafhankelijk optreedt.

Hij heeft niets gedeeld op sociale netwerken dat verband houdt met deze kwestie maar heeft enkel de beslissing van toezicht "gekopieerd en geplakt" op het forum van de oppositie.

Het college beweert dat het een beroep wil vermijden omdat dat 18 maanden zou duren.

Dit argument is misleidend.

In werkelijkheid roept toezicht de gemeente tot de orde omdat het beginsel van gelijke behandeling niet in acht is genomen.

Het college stelde de gemeenteraad 48 uur voor de begrotingsvergadering met

hoogdringendheid voor een erfpachtovereenkomst goed te keuren zonder dat de raadsleden de tijd hadden om de documenten te bestuderen, en dit terwijl het theater Le Public 6 maanden voor de lancering van de oproep tot kandidaturen alle nodige studies en financiële evaluaties had uitgevoerd.

De raad werd er in feite toe gebracht te stemmen voor een verkapte subsidie, gelijk aan de prijs van het gebouw, aan degene die had ingeschreven op de oproep tot het indienen van projecten.

Alle andere kandidaten die een aanvraag indienden, hadden echter niet alleen geen tijd om te reageren, maar hadden ook niet de informatie dat het mogelijk was om, met een kwaliteitsproject, het gebouw te krijgen door niet alle huur maar alle hypotheekaflossingen af te trekken.

Er wordt dus € 1.800.000 aan een particuliere speler gegeven. Voor de h. De Bock is dit geen probleem als dit de beslissing is van de gemeenteraad maar dan moeten alle theaters het te horen krijgen en moeten alle theaters op gelijke voet worden gesteld.

Mevr. Margaux herinnert eraan dat zij zich tijdens de vorige vergadering had onthouden omdat de tijd tussen de commissievergadering en de gemeenteraadszitting te kort was om het document te bestuderen. Zij wilde alleen uitstel om een behoorlijk debat over het project mogelijk te maken.

De h. Norré vond het overdreven en contraproductief om de uitoefening van de controlebevoegdheid over het optreden van het college door een gemeenteraadslid of een politieke groepering binnen de gemeenteraad, met name door een beroep te doen op de Raad van State of andere jurisdicties, als lasterlijk te bestempelen. En deze procedures zijn des te legitiemer omdat de bevoegdheden van het college uiteindelijk door de gemeenteraad worden gedelegeerd.

Schepen Biermann gebruikt opzettelijk de term "laster", een nauwkeurig juridisch begrip, omdat er in bepaalde persartikels sprake was van oneerlijkheid.

Het is niet mogelijk om in democratische vergaderingen debatten te voeren en daarbuiten commentaar te leveren door systematisch verdenkingen te wekken die afstand scheppen en het vertrouwen in de instellingen doen afnemen.

Schepen Biermann verzocht de h. Cools zijn opmerkingen, die hij billijk en passend achtte, niet als een persoonlijke aanval te beschouwen.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0039 **Interpellation de M. De Bock : l'avenir du bâtiment de la Justice de Paix à la suite de l'annulation du contrat d'emphytéose.**

M. De Bock a pris connaissance dans la presse de l'arrêté d'annulation. Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été transmise aux conseillers communaux ? Pourquoi la prise d'acte de cette décision n'a-t-elle pas fait l'objet d'un point à l'ordre du jour du Conseil communal ?

Lors de la séance consacrée au budget, le Collège a forcé le Conseil à approuver la convention par le recours à l'extrême urgence. MM. Cools, Hayette et De Bock avaient alors souhaité un report afin de pouvoir analyser ce document, mais ce report a été refusé, ce qui est infiniment regrettable.

Selon le dossier transmis au Collège, le théâtre Le Public aurait mentionné dans son projet qu'il était très heureux de répondre à la demande et que le canon emphytéotique serait payé après le remboursement des investissements.

De manière générale, le Collège a fait preuve de légèreté dans la gestion de ce dossier, qui a fait l'objet de questions au sein du Parlement régional.
Le Collège pourrait-il fournir de plus amples informations ?

M. Cools s'étonne, tout comme M. De Bock, de n'avoir pas vu inscrit à l'ordre du jour un point consacré à la prise d'acte de l'arrêté d'annulation.

M. Cools peut comprendre que le Collège veuille prendre son temps pour déterminer sa réaction, afin d'éviter les erreurs antérieures, mais il rappelle l'obligation en vertu de laquelle une notification de la tutelle, qu'il s'agisse d'un arrêté de suspension ou d'annulation, doit être notifiée au Conseil communal lors de la 1^{ère} séance postérieure à cette notification.

Lors de la commission qui a précédé la séance du Conseil communal dédiée au budget, M. l'Echevin Biermann avait promis de faire part au Collège des remarques émises par MM. Cools et De Bock, qu'il jugeait intéressantes.

Néanmoins, lors de cette séance, le Collège a affirmé qu'il ne serait pas possible de modifier en quoi que ce soit le bail emphytéotique car dans ce cas, il aurait fallu reprendre sur le métier d'intenses négociations avec l'ensemble des acteurs.

Les groupes Défi et Uccle en avant ont alors opté pour l'abstention, tout en sollicitant un report qui, s'il avait été accordé, aurait peut-être permis d'éviter les difficultés actuelles.

Les motifs de l'annulation, exposés dans la presse, révèlent la légèreté du Collège dans la gestion de ce dossier, quoique M. Cools admette que cet arrêté d'annulation fasse preuve d'une particulière sévérité, en mettant en lumière des vices qu'il n'avait pas vus lui-même dans ce bail emphytéotique.

M. l'Echevin Biermann répond que de nombreuses remarques émises par l'opposition en commission ont été intégrées dans le texte soumis à discussion et finalement voté au Conseil communal.

Une plainte a été introduite auprès de la tutelle par un conseiller communal de l'opposition.

Selon le Collège, la décision de la tutelle est injustifiée, car la commune, sans être soumise à la loi sur les marchés publics, a donné une large publicité à l'appel à candidatures et a analysé avec rigueur les dossiers présentés.

Le Collège examine actuellement l'opportunité d'introduire un recours contre la décision du Ministre Clerfayt. Selon le conseil de la commune, les motifs d'annulation pourraient justifier un recours mais une telle procédure prendrait au minimum 18 mois.

Dès lors, le Collège envisage de proposer au Conseil communal une convention de bail modifiée, afin de garantir l'installation de ce pôle d'attractivité au cœur de la commune.

La tutelle n'a jamais remis en cause la validité et la légalité de l'appel à candidatures tel qu'il a été organisé.

En 2018, M. le Bourgmestre avait annoncé dans la presse que, dans la foulée du déménagement des services communaux, la Justice de Paix déménagerait dans l'ancienne Maison communale de la place Jean Vander Elst et que le bâtiment de la place Homère Goossens serait destiné à accueillir une nouvelle activité qui puisse contribuer à la convivialité et à la redynamisation du quartier d'Uccle-Centre, particulièrement affecté par les importants travaux d'aménagement de la chaussée d'Alseberg.

L'offre spontanée émanant de la direction du théâtre Le Public a suscité l'intérêt du Collège, mais cette proposition devait être mise en concurrence avec d'autres initiatives.

Vu qu'il n'existe pas de réglementation précise en Région bruxelloise pour ce type de circonstance, le Collège s'est inspiré des dispositions en vigueur en Wallonie.

Le 10 septembre 2020, le Conseil communal a dès lors décidé de lancer un appel à candidatures répondant aux conditions suivantes :

- le projet proposé devra prévoir comme affectation urbanistique un équipement d'intérêt collectif ou de service public de type culturel ou récréatif avec conclusion d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, qui pourrait être prolongé en fonction du projet choisi;
- le canon a été fixé à 60.000 € sur base de l'estimation d'un expert immobilier indépendant.

L'appel à candidatures rédigé par le service juridique et le service des Propriétés communales a été approuvé par le Conseil.

La commune a reçu plusieurs rapports qualitatifs attestant le fait que les délais de réponse ont permis à toutes les organisations intéressées de constituer un dossier.

Une large publicité a été assurée sur le site communal ainsi que dans 24 journaux et publications, parmi lesquels Le Soir, Vlan, La Capitale et « 7 sur 7 ». Les candidats intéressés disposaient d'un délai de réponse de 3 mois et pouvaient visiter les lieux à plusieurs reprises si cela s'avérait nécessaire.

Le 23 février 2021, le Collège a décidé de poursuivre le projet avec le théâtre Le Public, qui a semblé le plus susceptible de répondre à l'objectif de redynamisation du quartier.

À ce stade, le théâtre Le Public confirme disposer du financement nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

La calomnie dont ont été victimes toutes les parties n'a pas facilité la gestion de ce dossier, mais le Collège n'entend pas se laisser intimider.

Il convient de distinguer à cet égard les lanceurs d'alerte des médissants. Il n'est pas possible de poursuivre un idéal de justice en appliquant une déontologie à géométrie variable. Lorsque l'action politique est menée avec un sentiment de frustration, elle ne peut mener qu'à la destruction des projets d'intérêt général. La dénonciation systématique, par aveuglement et par bêtise, entraîne la défiance et la polarisation.

M. Cools estime que le vocabulaire utilisé par M. l'Echevin Biermann (calomnie, médisance, aveuglement, bêtise, frustration qui mène l'activité politique,...) est inacceptable.

M. le Bourgmestre s'était déjà permis de traiter de « petits Zemmour » certains membres de l'opposition sur l'antenne d'une télévision régionale.

Ce n'est pas avec de tels propos qu'on mène un débat !

Les groupes politiques Uccle en avant et Défi ont opté pour l'abstention et non pour un vote négatif car ils trouvaient le projet intéressant, tout en s'interrogeant sur la régularité des opérations administratives.

Vu que le Collège n'a pas communiqué cet arrêté au Conseil communal ni lors de la séance précédente ni lors de cette séance-ci, y aura-t-il une prise d'acte lors de la prochaine séance ?

Si le Collège n'entreprend pas une telle démarche, M. Cools demandera que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil afin qu'un réel débat puisse avoir lieu.

M. Cools n'a jamais été confronté à une telle situation depuis qu'il siège au Conseil communal, c.à.d. depuis 1986 !

M. De Bock est surpris par la réponse de M. l'Echevin Biermann.

Comme n'importe quel conseiller communal, M. De Bock estime avoir le droit de porter une question auprès de la tutelle, qui agit de manière totalement indépendante.

Il n'a rien partagé sur les réseaux sociaux qui se rapporte à cette question mais a juste « copié/collé » la décision de la tutelle dans la tribune de l'opposition.

Le Collège prétend vouloir éviter d'introduire un recours parce que cela exigerait 18 mois.

Cette argumentation est fallacieuse.

En réalité, la tutelle rappelle la commune à l'ordre parce que le principe de l'égalité de traitement n'a pas été respecté.

Le Collège a proposé en extrême urgence au Conseil communal, 48 heures avant la séance consacrée au budget, d'approuver une convention d'emphytéose sans que les conseillers aient le temps d'examiner les documents, et ce alors que le théâtre Le Public avait réalisé toutes les études et évaluations financières nécessaires 6 mois avant le lancement de l'appel d'offres.

Le Conseil a en fait été amené à voter l'octroi d'un subside déguisé, équivalent au prix de l'immeuble, à celui qui a rentré l'appel à projets.

Or, tous les autres candidats ayant postulé non seulement n'ont pas eu le temps de répondre mais en outre ne disposaient pas de l'information selon laquelle il était possible, moyennant un projet de qualité, de recevoir le bâtiment en déduisant non l'ensemble des loyers mais bien l'ensemble des remboursements hypothécaires.

Bref, on accorde 1.800.000 € à un acteur privé. Pour M. De Bock, cela ne pose pas de problème si telle est la décision du Conseil communal mais alors, il faut le dire à tous les théâtres et mettre l'ensemble des théâtres sur un pied d'égalité.

Mme Margaux rappelle que lors de la précédente séance, elle s'est abstenue parce que le délai entre la commission et la réunion du Conseil communal était trop court pour examiner le document. Elle souhaitait juste un report pour permettre un débat pertinent sur ce projet.

M. Norré estime qu'il est exagéré et contre-productif de qualifier de calomnieux l'exercice du pouvoir de contrôle de l'action du Collège par un conseiller communal ou un groupe politique au sein du Conseil communal, via notamment des recours auprès du Conseil d'Etat ou d'autres juridictions. Et ces procédures sont d'autant plus légitimes que les pouvoirs du Collège sont, en définitive, délégués par le Conseil communal.

M. l'Echevin Biermann a utilisé à dessein le terme « calomnie », qui est une notion juridique précise, car on a parlé de malhonnêteté dans certains articles de presse.

Il n'est pas possible de mener des débats dans des assemblées démocratiques et de les commenter en dehors de celles-ci en laissant planer systématiquement des suspicions qui en viennent à créer de la distance et une perte de confiance dans les institutions.

M. l'Echevin Biermann invite M. Cools à ne pas considérer ses propos, qu'il considère justes et adaptés, comme une attaque personnelle.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : toekomst van het Vrederechtgebouw na de nietigverklaring van de erfpachtovereenkomst.

De h. De Bock heeft in de pers gelezen over de beslissing tot annulering. Waarom werd deze beslissing niet doorgegeven aan de gemeenteraadsleden? Waarom is de erkenning van deze beslissing niet als agendapunt op de agenda van de gemeenteraad geplaatst ?

Tijdens de begrotingszitting heeft het college de raad gedwongen de overeenkomst goed te keuren door een beroep te doen op hoogdringendheid. De hh. Cools, Hayette en De Bock hadden om uitstel gevraagd om dit document te kunnen analyseren maar dit werd geweigerd, wat zeer betreurenswaardig is.

Volgens het aan het college toegezonden dossier heeft het theater "Le Public" in zijn

project vermeld dat het graag op het verzoek inging en dat de erfpachtcanon zou worden betaald nadat de investeringen waren terugbetaald.

In het algemeen heeft het college blijk gegeven van een gebrek aan nauwgezetheid bij het beheer van dit dossier, waarover in het gewestelijke parlement vragen werden gesteld.

Kan het college meer informatie verstrekken ?

De h. Cools is net zoals de h. De Bock verbaasd dat er geen punt op de agenda stond om akte te nemen van de annuleringsbeslissing.

De h. Cools kan begrijpen dat het college zijn tijd wil nemen om zijn reactie te bepalen, om eerdere fouten te voorkomen, maar hij herinnert aan de verplichting volgens welke een kennisgeving van toezicht, of het nu gaat om een beslissing tot schorsing of annulering, aan de gemeenteraad moet worden meegedeeld tijdens de eerste vergadering na deze kennisgeving.

Tijdens de commissievergadering die aan de begrotingsvergadering van de gemeenteraad voorafging, had schepen Biermann toegezegd het college op de hoogte te brengen van de opmerkingen van de hh. Cools en De Bock, die hij interessant vond. Tijdens deze vergadering verklaarde het college echter dat het niet mogelijk zou zijn de erfpacht op enigerlei wijze te wijzigen, omdat daarvoor intensieve onderhandelingen met alle betrokkenen nodig zouden zijn geweest.

De fracties Défi en Uccle en avant hebben dus voor gekozen voor onthouding met het verzoek om uitstel dat, indien het was verleend, het mogelijk had kunnen maken de huidige moeilijkheden te voorkomen.

Uit de redenen voor de annulering, zoals die in de pers zijn vermeld, blijkt dat het college dit dossier lichtzinnig beheert, hoewel de h. Cools toegeeft dat deze annuleringsbeslissing bijzonder streng is en gebreken aan het licht brengt die hij zelf in deze lange erfpachtovereenkomst niet had gezien.

Schepen Biermann antwoordt dat veel van de opmerkingen die door de oppositie in de commissie waren gemaakt, werden geïntegreerd in de tekst die werd voorgelegd en waarover uiteindelijk door de gemeenteraad werd gestemd.

Een raadslid van de oppositie had een klacht ingediend bij toezicht.

Volgens het college is de beslissing van toezicht ongerechtvaardigd omdat de gemeente, hoewel zij niet onderworpen is aan de wet inzake overheidsopdrachten, ruime bekendheid heeft gegeven aan de oproep tot het indienen van kandidaturen en de ingediende dossiers nauwgezet heeft geanalyseerd.

Het college overweegt momenteel of het in beroep zal gaan tegen de beslissing van minister Clerfayt. Volgens de adviseur van de gemeente zouden de annuleringsgronden een beroep kunnen rechtvaardigen maar een dergelijke procedure zou ten minste 18 maanden in beslag nemen.

Het college is daarom van plan de gemeenteraad een gewijzigde huurovereenkomst voor te stellen om de vestiging van dit theater in het hart van de gemeente te garanderen.

De toezichthoudende overheid heeft de geldigheid en de wettigheid van de oproep tot het indienen van kandidaturen, zoals deze was georganiseerd, nooit in twijfel getrokken.

In 2018 kondigde de burgemeester in de pers aan dat, na de verhuizing van de gemeentediensten, het vredegerecht zou verhuizen naar het voormalige gemeentehuis op het Jean Vander Elstplein en dat het gebouw op het Homère Goossensplein zou worden gebruikt voor een nieuwe activiteit die zou bijdragen tot de gezelligheid en de revitalisering van de wijk Ukkel-Centrum, die in het bijzonder getroffen is door de grote werkzaamheden in de Alsebergsesteenweg.

Het spontane aanbod van de directie van het theater Le Public wekte de belangstelling van het college maar dit voorstel moest het afleggen tegen andere initiatieven.

Aangezien er in het Brusselse Gewest geen specifieke regelgeving bestaat voor dit soort evenementen, heeft het college zich laten inspireren door de bepalingen die in Wallonië van kracht zijn.

Daarom heeft de gemeenteraad op 10 september 2020 besloten een oproep te doen tot het indienen van kandidaturen die aan de volgende voorwaarden voldoen:

- het voorgestelde project moet voorzien in het stedelijk gebruik van een installatie van collectief belang of een openbare dienst van culturele of recreatieve aard met het sluiten van een erfpachtovereenkomst voor een periode van 30 jaar, die kan worden verlengd naar gelang van het gekozen project;
- de canon is vastgesteld op € 60.000 op basis van de raming van een onafhankelijke vastgoedexpert.

De oproep tot kandidaturen die door de juridische dienst en de dienst Gemeenteeigendommen is opgesteld, werd door de raad goedgekeurd.

De gemeente heeft verscheidene kwalitatieve verslagen ontvangen waaruit blijkt dat de responstijd alle belangstellende organisaties in staat heeft gesteld een dossier samen te stellen.

Een groot aantal advertenties werd gepubliceerd op de gemeentelijke website en in 24 kranten en publicaties, waaronder Le Soir, Vlan, La Capitale en "7 sur 7". Geïnteresseerde kandidaten kregen 3 maanden de tijd om te reageren en konden zo nodig meerdere keren de plaatsen bezoeken.

Op 23 februari 2021 heeft het college besloten het project voort te zetten met het theater Le Public, dat het meest geschikt leek om de doelstelling van revitalisering van de wijk te verwezenlijken.

In dit stadium bevestigt Le Public dat zij over de nodige financiële middelen beschikt om het project uit te voeren.

De laster waaraan alle partijen zijn blootgesteld, heeft de behandeling van dit dossier er niet gemakkelijker op gemaakt maar het college is niet van plan zich te laten intimideren.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen klokkenluiders en lasteraars. Het is niet mogelijk een ideaal van rechtvaardigheid na te streven door een deontologie met variabele geometrie toe te passen. Wanneer politieke actie wordt gevoerd met een gevoel van frustratie, kan dit alleen maar leiden tot de vernietiging van projecten van algemeen belang. Systematische veroordeling, uit blindheid en domheid, leidt tot wantrouwen en polarisatie.

De h. Cools is van mening dat de door de h. Biermann gebruikte woordenschat (laster, smaad, blindheid, domheid, frustratie die leidt tot politieke activiteit,...) onaanvaardbaar is.

De burgemeester was al zo vrij geweest om bepaalde leden van de oppositie op de regionale televisie "petits Zemmour" te noemen.

Dit is niet de manier om een debat te voeren!

De fracties Uccle en avant en Défi hebben gekozen voor onthouding en niet voor een tegenstem omdat zij het project interessant vonden maar wel vraagtekens zetten bij de regelmatigheid van de administratieve verrichtingen.

Aangezien het college dit besluit noch tijdens de vorige vergadering noch tijdens deze vergadering aan de gemeenteraad heeft meegedeeld, wordt u verzocht er tijdens de volgende vergadering akte van te nemen.

Indien het college een dergelijke stap niet zet, zal de h. Cools vragen dit punt op de agenda van de volgende vergadering van de raad te plaatsen zodat er een echt debat kan plaatsvinden.

De h. Cools heeft sinds hij lid is van de gemeenteraad, d.w.z. sinds 1986, nog nooit met een dergelijke situatie te maken gehad!

De h. De Bock is verrast door het antwoord van schepen Biermann.

Zoals elk gemeenteraadslid is de h. De Bock van mening dat hij het recht heeft om een vraag voor te leggen aan toezicht, die volledig onafhankelijk optreedt.

Hij heeft niets gedeeld op sociale netwerken dat verband houdt met deze kwestie maar heeft enkel de beslissing van toezicht "gekopieerd en geplakt" op het forum van de oppositie.

Het college beweert dat het een beroep wil vermijden omdat dat 18 maanden zou duren.

Dit argument is misleidend.

In werkelijkheid roept toezicht de gemeente tot de orde omdat het beginsel van gelijke behandeling niet in acht is genomen.

Het college stelde de gemeenteraad 48 uur voor de begrotingsvergadering met hoogdringendheid voor een erfpachtovereenkomst goed te keuren zonder dat de raadsleden de tijd hadden om de documenten te bestuderen, en dit terwijl het theater Le Public 6 maanden voor de lancering van de oproep tot kandidaturen alle nodige studies en financiële evaluaties had uitgevoerd.

De raad werd er in feite toe gebracht te stemmen voor een verkapte subsidie, gelijk aan de prijs van het gebouw, aan degene die had ingeschreven op de oproep tot het indienen van projecten.

Alle andere kandidaten die een aanvraag indienden, hadden echter niet alleen geen tijd om te reageren, maar hadden ook niet de informatie dat het mogelijk was om, met een kwaliteitsproject, het gebouw te krijgen door niet alle huur maar alle hypotheekaflossingen af te trekken.

Er wordt dus € 1.800.000 aan een particuliere speler gegeven. Voor de h. De Bock is dit geen probleem als dit de beslissing is van de gemeenteraad maar dan moeten alle theaters het te horen krijgen en moeten alle theaters op gelijke voet worden gesteld.

Mevr. Margaux herinnert eraan dat zij zich tijdens de vorige vergadering had onthouden omdat de tijd tussen de commissievergadering en de gemeenteraadzitting te kort was om het document te bestuderen. Zij wilde alleen uitstel om een behoorlijk debat over het project mogelijk te maken.

De h. Norré vond het overdreven en contraproductief om de uitoefening van de controlebevoegdheid over het optreden van het college door een gemeenteraadslid of een politieke groepering binnen de gemeenteraad, met name door een beroep te doen op de Raad van State of andere jurisdicties, als lasterlijk te bestempelen. En deze procedures zijn des te legitiemer omdat de bevoegdheden van het college uiteindelijk door de gemeenteraad worden gedelegeerd.

Schepen Biermann gebruikt opzettelijk de term "laster", een nauwkeurig juridisch begrip, omdat er in bepaalde persartikels sprake was van oneerlijkheid.

Het is niet mogelijk om in democratische vergaderingen debatten te voeren en daarbuiten commentaar te leveren door systematisch verdenkingen te wekken die afstand scheppen en het vertrouwen in de instellingen doen afnemen.

Schepen Biermann verzocht de h. Cools zijn opmerkingen, die hij billijk en passend achtte, niet als een persoonlijke aanval te beschouwen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation De Bock justice de paix.docx

Fathiya Alami entre en séance / treedt in zitting.

Question orale de M. De Bock : les trottoirs apaisés obstrués par les trottinettes et les amendes-enlèvements par la commune.

M. De Bock signale que de nombreuses trottinettes occupent l'espace public à hauteur du rond-point Churchill, notamment tôt le matin, et empêchent le passage des piétons. Cette situation problématique n'est ni nouvelle ni isolée.

Or, rien n'a changé depuis trois ans. La majorité fait beaucoup de « com » mais les amendes et enlèvements promis ne sont pas opérés de façon systématique pour enrayer le problème.

Combien de trottinettes ont été enlevées par les services communaux depuis le 1^{er} janvier 2022, par rapport aux chiffres de 2019, 2020 et 2021 ?

Quel est le montant des amendes perçues (droits constatés) pour le dépôt de ces trottinettes par rapport au total des amendes adressées aux différents opérateurs ?

M. le Bourgmestre répond que le Collège a vraiment pris à bras le corps la problématique des trottinettes.

Mais cela ne signifie pas qu'aucune trottinette ne sera plus stationnée nulle part, car l'ensemble des équipes ne peut être mobilisé en permanence pour cette tâche exclusive.

Le montant total des amendes adressé aux opérateurs s'élève à 14.100 € pour 188 enlèvements (83 en 2019, 15 en 2020, 71 en 2021 et 19 en 2022).

Contrairement à d'autres communes, Uccle a donc pris des mesures pour résoudre ce problème, qui, selon les informations, devrait être traité à l'échelon régional.

M. le Bourgmestre invite donc les mandataires communaux actifs dans les cénacles régionaux à se mobiliser sur ce thème.

M. De Bock estime que le bilan de 19 enlèvements pour 2022 est plutôt mitigé. Les opérateurs actifs dans le business des trottinettes ne semblent pas poursuivis avec autant d'ardeur que les citoyens qui ne paient pas leurs stationnements.

M. De Bock réitère sa question sur les montants réellement perçus.

M. le Bourgmestre répond que ces données seront communiquées.

Cependant, il considère que le parallèle effectué par M. De Bock entre les trottinettes et la scan-car est grotesque.

Prétendre que le Collège ucclois se préoccuperait surtout de « com » relève de la démagogie.

Plutôt que de se cantonner au « ministère de la parole », M. De Bock devrait s'investir dans sa fonction de parlementaire bruxellois pour inciter la Région à réglementer l'usage des trottinettes.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : steps op de trage voetpaden en de boetes-verwijderingen door de gemeente.

De h. De Bock meldt dat veel steps de openbare ruimte bij de Churchillrotonde innemen, vooral 's morgens vroeg, en de doorgang van voetgangers verhinderen.

Deze problematische situatie is noch nieuw, noch op zichzelf staand.

Er is de laatste drie jaar niets veranderd. De meerderheid doet veel "com" maar de beloofde boetes en verwijderingen worden niet systematisch uitgevoerd om het probleem te stoppen.

Hoeveel steps zijn er sinds 1 januari 2022 door de gemeente verwijderd, vergeleken

met de cijfers voor 2019, 2020 en 2021 ?

Wat is het bedrag van de geïnde boetes (vastgestelde rechten) voor het in bewaring stellen van deze steps in vergelijking met het totaal van de boetes die aan de verschillende exploitanten zijn opgelegd ?

De burgemeester antwoordt dat het college het probleem van de steps echt heeft aangepakt.

Dit betekent echter niet dat er nergens meer steps zullen worden geparkeerd, aangezien niet alle teams permanent voor deze exclusieve taak kunnen worden gemobiliseerd.

Het totale bedrag van de aan de exploitanten opgelegde boetes bedraagt € 14.100 euro voor 188 verwijderingen (83 in 2019, 15 in 2020, 71 in 2021 en 19 in 2022).

In tegenstelling tot andere gemeenten heeft Ukkel dus maatregelen genomen om dit probleem op te lossen, dat volgens de informatie op gewestelijk niveau moet worden aangepakt.

De burgemeester verzoekt daarom de gemeenteraadsleden die gewestelijk actief zijn actie te ondernemen met betrekking tot deze kwestie.

De h. De Bock is van mening dat de balans van 19 verwijderingen voor 2022 nogal wisselend is. Exploitanten die actief zijn in de stepsector lijken niet met zoveel ijver te worden vervolgd als burgers die hun parkeergeld niet betalen.

De h. De Bock herhaalt zijn vraag over de werkelijk geïnde bedragen.

De burgemeester antwoordt dat deze informatie zou worden verstrekt.

Hij is echter van mening dat de door de h. De Bock getrokken parallel tussen steps en de scanauto grotesk is.

Beweren dat het Ukkelse college zich hoofdzakelijk bezighield met "com" is demagogie.

In plaats van zich te beperken tot het "ministerie van woorden", zou de h. De Bock zich moeten toeleggen op zijn functie als Brussels parlementslid om het Gewest ertoe aan te zetten het gebruik van steps te reglementeren.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0041

Question orale de M. De Bock : trottoirs mal rebouchés et le suivi des remises en pristin état des impétrants.

M. De Bock précise que plusieurs Ucclois ont signalé des trottoirs mal rebouchés à la suite de travaux d'impétrants (rebouchages réalisés salement avec du macadam).

Pour l'ensemble des Ucclois, il est essentiel que, lorsqu'un trou est réalisé, il soit rebouché proprement, que ces travaux prennent le moins de temps possible et qu'ils contribuent à une amélioration du quotidien de chacun.

Le Collège a-t-il pris connaissance du problème et a-t-il réagi auprès de l'impétrant ?

Qui organise le suivi des travaux réalisés par des impétrants et la remise en pristin état ? Combien de demandes de remise en pristin état ont-elles été adressées en 2019, 2020 et 2021 ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que l'incident auquel M. De Bock fait allusion est à présent résolu.

Une entreprise intervenait en milieu souterrain pour le compte d'un impétrant et une autre équipe était censée intervenir par la suite pour repaver. Vu que de l'asphalte

avait été coulée, il a fallu un certain délai avant que les paveurs puissent accomplir leur travail.

Pendant la période 2019-2021, il y a eu environ 5.000 chantiers.

Pour les chantiers très ponctuels, la communication est opérée via internet et la réception des travaux est effectuée par voie électronique. Puis, un agent est envoyé sur le terrain pour vérifier si les travaux ont été effectués correctement et en cas d'avis défavorable, l'entrepreneur est invité à procéder aux corrections requises.

Dans le cas des chantiers plus importants (chantiers « de pose »), une réunion associant les différentes parties, et notamment un agent du service de la Voirie, est organisée sur le site en vue de procéder à un état des lieux; la réalisation des corrections qui auraient été recommandées est vérifiée lors d'un second passage d'un agent du service de la Voirie.

Ce service compte trois agents chargés du contrôle et du suivi des chantiers.

Il n'y a pas de comptabilisation des demandes de remise en pristin état.

Toutefois, le suivi des chantiers est effectué de façon très méticuleuse.

M. De Bock ne doute pas de la bonne volonté de la majorité mais estime qu'il faudrait faire davantage pour forcer les impétrants à achever les travaux entamés.

De nombreux citoyens ont dû être hospitalisés suite à des chutes sur des trottoirs mal rebouchés.

M. l'Echevin Wyngaard réplique que dans le cadre des budgets extraordinaires, la majorité a très largement augmenté les montants alloués à la réfection des trottoirs et à la sécurisation des traversées piétonnes.

M. De Bock estime que le contrôle des travaux menés par les impétrants doit être distingué de la rénovation des voiries. S'assurer que les trottoirs soient bien rebouchés par des tiers n'a rien à voir avec les budgets alloués à la rénovation des voiries.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : slecht opgevulde voetpaden en opvolging van de herstellingen in de oorspronkelijke staat door de nutsbedrijven.

De h. De Bock deelt mee dat verschillende Ukkelaars melding hebben gemaakt van slecht herstelde trottoirs na werkzaamheden van concessiehouders (slecht hersteld met macadam).

Voor alle Ukkelaars is het van essentieel belang dat gaten goed wordt opgevuld, dat dit werk zo weinig mogelijk tijd in beslag neemt en dat het bijdraagt tot een verbetering van ieders dagelijks leven.

Is het college op de hoogte gesteld van het probleem en heeft het gereageerd bij de concessiehouder ?

Wie organiseert de opvolging van de door de concessiehouders uitgevoerde werkzaamheden en herstelling? Hoeveel verzoeken om herstelling zijn er in 2019, 2020 en 2021 ingediend ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het incident waar de h. De Bock naar verwijst inmiddels is opgelost.

Een bedrijf was ondergronds aan het werk in opdracht van een concessiehouder en een ander team zou daarna aan het werk gaan om opnieuw te bestraten. Omdat er asfalt was gestort, was er enige tijd nodig voordat de bestrating kon plaatsvinden.

In de periode 2019-2021 waren er ongeveer 5.000 werven.

Voor de zeer incidentele werven verloopt de communicatie via internet en wordt het werk elektronisch opgeleverd. Vervolgens wordt een ambtenaar naar de werf gestuurd

om na te gaan of de werkzaamheden correct zijn uitgevoerd en, indien het advies ongunstig is, wordt de aannemer verzocht de nodige correcties aan te brengen.

In het geval van grotere werven wordt een vergadering met de verschillende partijen en met name een ambtenaar van de Wegendienst op de werfplaats georganiseerd voor een plaatsbeschrijving; de uitvoering van de eventueel aanbevolen correcties wordt tijdens een tweede bezoek door een ambtenaar van de Wegendienst gecontroleerd. Deze dienst heeft drie ambtenaren die belast zijn met de controle en het toezicht op werven.

Er is geen inventaris van verzoeken om herstelling.

Het toezicht op werven wordt echter zeer nauwgezet uitgevoerd.

De h. De Bock twijfelt niet aan de goede wil van de meerderheid maar vindt dat er meer moet worden gedaan om concessiehouders te dwingen het werk af te maken waarmee zij zijn begonnen.

Veel burgers moesten in het ziekenhuis worden opgenomen na een val op slecht herstelde trottoirs.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de meerderheid in het kader van de buitengewone begrotingen de bedragen voor de herstelling van trottoirs en het veiliger maken van voetgangersoversteekplaatsen aanzienlijk had verhoogd.

De h. De Bock is van mening dat de controle op de werkzaamheden van concessiehouders moet worden onderscheiden van de renovatie van de wegen. Controleren of gaten in trottoirs goed zijn opgevuld door derden heeft niets te maken met budgetten die voor renovatie van wegen zijn uitgetrokken.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0042

Question orale de M. De Bock : la position de la commune sur la demande du Tennis Club Roseau de détruire une partie de ses bois et espaces verts au profit de terrains de padel.

M. De Bock signale que la demande de permis introduite par le Tennis Club Le Roseau pour la construction de terrains de padel impliquerait la suppression de nombreux arbres en excellente santé, alors qu'il y a une immense pelouse qui pourrait être dévolue à cet effet sans détruire des espaces verts.

Par ailleurs, l'aménagement de terrains de padel à proximité de maisons peuvent largement incommoder les riverains, étant donné que ce sport génère des nuisances sonores plus importantes que le tennis en raison d'une plus grande intensité de frappe. Ce bruit cause aussi un stress important aux animaux, comme c'est le cas lors des feux d'artifice.

Des débats ont été consacrés à cette thématique dans diverses assemblées parlementaires, notamment au Parlement flamand.

Quelles sont les positions du Collège sur la sauvegarde du bois actuel, voué à la destruction, et sur la protection des animaux et des riverains contre les nuisances sonores générées par le padel ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le Collège est sensible aux inquiétudes des riverains face aux nuisances lumineuses et sonores, et ce d'autant plus que les terrains incriminés sont situés aux abords d'une zone Natura 2000 où les espèces sont protégées.

Mais de manière générale, le Collège ne peut se prononcer qu'après les résultats de l'enquête publique et l'avis de la commission de concertation.

En avril 2021, le Roseau a introduit une première demande de permis pour la construction d'un parking, d'une petite route et de terrains de tennis et de padel.

La commission de concertation ayant estimé qu'il lui fallait plus d'informations pour délivrer le permis, une évaluation des incidences a été demandée.

Cette démarche était justifiée par le fait qu'une partie de l'espace considéré se situe dans les 60 mètres de la zone-tampon Natura 2000.

Dès lors, une seconde demande a été introduite, l'enquête publique a eu lieu de la fin février à la mi-mars, et, la semaine dernière, la commission de concertation, où le Collège est représenté, a remis un avis défavorable, publié sur le site de la commune.

Cet avis souligne la nécessité de conserver la zone boisée en tant que couloir écologique ainsi que l'augmentation des nuisances lumineuses et sonores à proximité de la zone Natura 2000 et des habitations environnantes. Les mesures visant à atténuer ces nuisances ont été jugées insuffisantes par l'ensemble des membres de la commission.

Le Collège remettra un avis du même ordre.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het standpunt van de gemeente betreffende de vraag van de Tennis Club Roseau om een deel van hun groene ruimte om te vormen tot padel terreinen.

De h. De Bock wijst erop dat de door Tennis Club Le Roseau ingediende vergunningsaanvraag voor de aanleg van padelbanen de verwijdering van vele gezonde bomen met zich mee zou brengen, terwijl er een enorm grasperk is dat voor dit doel zou kunnen worden bestemd zonder groene ruimten te vernielen.

Bovendien kan de aanleg van padelbanen in de buurt van woningen veel overlast voor de bewoners veroorzaken, aangezien deze sport meer lawaai produceert dan tennis door de hogere intensiteit van het slaan.

Dit lawaai veroorzaakt ook veel stress bij dieren, zoals bij vuurwerk het geval is.

Deze kwestie is besproken in verschillende parlementaire vergaderingen, waaronder het Vlaams Parlement.

Wat zijn de standpunten van het college over het behoud van het huidige bos, dat vernietigd zal worden, en over de bescherming van dieren en omwonenden tegen het lawaai dat padel veroorzaakt ?

Schepen De Brouwer antwoordt dat het college gevoelig is voor de bezorgdheid van de omwonenden over licht- en geluidsoverlast, vooral omdat deze terreinen in de buurt liggen van een Natura 2000-gebied waar soorten beschermd zijn.

Maar in het algemeen kan het college pas een besluit nemen na de resultaten van het openbaar onderzoek en het advies van de overlegcommissie.

In april 2021 diende Le Roseau een eerste vergunningsaanvraag in voor de aanleg van een parking, een kleine weg en tennis- en padelbanen.

Het overlegcomité wou meer informatie om de vergunning af te kunnen geven en er werd een effectbeoordeling gevraagd.

Dit werd gerechtvaardigd door het feit dat een deel van het betrokken gebied binnen 60 meter van de Natura 2000-bufferzone ligt.

Er werd dus een tweede aanvraag ingediend, het openbaar onderzoek vond plaats van eind februari tot midden maart en vorige week bracht de overlegcommissie, waarin het college is vertegenwoordigd, een ongunstig advies uit dat werd gepubliceerd op de gemeentelijke website.

In het advies wordt de nadruk gelegd op de noodzaak om het bos als ecologische

corridor in stand te houden en op de toename van licht- en geluidshinder in de omgeving van het Natura 2000-gebied en de omliggende woningen. De maatregelen om deze overlast te beperken werden door alle commissieleden ontoereikend geacht. Het college zal een soortgelijk advies uitbrengen.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0043 **Question orale de M. De Bock : la scan-car aux plaques hollandaises de la Commune d'Uccle.**

M. De Bock rappelle que, depuis plusieurs mois, une scan-car hollandaise sillonne la commune pour prendre les véhicules en défaut.

Cette situation ne devait être que temporaire : en raison de réparations censées s'échelonner sur quelques jours, voire quelques semaines, une voiture scan-car hollandaise a été prêtée et sillonne les rues ucloises sans payer aucune taxe locale ou régionale, ce qui est illégal.

Quel est le nombre d'infractions relevées par ce véhicule aux plaques hollandaises ? À quel montant s'élèvent les droits constatés ? Combien de temps cette situation va-t-elle perdurer ?

Comment l'attitude de la commune peut-elle être conciliée avec l'interdiction d'utiliser un véhicule à plaque étrangère à titre professionnel ou privé ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il s'agit d'une mesure temporaire tout à fait exceptionnelle : vu que le véhicule utilisé habituellement a été endommagé par un engin de chantier et que ces dommages ont affecté autant le dispositif que le véhicule lui-même, il a fallu le réparer et recourir à un véhicule de remplacement (la scan-car hollandaise) dans l'intervalle, en l'occurrence durant la période allant du 17 janvier au 29 mars, vu que la fourniture des pièces de rechange a pris du retard.

Les réparations ayant été effectuées, c'est à nouveau la scan-car initiale, immatriculée en Belgique, qui circule dans les rues d'Uccle.

Un arrêté royal de 2001 relatif aux immatriculations autorise le recours à une telle solution pour une durée maximale de 6 mois.

Le nombre d'infractions constatées s'élève à 20.000, pour un montant total d'environ 500.000 €.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de scan-car met Nederlandse nummerplaten van de Gemeente Ukkel.

De h. De Bock herinnert eraan dat sinds enkele maanden een Nederlandse scanauto in de gemeente rondrijdt om voertuigen in overtreding op te sporen.

Deze situatie zou slechts tijdelijk zijn: wegens herstellingen die enkele dagen of zelfs weken zouden duren, werd een Nederlandse scanauto uitgeleend die in de straten van Ukkel heeft rondgereden zonder enige lokale of gewestelijke belasting te betalen, wat illegaal is.

Hoeveel overtredingen heeft dit voertuig met Nederlandse nummerplaten geregistreerd? Hoeveel bedragen de vastgestelde rechten ? Hoe lang zal deze situatie voortduren ?

Hoe valt deze houding van de gemeente te rijmen met het verbod om een voertuig met buitenlandse nummerplaten voor beroeps- of privédoeleinden te gebruiken ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het om een tijdelijke maatregel gaat die vrij uitzonderlijk is: aangezien het normaal gebruikte voertuig door een bouwmaschine was beschadigd en deze schade zowel het apparaat als het voertuig zelf betrof, moest het worden hersteld en moest in de tussentijd een vervangauto (de Nederlandse scanauto) worden gebruikt, in dit geval in de periode van 17 januari tot 29 maart, omdat de levering van reserveonderdelen vertraging opliep.

Nu de reparaties zijn uitgevoerd, rijdt de originele scanauto met Belgische nummerplaten weer in de straten van Ukkel.

Een koninklijk besluit van 2001 betreffende de inschrijving staat het gebruik van een dergelijke oplossing toe voor een periode van max. 6 maanden.

Het aantal vastgestelde overtredingen bedraagt 20.000, voor een totaalbedrag van ongeveer 500.000 euro.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0044

Interpellation de M. Cools sur le suivi de la motion relative au renforcement de l'offre en transport en commun à Uccle.

M. Cools rappelle qu'en séance du 26 novembre 2020, le Conseil communal a adopté, à l'unanimité, une motion relative au renforcement de l'offre en transports en commun.

Cette motion demandait notamment :

- à la SNCB, la STIB, TEC et De Lijn, de poursuivre le renforcement de l'offre de transports en commun à Uccle, par le biais de meilleures fréquences – notamment en soirée et le week-end – et de nouvelles lignes, avec une attention toute particulière pour les quartiers encore mal desservis, d'accélérer la mise en service de véhicules de transport public davantage respectueux de l'environnement, d'étendre l'offre Noctis;
- à la Région et à la STIB, d'étudier une prolongation du métro vers Uccle (dont une liaison vers le square des Héros);
- à la Région et à la STIB, de mener rapidement une réflexion sur la possibilité de créer une connexion en bus entre le sud d'Uccle et l'ULB à travers le Bois de la Cambre, par exemple via la prolongation du bus 43 depuis son terminus du Vivier d'Oie, ce qui permettra de desservir tant le Bois de la Cambre que le pôle universitaire;
- au gouvernement fédéral et la SNCB, de concrétiser sans nouveau retard le projet RER et d'améliorer les fréquences des lignes ferroviaires 26 et 124, notamment le soir et le week-end.

Quelles démarches le Collège a-t-il accomplies pour la concrétisation de ces objectifs ? Quand cette motion a-t-elle été envoyée à ses destinataires (Ministre-Président de la Région bruxelloise, Premier Ministre, Ministres fédéral et régional de la Mobilité, Président du Parlement bruxellois, Président de la SNCB, Administrateur-Directeur général de la STIB) ?

Des représentants du Collège ont-ils participé à des réunions avec le cabinet du Ministre régional de la Mobilité et les sociétés de transports en commun ? Quels sont les résultats de ces contacts ?

Pour ce qui concerne la prolongation du métro vers Uccle, des contacts ont-ils eu lieu avec la STIB et la cellule chargée au sein de Beliris de l'étude de faisabilité d'une

telle entreprise ? Les services communaux, et notamment le bureau chargé de l'élaboration du Plan communal de mobilité, ont-ils produit des éléments utiles pour la réalisation d'une telle étude ?

Des travaux viennent d'être entamés afin de déplacer la halte du Moensberg au croisement des lignes 26 et 124.

Quel est le planning prévu par Infrabel pour ces travaux, en particulier pour la réalisation du parking destiné aux voitures ? Ce parking sera-t-il gratuit pour les usagers de la SNCB ? La demande d'une halte au Lycée français a-t-elle été relayée auprès du Ministre fédéral de la Mobilité ?

M. Godefroid estime que toute initiative allant dans le sens du développement et de l'amélioration des transports en commun doit être saluée.

Des efforts ont notamment été accomplis par le Ministre Van den Brandt pour renforcer certaines lignes de bus ou en créer de nouvelles.

Cependant, le projet visant à prolonger le métro du nord vers le sud suscite, en dépit de son intérêt indéniable, une série de réserves quant à son opportunité, à sa réelle efficacité et à son coût élevé pour les finances régionales, qui conduirait à renoncer par exemple à des projets de rénovation de logements sociaux. Un récent article du Brussels Studies Institute (BSI) insiste sur les risques et les conflits d'intérêt inhérents à un tel projet.

M. Godefroid invite le Collège à promouvoir l'offre ferroviaire auprès des autorités compétentes et notamment à exploiter les 6 gares présentes sur le territoire uclois.

De h. Cornelis zegt dat iedereen weet dat Open VLD aan de basis ligt van de verdere uitbreiding van de metro in het Brussels Gewest en hij is er fier op.

Het onjuist dat er een financieringstekort is en dat de sociale huisvesting werd vergeten. M. Cornelis is dus voorstander van de uitbreiding van de metro naar het Zuiden.

M. De Bock est favorable à l'extension du métro tant au nord qu'au sud.

Les mandataires uclois qui étaient en poste il y a une cinquantaine d'années ont peut-être eu tort d'adopter une posture négative mais c'est parce qu'ils étaient opposés à l'aménagement du ring sud. Et la punition a été la privation du métro sous le prétexte que la densité de population d'Uccle ne lui permet pas d'avoir un métro.

Pourtant, Uccle est la plus grande commune bruxelloise en termes de superficie (23 km²).

Il convient d'exploiter les lignes ferroviaires présentes à Uccle en les reliant au réseau de la STIB tant qu'on ne dispose pas de métro.

Mais ce serait une erreur de condamner d'emblée le métro en raison de son coût : s'il n'y avait pas ne fût-ce que le prémétro entre la station Albert et le centre-ville, la mobilité serait particulièrement réduite.

Il n'y a rien d'inconvenant à payer davantage d'impôts pour une mobilité alternative rapide et efficace.

M. Norré partage le point de vue selon lequel il faut utiliser le potentiel des gares SNCB situées à Uccle, mais il estime qu'il s'agit d'une alternative « de niche », étant donné que la fréquence de circulation des trains est limitée.

D'autre part, le recours au train entraîne un coût qui est loin d'être négligeable pour les usagers, et l'abonnement mixte STIB-SNCB requiert un supplément qui n'est pas toujours remboursé par les employeurs.

Le métro et le prémétro sont donc essentiels pour connecter Uccle au reste de la Région bruxelloise.

M. Desmet précise que les projets de métro du début des années 70 ont été arrêtés non

parce que les écologistes les auraient refusé mais parce qu'en raison de la première crise pétrolière, il n'y avait plus d'argent pour financer de grands travaux.

Dans le cadre de la construction de la station Toots Thielemans, la société Besix est confrontée à un dilemme qui va faire grimper considérablement le coût du cm², étant donné qu'elle est pratiquement contrainte à démonter pierre par pierre le Palais du Midi.

M. Cohen insiste sur la nécessité de prendre en compte les difficultés de déplacement des personnes à mobilité réduite, pour lesquelles les transports en commun actuels ne sont pas adaptés.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'une extension du métro vers le sud ne pourrait pas être concrétisée dans un avenir immédiat et qu'il faut dès lors réfléchir à des mesures ambitieuses en matière de transports en commun pour les années à venir.

Le Collège a établi des contacts, selon le cas officiels ou informels, avec les cabinets des Ministres Van den Brandt et Gilkinet.

Selon les informations disponibles, Beliris va lancer de façon imminente une étude sur une extension du métro vers le sud.

Pour ce qui concerne les bus, la ligne 37 a été mise en place en 2019. Depuis lors, le bus 74 a été ajouté à l'offre de transports publics desservant Uccle et des discussions sont en cours avec la Région, la STIB et les communes intéressées, dans la droite ligne de la motion votée par le Conseil communal, afin de créer une ligne supplémentaire qui relierait Uccle à l'ULB.

La phase de diagnostic du Plan communal de mobilité étant achevée, des bureaux d'études traitent à présent la problématique de l'offre des transports publics, mais aucune proposition concrète n'a encore été formulée.

Au cours des 2 ou 3 prochaines années, des travaux seront entrepris à la gare de Saint-Job pour la rendre accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR), grâce à une dalle qui sera placée à côté du pont existant.

Le projet de passage sous voie à Calevoet inclut, outre les escaliers, un dispositif en pente douce adapté pour les personnes à mobilité réduite et les cyclistes.

Les travaux d'aménagement du pôle multimodal à la gare de Moensberg ont débuté et devraient être achevés vers 2023-2024. Ce dispositif permettra des correspondances entre les lignes 26 et 124 et rendra le métro plus attractif.

La SNCB a entrepris des études visant à développer le potentiel de la ligne 26.

Les discussions qui seront menées pour l'élaboration du prochain plan de transport de la SNCB aborderont la problématique de l'offre en soirée et le weekend, nettement insuffisante par rapport à l'offre en journée pour les navetteurs.

M. Cools souhaite que le bureau spécialisé sollicité pour l'étude du Plan communal de mobilité fournisse des données statistiques précises à Beliris, afin de déterminer une politique de mobilité efficace, notamment dans la partie nord de la commune.

Il rappelle que la première motion qu'il ait proposée au Conseil communal, en 1987, visait à maintenir la ligne 26, que la SNCB souhaitait fermer. Suite au vote de cette motion par Uccle, puis par Watermael-Boitsfort et d'autres communes, la SNCB avait accepté de maintenir la ligne si le nombre de voyageurs ne diminuait pas.

M. Cools est donc bien convaincu de l'intérêt du RER, notamment pour la partie sud de la commune.

Mais ceci n'est évidemment pas exclusif des engagements pris pour le métro via la motion, votée par le Conseil communal. Si une étude sérieuse venait à démontrer que le métro n'est pas intéressant, coûte trop cher, etc., il faudrait en prendre acte mais tant que ce n'est pas le cas, Uccle doit jouer le jeu en se mobilisant de manière proactive en faveur du métro.

A Schaerbeek, les quatre partis Défi, PS, MR et Ecolo se sont prononcés en faveur du

métro et ont fini par obtenir la prolongation vers leur commune. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Uccle ?

M. De Bock remarque que le trafic ferroviaire a été conçu surtout pour les navetteurs et que la réduction du nombre de navetteurs par la pratique du télétravail va entraîner une baisse de recettes pour la SNCB, qui va nécessairement se répercuter sur le coût du train.

Le Ministre Gilkinet n'a rien fait pour le déplacement à Uccle de la gare de Linkebeek.

M. Godefroid précise qu'il n'est pas opposé au métro en général mais qu'il a tenu à mettre en évidence une série de critiques relatives au projet de métro nord susceptibles d'être transposées au projet de métro sud.

L'article du Brussels Studies Institute (BSI) évoquait aussi le conflit d'intérêt dû au fait que le bureau chargé de l'étude d'opportunité était censé assurer l'étude de faisabilité au cas où le projet serait estimé opportun.

M. l'Echevin Wyngaard estime que le coût du train ne doit pas se cantonner à des considérations purement financières mais aussi prendre en compte le coût environnemental des différentes options de mobilité.

M. l'Echevin Wyngaard est disposé à relayer une nouvelle fois auprès du Ministre la demande insistante du Conseil communal en faveur du déplacement de la gare de Linkebeek à Uccle mais il faut reconnaître qu'on se heurte à d'importants blocages institutionnels, quoique toutes les formations politiques présentes au Conseil aient eu l'occasion de siéger dans les gouvernements fédéraux.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools over de opvolging van de motie betreffende de uitbreiding van het aanbod aan openbaar vervoer te Ukkel.

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeenteraad in zitting van 26 november 2020 unaniem een motie heeft goedgekeurd om het openbaar vervoersaanbod te versterken. Deze motie vroeg in het bijzonder :

- aan de NMBS, de MIVB, TEC en De Lijn om het openbaar vervoersaanbod in Ukkel verder te versterken, via betere frequenties - vooral 's avonds en in het weekend - en nieuwe lijnen, met bijzondere aandacht voor de wijken die nog slecht bediend worden, om sneller milieuvriendelijkere openbaarvervoermiddelen in te voeren, om het Noctis-aanbod uit te breiden;
- aan het Gewest en de MIVB om een uitbreiding van de metro naar Ukkel te bestuderen (met inbegrip van een verbinding naar de Heldensquare);
- aan het Gewest en de MIVB om snel de mogelijkheid te bestuderen om een busverbinding tussen het zuiden van Ukkel en de ULB via het Ter Kamerenbos tot stand te brengen, bijvoorbeeld door bus 43 door te trekken vanaf zijn eindpunt in Diesdelle, waardoor zowel het Ter Kamerenbos als het universiteitscentrum bediend zouden kunnen worden;
- aan de federale regering en de NMBS om het GEN-project zonder verder uitstel uit te voeren en de frequentie van spoorlijnen 26 en 124 te verbeteren, met name 's avonds en in het weekend.

Welke maatregelen heeft het college genomen om deze doelstellingen te verwezenlijken ? Wanneer werd deze motie toegezonden aan de geadresseerden (minister-president van het Brussels Gewest, eerste minister, federale en gewestelijke

ministers van Mobiliteit, voorzitter van het Brussels Parlement, voorzitter van de NMBS, administrateur-directeur-generaal van de MIVB) ?

Hebben vertegenwoordigers van het college deelgenomen aan vergaderingen met het kabinet van de gewestelijke minister van Mobiliteit en de openbaarvervoersmaatschappijen? Wat zijn de resultaten van deze contacten ?

Zijn er over de uitbreiding van de metro naar Ukkel contacten geweest met de MIVB en de Beliris-eenheid die belast is met de haalbaarheidsstudie van een dergelijke onderneming ? Hebben de gemeentediensten, en met name het bureau dat belast is met de opstelling van het gemeentelijk mobiliteitsplan, nuttige elementen aangereikt voor een dergelijke studie ?

De werkzaamheden voor de verplaatsing van de halte Moensberg op het kruispunt van lijnen 26 en 124 zijn net begonnen.

Wat is de voorziene planning van Infrabel voor deze werken, meer bepaald voor de bouw van de parking ? Zal deze parking gratis zijn voor NMBS-gebruikers ? Is het verzoek om een halte in het Lycée français doorgegeven aan de federale minister van Mobiliteit ?

De h. Godefroid is van mening dat elk initiatief ter ontwikkeling en verbetering van het openbaar vervoer moet worden toegejuicht.

Minister Van den Brandt heeft zich met name ingespannen om bepaalde buslijnen te versterken of nieuwe lijnen te creëren.

Het project voor de uitbreiding van de metro van het noorden naar het zuiden roept echter, ondanks het onmiskenbare belang ervan, een reeks bedenkingen op ten aanzien van de gepastheid, de reële doeltreffendheid en de hoge kosten voor de gewestelijke financiën, waardoor bijvoorbeeld projecten voor de renovatie van sociale woningen zouden moeten worden opgegeven. In een recent artikel van het Brussels Studies Institute (BSI) wordt gewezen op de risico's en belangenconflicten die inherent zijn aan een dergelijk project.

De h. Godefroid verzoekt het college het spooraanbod bij de bevoegde autoriteiten te promoten en met name de 6 stations op het Ukkelse grondgebied te exploiteren.

M. Cornelis zegt dat iedereen weet dat Open VLD aan de basis ligt van de verderuitbreiding van de metro in het Brussels Gewest en hij is er fier op.

Het is niet waar dat er een financiering tekort is en dat de sociale huisvesting vergeten is. M. Cornelis is dus voorstander van de uitbreiding van de metro naar het Zuiden.

De h. De Bock is voorstander van een uitbreiding van de metro zowel naar het noorden als naar het zuiden.

Het was misschien verkeerd van de Ukkelse mandatarissen die zo'n vijftig jaar geleden aan het bewind waren om een negatieve houding aan te nemen, maar dat was omdat zij gekant waren tegen de ontwikkeling van de zuidelijke ring. En de straf was het ontnemen van de metro onder het voorwendsel dat de bevolkingsdichtheid van Ukkel het niet toelaat een metro te hebben.

Toch is Ukkel de grootste gemeente van Brussel wat oppervlakte betreft (23 km²).

De spoorlijnen in Ukkel moeten worden gebruikt door ze aan te sluiten op het MIVB-net, zolang er geen metro is.

Maar het zou een vergissing zijn de metro op grond van de kosten ervan bij voorbaat te veroordelen: als er zelfs geen premetro zou zijn tussen het Albertstation en het stadscentrum, zou de mobiliteit bijzonder beperkt zijn.

Er is niets mis met het betalen van meer belastingen voor snelle en efficiënte alternatieve mobiliteit.

De h. Norré is het ermee eens dat het potentieel van de NMBS-stations in Ukkel moet worden benut, maar vindt dat dit een "niche"-alternatief is, aangezien de frequentie

van de treinreizen beperkt is.

Anderzijds brengt het gebruik van de trein kosten met zich mee die voor de gebruikers verre van verwaarloosbaar zijn, en het gemengde abonnement MIVB-SNCB vergt een toeslag die niet altijd door de werkgevers wordt terugbetaald.

De metro en premetro zijn dus essentieel om Ukkel met de rest van het Brusselse gewest te verbinden.

De h. Desmet wijst erop dat de metroprojecten van het begin van de jaren zeventig niet zijn stopgezet omdat de milieubeschermers ze weigerden, maar omdat er door de eerste oliecrisis geen geld meer was om grote werken te financieren.

In het kader van de bouw van het station Toots Thielemans staat de onderneming Besix voor een dilemma dat de kosten per vierkante centimeter aanzienlijk zal opdrijven, aangezien zij praktisch gedwongen is het Palais du Midi steen voor steen te ontmantelen.

De h. Cohen dringt erop aan dat rekening wordt gehouden met de moeilijkheden van het vervoer van personen met beperkte mobiliteit, voor wie het huidige openbaar vervoer niet is aangepast.

Schepen Wyngaard antwoordt dat een uitbreiding van de metro naar het zuiden niet in de onmiddellijke toekomst kan worden gerealiseerd en dat daarom moet worden nagedacht over ambitieuze maatregelen op het gebied van het openbaar vervoer voor de komende jaren.

Het college heeft zowel formele als informele contacten gelegd met de kabinetten van ministers Van den Brandt en Gilkinet.

Volgens de beschikbare informatie zal Beliris binnenkort een studie laten uitvoeren over de uitbreiding van de metro naar het zuiden.

Wat bussen betreft, is lijn 37 in 2019 ingevoerd. Sindsdien is buslijn 74 toegevoegd aan het aanbod van openbaar vervoer dat Ukkel bedient en zijn er besprekingen gaande met het Gewest, de MIVB en belangstellende gemeenten, overeenkomstig de door de gemeenteraad goedgekeurde motie, om een extra lijn te creëren die Ukkel met de ULB verbindt.

Nu de diagnosefase van het gemeentelijk mobiliteitsplan is afgerond, houden studiebureaus zich bezig met de kwestie van de aanbod van het openbaar vervoer maar er zijn nog geen concrete voorstellen gedaan.

In de komende 2 à 3 jaar zullen werkzaamheden worden ondernomen om het station van Sint-Job toegankelijk te maken voor personen met beperkte mobiliteit (PBM), waarbij een plaat zal worden geplaatst naast de bestaande brug.

Het geplande doorgang onder Kalevoet omvat, naast de trappen, een zachte helling die geschikt is voor personen met beperkte mobiliteit en fietsers.

De werken aan het multimodale knooppunt bij station Moensberg zijn begonnen en zullen naar verwachting rond 2023-2024 worden voltooid. Dit zal verbindingen mogelijk maken tussen lijnen 26 en 124 en zal de metro aantrekkelijker maken.

De NMBS heeft studies ondernomen om het potentieel van lijn 26 te ontwikkelen.

Tijdens de besprekingen die zullen worden gevoerd om het volgende NMBS-vervoersplan op te stellen, zal het probleem van de avond- en weekenddiensten, die voor de pendelaars duidelijk ontoereikend zijn in vergelijking met de diensten overdag, worden aangepakt.

De h. Cools hoopt dat het gespecialiseerde bureau belast met de studie van het gemeentelijk mobiliteitsplan Beliris precieze statistische gegevens zal verstrekken om een doeltreffend mobiliteitsbeleid uit te stippelen, met name in het noordelijke deel van de gemeente.

Hij herinnert eraan dat de eerste motie die hij in 1987 aan de gemeenteraad voorlegde,

het behoud van lijn 26 betrof, die de NMBS wilde sluiten. Na de stemming over deze motie door Ukkel, vervolgens door Watermaal-Bosvoorde en andere gemeenten, had de NMBS ermee ingestemd de lijn te behouden indien het aantal passagiers niet zou dalen.

De h. Cools is dan ook overtuigd van het belang van het GEN, met name voor het zuidelijk deel van de gemeente.

Maar dit is uiteraard niet exclusief de toezeggingen die voor de metro zijn gedaan via de motie die door de gemeenteraad is aangenomen. Als uit een serieuze studie zou blijken dat de metro niet interessant is, te veel kost, enz. moet hiervan akte genomen worden maar zolang dat niet het geval is, moet Ukkel het spel meespelen door zich pro-actief voor de metro uit te spreken.

In Schaarbeek hebben de vier partijen Défi, PS, MR en Ecolo zich voor de metro uitgesproken en uiteindelijk de uitbreiding naar hun gemeente verkregen. Waarom zou in Ukkel niet hetzelfde gebeuren?

De h. De Bock merkt op dat het treinverkeer in de eerste plaats voor pendelaars is ontworpen en dat de vermindering van het aantal pendelaars door telewerken zal leiden tot een daling van de inkomsten voor de NMBS, die noodzakelijkerwijs in de kosten van de trein zal worden doorberekend.

Minister Gilkinet heeft niets gedaan aan de verplaatsing van het station Linkebeek naar Ukkel.

De h. Godefroid verklaart dat hij niet gekant is tegen de metro in het algemeen, maar dat hij de aandacht wilde vestigen op een reeks punten van kritiek met betrekking tot het noordelijke metroproject die op het zuidelijke metroproject kunnen worden overgebracht.

In het artikel van het Brussels Studies Institute (BSI) wordt ook melding gemaakt van het belangenconflict als gevolg van het feit dat het bureau dat belast is met de opportuniteitsstudie geacht werd de haalbaarheidsstudie uit te voeren ingeval het project geschikt werd geacht.

Schepen Wyngaard is van mening dat de kosten van de trein niet beperkt mogen blijven tot zuiver financiële overwegingen, maar dat ook rekening moet worden gehouden met de milieukosten van de verschillende mobiliteitsopties.

Hij is bereid het dringende verzoek van de gemeenteraad om het station van Linkebeek naar Ukkel te verplaatsen aan de minister over te brengen maar men moet erkennen dat er grote institutionele hinderpalen zijn, ook al hebben alle in de raad aanwezige politieke formaties de gelegenheid gehad in federale regeringen te zetelen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le suivi de la motion transport en commun.docx

28.04.2022/A/0045 **Interpellation de M. Cools sur le suivi de la motion sur le terminus du tram 7.**

M. Cools rappelle que le 24 juin 2021, suite à une initiative de Mme Czekalski à laquelle l'ensemble des groupes politiques s'est associé, le Conseil communal a voté, à l'unanimité et en urgence, une motion demandant le réaménagement du terminus de la ligne 7 à la station Albert.

Cette motion demandait à la Région et à la STIB d'entreprendre dans les trois mois à venir toutes les démarches requises afin de garantir l'aménagement du terminus de la

ligne 7 à la station Albert, d'inclure la commune d'Uccle dans les réflexions sur le futur tracé du tram 7 vers Forest, de réaliser les travaux de manière à en minimiser l'impact sur les citoyens ucclois et d'adresser un exemplaire du texte de cette motion aux diverses autorités.

Selon la presse, ce dossier évolue, puisque Bruxelles-Mobilité, la STIB et le Ministre ont annoncé qu'il y avait une solution pour connecter la ligne au futur pôle multimodal de la station Albert.

Le tram 7 serait prolongé jusqu'à l'arrêt Albert grâce à la création d'une 3^{ème} voie à l'intérieur de la station permettant d'accueillir cette ligne supplémentaire.

Cette ligne 7, reliant actuellement le Heyzel-Laeken à Vanderkindere-Uccle, poursuivra donc sa route sur l'avenue Albert et desservira les arrêts Berkendael et Albert.

Cette solution permet d'évacuer temporairement la question de la prolongation et de ses complications. Une extension vers Anderlecht est toujours dans les cartons mais nécessitera davantage de concertations et démarches.

La commune a-t-elle été associée à toutes ces réflexions ?

Le Collège peut-il confirmer la nouvelle annoncée aujourd'hui dans La Dernière Heure ? La commune d'Uccle a-t-elle des contacts réguliers avec la commune de Forest sur le futur tracé du tram 7 ? Le Collège bénéficie-t-il de l'appui du bureau d'études chargé du Plan communal de mobilité pour ces discussions ?

M. l'Echevin Wyngaard confirme qu'une solution a pu être dégagée : à l'étage – 1, il y aura une voie et un terminus supplémentaires qui permettront au tram 7 d'y stationner; et les usagers n'auront qu'à descendre à l'étage – 2 pour emprunter le métro.

Ceci constitue un progrès considérable car les ruptures de charge des correspondances sont très pénalisantes pour les utilisateurs.

Sans un tel dispositif, un citoyen qui voudrait se rendre de l'ULB à Saint-Gilles devrait subir une rupture de charge à Vanderkindere et quelques centaines de mètres plus loin, une autre rupture de charge à Albert.

La mobilisation du Conseil communal via le vote de la motion, les contacts établis par le Collège ainsi que les interpellations de mandataires au sein du Parlement bruxellois, et notamment de Mme Czekalski, ont permis de dégager cette solution, qui devrait être effective d'ici environ 4 ans.

Mme Czekalski considère que le bon sens a fini par triompher.

On ne peut blâmer les Ucclois d'utiliser les voitures si les options alternatives ne sont pas satisfaisantes.

L'amélioration de l'efficacité des transports en commun grâce à cette solution contribuera à la mise en place d'un « modal shift » qui soit de nature à favoriser une organisation plus cohérente de la mobilité.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools over de opvolging van de motie i.v.m. de eindhalte van tramlijn 7.

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeenteraad op 24 juni 2021, na een initiatief van mevr. Czekalski dat door alle fracties werd gesteund, unaniem en met spoed een motie heeft aangenomen waarin werd opgeroepen tot de herinrichting van het eindpunt van lijn 7 bij het station Albert.

In deze motie worden het Gewest en de MIVB verzocht om in de komende drie maanden alle nodige maatregelen te treffen om de inrichting van het eindpunt van lijn 7 aan het Albertstation te garanderen, de gemeente Ukkel te betrekken bij het beraad

over het toekomstige tracé van tramlijn 7 in de richting van Vorst, de werkzaamheden zodanig uit te voeren dat de gevolgen voor de Ukkelaars tot een minimum beperkt blijven en een kopie van de tekst van deze motie aan de verschillende overheden over te maken.

Volgens de pers evolueert dit dossier, nu Brussel Mobiliteit, de MIVB en de minister hebben aangekondigd dat er een oplossing is om de lijn aan te sluiten op het toekomstige multimodale knooppunt van het Albertstation.

Tram 7 zou worden doorgetrokken naar de halte Albert dankzij de aanleg van een derde spoor in het station om deze extra lijn te kunnen vervoeren.

Deze lijn 7, die momenteel van Heyzel-Laeken naar Vanderkindere-Ukkel loopt, zal dus verder rijden langs de Albertlaan en de haltes Berkendael en Albert bedienen.

Deze oplossing maakt tijdelijk een einde aan het probleem van de verlenging en de complicaties ervan. Een verlenging in de richting van Anderlecht zit nog in de pijplijn maar zal verder overleg en actie vereisen.

Is de gemeente bij al deze besprekingen betrokken geweest ?

Kan het college het vandaag in La Dernière Heure aangekondigde nieuws bevestigen? Heeft de gemeente Ukkel regelmatig contact met de gemeente Vorst over het toekomstige tracé van tramlijn 7 ? Kan het college bij deze besprekingen rekenen op de steun van het studiebureau dat belast is met het gemeentelijk mobiliteitsplan ?

Schepen Wyngaard bevestigt dat er een oplossing was gevonden: er zou een extra spoor en eindpunt op niveau -1 komen, waardoor tram 7 daar zou kunnen parkeren, en de gebruikers zouden alleen naar niveau -2 hoeven af te dalen om van de metro gebruik te maken.

Dit is een aanzienlijke verbetering, aangezien de onderbreking van verbindingen zeer nadelig is voor de gebruikers.

Zonder een dergelijk systeem zou een burger die van de ULB naar Sint-Gillis wil reizen, een onderbreking hebben in Vanderkindere en een paar honderd meter verder nog een onderbreking in Albert.

De mobilisatie van de gemeenteraad via de stemming over de motie, de door het college gelegde contacten en de vragen van de Brusselse parlementsleden, en met name van mevr. Czekalski, hebben het mogelijk gemaakt deze oplossing te vinden, die over ongeveer 4 jaar van kracht zou moeten zijn.

Mevr. Czekalski is van mening dat het gezond verstand eindelijk heeft gezegevierd.

Men kan de Ukkelaars niet verwijten dat zij de auto gebruiken als de alternatieve mogelijkheden niet voldoen zijn.

De verbetering van de efficiëntie van het openbaar vervoer met deze oplossing zal bijdragen tot een "modal shift" die een meer coherente organisatie van de mobiliteit zal bevorderen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le suivi de la motion sur le terminus du tram 7.docx

28.04.2022/A/0046 **Interpellation de Mme Czekalski : correspondance entre le tram 7 et la station Albert.**

Mme Czekalski signale que le 18 janvier dernier, elle interrogeait Mme Van den Brandt, Ministre régional de la Mobilité, et lui rappelait l'importance d'amener le tram 7 aussi rapidement que possible jusqu'à la station Albert afin de permettre une

correspondance facile avec le futur métro 3. Le Ministre reconnaissait dans sa réponse que le maintien du terminus à Vanderkindere occasionnerait des correspondances supplémentaires et de mauvaise qualité pour les usagers de la ligne.

Le Ministre signalait aussi que les résultats des études supplémentaires sur l'utilisation exclusive de l'infrastructure existante devraient être présentées au début de cette année. Il s'agirait dans ce cas de transformer les espaces du niveau -1 de la station de manière à y accueillir les trams des lignes 4 et 7.

Pour Mme Czekalsi, il faut veiller à ce que la solution choisie offre aux usagers de la ligne de tram 7 une correspondance confortable et sans contrainte avec la future ligne 3 du métro, et éviter qu'ils n'aient à subir une correspondance supplémentaire place Vanderkindere pour rejoindre la ligne de métro 4. Le confort ne peut être garanti qu'à la condition que la correspondance se fasse dans la station. Cette solution désengorgerait la mobilité au sud de Bruxelles et faciliterait la vie de tous les citoyens qui circulent sur le territoire régional.

Quels sont les détails de la solution, à laquelle on a abouti selon l'interview accordée au journal La Capitale ?

Le Collège peut-il dresser un état des lieux du suivi de la motion ?

M. l'Echevin Wyngaard confirme qu'une solution a pu être dégagée : à l'étage – 1, il y aura une voie et un terminus supplémentaires qui permettront au tram 7 d'y stationner ; et les usagers n'auront qu'à descendre à l'étage – 2 pour emprunter le métro.

Ceci constitue un progrès considérable car les ruptures de charge des correspondances sont très pénalisantes pour les utilisateurs.

Sans un tel dispositif, un citoyen qui voudrait se rendre de l'ULB à Saint-Gilles devrait subir une rupture de charge à Vanderkindere et quelques centaines de mètres plus loin, une autre rupture de charge à Albert.

La mobilisation du Conseil communal via le vote de la motion, les contacts établis par le Collège ainsi que les interpellations de mandataires au sein du Parlement bruxellois, et notamment de Mme Czekalski, ont permis de dégager cette solution, qui devrait être effective d'ici environ 4 ans.

Mme Czekalski considère que le bon sens a fini par triompher.

On ne peut blâmer les Ucclois d'utiliser les voitures si les options alternatives ne sont pas satisfaisantes.

L'amélioration de l'efficacité des transports en commun grâce à cette solution contribuera à la mise en place d'un « modal shift » qui soit de nature à favoriser une organisation plus cohérente de la mobilité.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Czekalski : verbinding tussen tram 7 en het station Albert.

Mevr. Czekalski wijst erop dat zij op 18 januari mevr. Van den Brandt, gewestelijke minister van Mobiliteit, heeft ondervraagd en haar heeft herinnerd aan het belang om de tram 7 zo snel mogelijk naar het station Albert te brengen om een vlotte aansluiting met de toekomstige metro 3 mogelijk te maken. De minister erkende dat handhaving van het eindpunt in Vanderkindere zou leiden tot extra verbindingen van slechte kwaliteit voor de gebruikers van de lijn.

De minister wees er tevens op dat de resultaten van aanvullende studies over het exclusieve gebruik van de bestaande infrastructuur begin dit jaar voorgesteld zouden moeten worden. In dit geval zouden de ruimten op niveau -1 van het station worden omgevormd om plaats te bieden aan de trams van de lijnen 4 en 7.

Voor mevr. Czekalsi moet ervoor worden gezorgd dat de gekozen oplossing de gebruikers van tramlijn 7 een comfortabele en ongehinderde verbinding biedt met de toekomstige metrolijn 3, en dat zij geen extra aansluiting op het Vanderkinderplein hoeven te nemen om metrolijn 4 te bereiken. Comfort kan alleen worden gegarandeerd als de verbinding in het station wordt gemaakt. Deze oplossing zou de mobiliteit in het zuiden van Brussel ontlasten en het leven gemakkelijker maken voor alle burgers die in het gewest reizen.

Wat zijn de details van de oplossing, die volgens het interview aan de krant La Capitale is gevonden ?

Kan het college een update geven van de opvolging van de motie ?

Schepen Wyngaard bevestigt dat er een oplossing was gevonden: er zou een extra spoor en eindpunt op niveau -1 komen, waardoor tram 7 daar zou kunnen parkeren, en de gebruikers zouden alleen naar niveau -2 hoeven af te dalen om van de metro gebruik te maken.

Dit is een aanzienlijke verbetering, aangezien de onderbreking van verbindingen zeer nadelig is voor de gebruikers.

Zonder een dergelijk systeem zou een burger die van de ULB naar Sint-Gillis wil reizen, een onderbreking hebben in Vanderkindere en een paar honderd meter verder nog een onderbreking in Albert.

De mobilisatie van de gemeenteraad via de stemming over de motie, de door het college gelegde contacten en de vragen van de Brusselse parlementsleden, en met name van mevr. Czekalski, hebben het mogelijk gemaakt deze oplossing te vinden, die over ongeveer 4 jaar van kracht zou moeten zijn.

Mevr. Czekalski is van mening dat het gezond verstand eindelijk heeft gezegevierd.

Men kan de Ukkelaars niet verwijten dat zij de auto gebruiken als de alternatieve mogelijkheden niet voldoen zijn.

De verbetering van de efficiëntie van het openbaar vervoer met deze oplossing zal bijdragen tot een "modal shift" die een meer coherente organisatie van de mobiliteit zal bevorderen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Czekalski_Tram7&Motion.docx

Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.

28.04.2022/A/0047

Interpellation de Mme Fraiteur : la prolongation de l'extension des terrasses HoReCa sans demande de permis d'urbanisme, cette année 2022, dans notre commune.

Mme Fraiteur a appris par la presse que la plupart des communes bruxelloises permettent à nouveau l'extension des terrasses horeca sans demande de permis d'urbanisme, comme cela a été le cas ces deux dernières années en raison du covid.

Selon l'article de La Capitale, Bruxelles-Ville, Ixelles, Berchem-Sainte-Agathe, Etterbeek et Auderghem ont prolongé la mesure. Uccle n'y est pas citée.

La commune d'Uccle autorise-t-elle bien l'extension des terrasses horeca sans permis d'urbanisme pour cet été afin d'aider l'horeca ?

Si c'est le cas, va-t-il y avoir une reconduction automatique des permis accordés l'année dernière ?

Les conditions et règlements restent-ils inchangés ou y a-t-il des modifications ?

Quel bilan peut-on tirer des autorisations d'extension de terrasses accordées les années précédentes ?

Quel est le nombre d'extensions accordées et refusées ?

La commune a-t-elle dû procéder au retrait de la permission d'extension de certaines terrasses ? Si c'est le cas, pour quelles raisons ?

Ces extensions de terrasses ont-elles donné lieu à des plaintes de la part du voisinage pour des problèmes de bruit, de mobilité, etc...?

Mme l'Echevin Delwart répond que les extensions de terrasses sont autorisées en vertu d'un règlement pérenne, voté en 2021, qui permet l'installation et l'extension de terrasses pour les établissements horeca sans qu'ils ne doivent payer de redevance, le principe de la gratuité ayant été adopté.

Ce règlement a été voté en 2021 dans le contexte du covid, alors que les établissements horeca ne pouvaient accueillir de la clientèle qu'à l'extérieur en terrasse.

En 2021, les services communaux ont reçu 66 demandes, dont seulement quatre ont été refusées.

Cette année-ci, il y a eu 35 demandes d'extension, dont deux ont été refusées.

Les autorisations sont délivrées par le Bourgmestre, après un avis circonstancié de la police et du service de la voirie.

Vu que l'impact de la pandémie est désormais moins intense, ces avis ont été plus sévères pour cette année-ci que pour l'année dernière.

Dès lors, les espaces autorisés pour les établissements horeca ont été restreints à la taille de leur façade, de manière à limiter l'emprise en voirie et à ne pas supprimer un trop grand nombre de places de parking.

L'administration n'a pas opéré un calcul au mètre près mais ne manquera pas de fournir des données chiffrées.

Les services communaux n'ont pas non calculé le manque à gagner dû à la non-perception d'une tarification au mètre pour l'horeca : le but principal d'une réglementation du stationnement ne consiste pas à engranger des recettes mais à améliorer la qualité de vie.

Les refus d'octroi d'extension de terrasses sont dus à des problème de sécurité ou à un manque d'espace devant l'établissement concerné.

Tous les commerçants ne sont pas nécessairement enchantés par le développement des terrasses car cela supprime des places de parking.

Il faut donc trouver un équilibre, dans le respect de l'intérêt général.

Mais le Collège n'a jamais fait preuve de favoritisme en ce domaine : toutes les demandes relevant de cas similaires sont traitées de la même façon, dans un souci d'équité.

Le règlement permet l'exonération de paiement du 1^{er} avril au 30 octobre.

Néanmoins, en fonction de la localisation de la terrasse, le laps de temps accordé pourrait être réduit dans la mesure où l'organisation de l'un ou l'autre événement nécessiterait une récupération de la voirie. Mais cette décision serait prise en bonne intelligence avec les acteurs concernés.

La sécurité routière devant être assurée, des conditions plus strictes ont été imposées cette année-ci pour les extensions de terrasses, de manière à éviter que celles-ci ne soient heurtées par des véhicules.

M. le Bourgmestre précise qu'en ce domaine, le Collège s'est efforcé d'établir un contrat de confiance avec le secteur horeca afin de garantir la propreté et la tranquillité publique.

Il ajoute qu'en dépit de son étendue, Uccle est une commune plutôt dépourvue de terrasses.

M. De Bock estime qu'il est important de connaître le nombre exact de places parking supprimées pour installer des terrasses. C'est une donnée à prendre en considération pour déterminer la politique du juste milieu qu'entend suivre le Collège et garantir une certaine équité entre les acteurs de l'horeca.

Mme Fraiteur demande quelle est la cause de la réduction des demandes observée en 2022 par rapport à 2021.

Mme l'Echevin Delwart précise que cette évolution est due au covid : lorsqu'on était au cœur de la crise sanitaire, les établissements qui n'avaient pas pour habitude d'accueillir leurs clients en terrasse ont été contraints d'aménager ce dispositif et sont revenus à présent à la situation antérieure.

Le nombre de places de parking supprimées pour des terrasses se situe entre 45 et 50 pour l'ensemble de la commune.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Fraiteur : de verlenging, in 2022, van de maatregel tot het vergroten, zonder bouwvergunning, van de terrassen bij de Horeca in onze gemeente.

Mevr. Fraiteur heeft uit de pers vernomen dat de meeste Brusselse gemeenten opnieuw de uitbreiding van horecaterrassen zonder bouwvergunning toestaan, zoals de afgelopen twee jaar het geval was wegens covid.

Volgens het artikel in La Capitale hebben Brussel-Stad, Elsene, Sint-Agatha-Berchem, Etterbeek en Oudergem de maatregel verlengd. Ukkel wordt niet genoemd.

Staat de gemeente Ukkel werkelijk toe dat de horecaterrassen zonder bouwvergunning worden uitgebreid voor deze zomer om de horeca te helpen ?

Zo ja, zullen de vorig jaar verleende vergunningen dan automatisch worden verlengd ?

Blijven de voorwaarden en reglementen ongewijzigd of zijn er wijzigingen ?

Wat is de balans van de vergunningen voor de uitbreiding van terrassen die in de voorgaande jaren zijn verleend ?

Hoeveel verlengingen zijn er toegekend en hoeveel geweigerd ?

Heeft de gemeente de vergunning voor de uitbreiding van bepaalde terrassen moeten intrekken ? Zo ja, om welke redenen ?

Hebben deze terrasuitbreidingen aanleiding gegeven tot klachten van burens over lawaai, mobiliteit, enz. ?

Schepen Delwart antwoordt dat de uitbreidingen van de terrassen zijn toegestaan op grond van een permanent reglement, in 2021 goedgekeurd en dat de installatie en uitbreiding van terrassen voor horecagelegenheden mogelijk maakt zonder dat deze een vergoeding hoeven te betalen, aangezien het beginsel van vrije toegang is aangenomen.

Dit reglement werd in 2021 aangenomen in het kader van covid, toen horecagelegenheden klanten alleen buiten op het terras mochten ontvangen.

In 2021 ontvingen de gemeentediensten 66 aanvragen, waarvan er slechts vier werden geweigerd.

Dit jaar zijn er 35 aanvragen voor verlenging ingediend, waarvan er twee zijn afgewezen.

De toelatingen worden afgegeven door de burgemeester na een uitvoerig advies van de politie en de dienst Wegen.

Aangezien de gevolgen van de pandemie nu minder hevig zijn, waren deze adviezen dit jaar strenger dan vorig jaar.

Als gevolg daarvan werd de toegestane ruimte voor horecagelegenheden beperkt tot

de grootte van hun voorgevel, om de hoeveelheid ruimte op de weg te beperken en niet te veel parkeerplaatsen op te heffen.

Het bestuur heeft geen berekening tot op de meter nauwkeurig gemaakt, maar zal zeker met cijfers komen.

De gemeentediensten hebben evenmin de inkomstenderving berekend die het gevolg is van het feit dat de horeca niet per meter wordt belast: het hoofddoel van een parkeerreglement is niet het genereren van inkomsten maar wel het verbeteren van de leefomgeving.

Weigeringen om terrassen uit te breiden zijn te wijten aan veiligheidsproblemen of gebrek aan ruimte voor het betrokken etablissement.

Niet alle winkeliers zijn noodzakelijkerwijs gelukkig met de ontwikkeling van terrassen omdat daardoor parkeerplaatsen verloren gaan.

Er moet dus een evenwicht worden gevonden, met inachtneming van het algemeen belang.

Maar het college heeft op dit gebied nooit blijk gegeven van favoritisme: alle aanvragen in soortgelijke gevallen worden eerlijkheidshalve op dezelfde manier behandeld.

Het reglement voorziet in vrijstelling van betaling van 1 april tot en met 30 oktober.

Naar gelang van de ligging van het terras kan de toegestane periode echter worden verkort indien de organisatie van een of andere gebeurtenis het herstel van de rijweg noodzakelijk maakt. Maar dit besluit zou in goed overleg met de betrokken actoren worden genomen.

Aangezien de verkeersveiligheid moest worden gewaarborgd, waren dit jaar strengere voorwaarden opgelegd voor de uitbreiding van terrassen om te voorkomen dat deze door voertuigen zouden worden aangereden.

De burgemeester legt uit dat het college op dit gebied had getracht een vertrouwenscontract met de horecasector op te stellen om de reinheid en de openbare rust te waarborgen.

Hij voegt eraan toe dat Ukkel, ondanks zijn omvang, een gemeente is die niet veel terrassen heeft.

De h. De Bock is van mening dat het belangrijk is te weten hoeveel parkeerplaatsen er precies worden geschrapt om terrassen aan te leggen. Met deze informatie moet rekening worden gehouden om te bepalen welk middenwegbeleid het college wil volgen en om een zekere billijkheid tussen de actoren in de horeca te garanderen.

Mevr. Fraiteur vraagt wat de oorzaak was van de daling van het aantal aanvragen in 2022 ten opzichte van 2021.

Schepen Delwart legt uit dat deze evolutie te wijten was aan covid: toen de gezondheidscrisis op zijn hoogtepunt was, waren etablissementen die hun klanten gewoonlijk niet op het terras ontvingen, gedwongen deze regeling aan te passen en zijn zij nu teruggekeerd naar de vroegere situatie.

Het aantal parkeerplaatsen dat voor terrassen wordt geschrapt, ligt voor de hele gemeente tussen 45 en 50.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Fraiteur - prolongation de l'extension des terrasses sans permis d'urbanisme.docx

Question orale de M. De Bock : les nouvelles terrasses tolérées ou créées ces dernières semaines au détriment du stationnement dans ces quartiers.

M. De Bock rappelle que de nombreuses terrasses ont vu le jour alors que certains établissements bénéficiaient déjà d'espaces importants, ce qui amène d'autres commerçants et riverains à se poser de nombreuses questions face à la diminution du nombre de places en voirie.

Certains restaurants n'obtiennent pas les mêmes avantages que leurs concurrents : manifestement, le « fait du prince » est devenu la règle.

Quel est le nombre de terrasses acceptées formellement par le Collège ? Selon quelles dispositions légales ces décisions ont-elles été prises ?

Pourrait-on disposer de la liste des demandes des établissements, du résultat de ces demandes et des superficies accordées (nombre de m²) ?

Combien de places de parking ont-elles été supprimées de facto ? Pour combien de temps ? Dans quelle proportion cela a-t-il entraîné un manque à gagner pour les recettes de la commune ?

Mme l'Echevin Delwart répond que les extensions de terrasses sont autorisées en vertu d'un règlement pérenne, voté en 2021, qui permet l'installation et l'extension de terrasses pour les établissements horeca sans qu'ils ne doivent payer de redevance, le principe de la gratuité ayant été adopté.

Ce règlement a été voté en 2021 dans le contexte du covid, alors que les établissements horeca ne pouvaient accueillir de la clientèle qu'à l'extérieur en terrasse.

En 2021, les services communaux ont reçu 66 demandes, dont seulement quatre ont été refusées.

Cette année-ci, il y a eu 35 demandes d'extension, dont deux ont été refusées.

Les autorisations sont délivrées par le Bourgmestre, après un avis circonstancié de la police et du service de la voirie.

Vu que l'impact de la pandémie est désormais moins intense, ces avis ont été plus sévères pour cette année-ci que pour l'année dernière.

Dès lors, les espaces autorisés pour les établissements horeca ont été restreints à la taille de leur façade, de manière à limiter l'emprise en voirie et à ne pas supprimer un trop grand nombre de places de parking.

L'administration n'a pas opéré un calcul au mètre près mais ne manquera pas de fournir des données chiffrées.

Les services communaux n'ont pas non calculé le manque à gagner dû à la non-perception d'une tarification au mètre pour l'horeca : le but principal d'une réglementation du stationnement ne consiste pas à engranger des recettes mais à améliorer la qualité de vie.

Les refus d'octroi d'extension de terrasses sont dus à des problèmes de sécurité ou à un manque d'espace devant l'établissement concerné.

Tous les commerçants ne sont pas nécessairement enchantés par le développement des terrasses car cela supprime des places de parking.

Il faut donc trouver un équilibre, dans le respect de l'intérêt général.

Mais le Collège n'a jamais fait preuve de favoritisme en ce domaine : toutes les demandes relevant de cas similaires sont traitées de la même façon, dans un souci d'équité.

Le règlement permet l'exonération de paiement du 1^{er} avril au 30 octobre.

Néanmoins, en fonction de la localisation de la terrasse, le laps de temps accordé pourrait être réduit dans la mesure où l'organisation de l'un ou l'autre événement nécessiterait une récupération de la voirie. Mais cette décision serait prise en bonne intelligence avec les acteurs concernés.

La sécurité routière devant être assurée, des conditions plus strictes ont été imposées

cette année-ci pour les extensions de terrasses, de manière à éviter que celles-ci ne soient heurtées par des véhicules.

M. le Bourgmestre précise qu'en ce domaine, le Collège s'est efforcé d'établir un contrat de confiance avec le secteur horeca afin de garantir la propreté et la tranquillité publique.

Il ajoute qu'en dépit de son étendue, Uccle est une commune plutôt dépourvue de terrasses.

M. De Bock estime qu'il est important de connaître le nombre exact de places parking supprimées pour installer des terrasses. C'est une donnée à prendre en considération pour déterminer la politique du juste milieu qu'entend suivre le Collège et garantir une certaine équité entre les acteurs de l'horeca.

Mme Fraiteur demande quelle est la cause de la réduction des demandes observée en 2022 par rapport à 2021.

Mme l'Echevin Delwart précise que cette évolution est due au covid : lorsqu'on était au cœur de la crise sanitaire, les établissements qui n'avaient pas pour habitude d'accueillir leurs clients en terrasse ont été contraints d'aménager ce dispositif et sont revenus à présent à la situation antérieure.

Le nombre de places de parking supprimées pour des terrasses se situe entre 45 et 50 pour l'ensemble de la commune.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : nieuwe terrassen die de laatste weken gedoogd of aangebracht werden en die ten koste gaan van de parkeergelegenheid in die wijken.

De h. De Bock herinnert eraan dat er veel terrassen zijn aangelegd terwijl sommige etablissementen al over grote ruimten beschikten, wat ertoe leidt dat andere winkeliers en omwonenden veel vragen stellen over de vermindering van het aantal parkeerplaatsen op straat.

Sommige restaurants krijgen niet dezelfde voordelen als hun concurrenten: het is duidelijk dat de "maatregelen van hoger hand" de regel is geworden.

Hoeveel terrassen zijn formeel door het college aanvaard? Volgens welke wettelijke bepalingen werden deze besluiten genomen ?

Kunnen we een lijst krijgen van de door de inrichtingen ingediende aanvragen, het resultaat van deze aanvragen en de toegekende oppervlakten (aantal m²) ?

Hoeveel parkeerplaatsen zijn er de facto verwijderd ? Voor hoelang? In welke mate heeft dit geleid tot een verlies aan inkomsten voor de gemeente ?

Schepen Delwart antwoordt dat de uitbreidingen van de terrassen zijn toegestaan op grond van een permanent reglement, in 2021 goedgekeurd en dat de installatie en uitbreiding van terrassen voor horecagelegenheden mogelijk maakt zonder dat deze een vergoeding hoeven te betalen, aangezien het beginsel van vrije toegang is aangenomen.

Dit reglement werd in 2021 aangenomen in het kader van covid, toen horecagelegenheden klanten alleen buiten op het terras mochten ontvangen.

In 2021 ontvingen de gemeentediensten 66 aanvragen, waarvan er slechts vier werden geweigerd.

Dit jaar zijn er 35 aanvragen voor verlenging ingediend, waarvan er twee zijn afgewezen.

De toelatingen worden afgegeven door de burgemeester na een uitvoerig advies van de politie en de dienst Wegen.

Aangezien de gevolgen van de pandemie nu minder hevig zijn, waren deze adviezen dit jaar strenger dan vorig jaar.

Als gevolg daarvan werd de toegestane ruimte voor horecagelegenheden beperkt tot de grootte van hun voorgevel, om de hoeveelheid ruimte op de weg te beperken en niet te veel parkeerplaatsen op te heffen.

Het bestuur heeft geen berekening tot op de meter nauwkeurig gemaakt, maar zal zeker met cijfers komen.

De gemeentediensten hebben evenmin de inkomstenderving berekend die het gevolg is van het feit dat de horeca niet per meter wordt belast: het hoofddoel van een parkeerreglement is niet het genereren van inkomsten maar wel het verbeteren van de leefomgeving.

Weigeringen om terrassen uit te breiden zijn te wijten aan veiligheidsproblemen of gebrek aan ruimte voor het betrokken etablissement.

Niet alle winkeliers zijn noodzakelijkerwijs gelukkig met de ontwikkeling van terrassen omdat daardoor parkeerplaatsen verloren gaan.

Er moet dus een evenwicht worden gevonden, met inachtneming van het algemeen belang.

Maar het college heeft op dit gebied nooit blijk gegeven van favoritisme: alle aanvragen in soortgelijke gevallen worden eerlijkheidshalve op dezelfde manier behandeld.

Het reglement voorziet in vrijstelling van betaling van 1 april tot en met 30 oktober.

Naar gelang van de ligging van het terras kan de toegestane periode echter worden verkort indien de organisatie van een of andere gebeurtenis het herstel van de rijweg noodzakelijk maakt. Maar dit besluit zou in goed overleg met de betrokken actoren worden genomen.

Aangezien de verkeersveiligheid moest worden gewaarborgd, waren dit jaar strengere voorwaarden opgelegd voor de uitbreiding van terrassen om te voorkomen dat deze door voertuigen zouden worden aangereden.

De burgemeester legt uit dat het college op dit gebied had getracht een vertrouwenscontract met de horecasector op te stellen om de reinheid en de openbare rust te waarborgen.

Hij voegt eraan toe dat Ukkel, ondanks zijn omvang, een gemeente is die niet veel terrassen heeft.

De h. De Bock is van mening dat het belangrijk is te weten hoeveel parkeerplaatsen er precies worden geschrapt om terrassen aan te leggen. Met deze informatie moet rekening worden gehouden om te bepalen welk middenwegbeleid het college wil volgen en om een zekere billijkheid tussen de actoren in de horeca te garanderen.

Mevr. Fraiteur vraagt wat de oorzaak was van de daling van het aantal aanvragen in 2022 ten opzichte van 2021.

Schepen Delwart legt uit dat deze evolutie te wijten was aan covid: toen de gezondheidscrisis op zijn hoogtepunt was, waren etablissementen die hun klanten gewoonlijk niet op het terras ontvingen, gedwongen deze regeling aan te passen en zijn zij nu teruggekeerd naar de vroegere situatie.

Het aantal parkeerplaatsen dat voor terrassen wordt geschrapt, ligt voor de hele gemeente tussen 45 en 50.

De Raad neemt kennis.

M. Hayette avait demandé lors d'une séance antérieure du Conseil communal pourquoi il n'y avait qu'une seule application de stationnement à Uccle, en l'occurrence Yellowbrick. Dans beaucoup de communes, elles sont plus nombreuses. En région bruxelloise, 9 applications de stationnement sont renseignées, dont Yellowbrick, 4411, OpnGo, Flowbird, ParkMobile, etc.

En région flamande, la commune de Koksijde propose 5 applications différentes pour payer le parking en rue : OpnGo, 4411, Easypark, Yellowbrick et Parkmobile.

Selon les informations disponibles sur le site de Yellowbrick, cette application présente les avantages suivants : elle est disponible dans plusieurs villes belges, elle permet d'ajouter certaines zones en favoris et elle indique les différents parcmètres à proximité.

La liste des inconvénients est plus longue : il faut déboursier 10 € pour les frais d'activation; c'est une des applications les plus chères du marché; elle est uniquement disponible en rue; l'inscription, relativement longue, est obligatoire avant de découvrir l'application.

Y a-t-il une clause d'exclusivité entre la société Yellowbrick et la commune d'Uccle ? Quel est l'avantage d'avoir une seule application ? Est-il prévu d'élargir le nombre d'applications disponibles sur le territoire communal ? Pourrait-on obtenir une copie de la convention entre la commune et Yellowbrick ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il est possible de régler le stationnement par un paiement cash ou bancontact à l'horodateur ou par l'application Yellowbrick.

L'application Yellowbrick était une option proposée dans l'accord-cadre conclu avec la société Rauwers, et le Collège y a adhéré pour offrir ce service supplémentaire à la population.

L'avantage majeur de cette application réside dans le fait que le paiement correspond à la durée de stationnement réelle et qu'il n'y a plus lieu de se demander si l'horodateur a été suffisamment alimenté.

Cette application présente aussi l'intérêt d'être en vigueur dans la majorité des communes bruxelloises (14 des 19 communes), et avec le code 1180, il n'est pas nécessaire d'acquitter la somme de 10 €.

Il n'y a aucune exclusivité dans la convention : le Collège n'est pas opposé à l'intervention d'autres opérateurs.

Il convient cependant de se demander si cela induirait un coût pour la commune. L'introduction du dispositif 4411 réduirait les recettes de plusieurs dizaines de milliers d'euros par an.

Le Collège va rencontrer dans les prochaines semaines les responsables de la société Seety pour examiner si leur application constituerait une alternative intéressante.

M. l'Echevin Wyngaard signale à cet égard que le pourcentage sur les recettes prélevé par Yellowbrick a été revu à la baisse par rapport aux prévisions de 2015-2016.

Le quart d'heure gratuit est proposé via l'application Yellowbrick mais n'y est pas intégré.

M. l'Echevin Wyngaard est évidemment tout à fait disposé à transmettre au Conseil communal le texte de la convention.

M. Hayette estime que les citoyens devraient avoir la possibilité de choisir entre plusieurs opérateurs.

Par ailleurs, la présence d'un seul opérateur pourrait constituer une barrière pour les non-Ucclois se rendant à Uccle.

M. Cools se réjouit de constater que le paiement avec des pièces de monnaie demeure possible.

Il n'est pas partisan de l'abandon de Yellowbrick mais de l'offre d'une seconde application si cela s'avère intéressant.

M. Cools invite le Collège à plaider auprès de la Région pour la déduction du quart d'heure gratuit.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que le Collège est tout à fait ouvert à l'idée de disposer de plusieurs applications, pour autant que ce soit techniquement possible et financièrement défendable.

Il n'est pas question d'abandonner les paiements par pièces de monnaie, quoique l'on constate d'année en année une augmentation des paiements via l'application Yellowbrick.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : parkeerapps.

De h. Hayette had tijdens een vorige vergadering van de gemeenteraad gevraagd waarom er slechts één parkeerapplicatie was in Ukkel, namelijk Yellowbrick. In veel gemeenten zijn er meer. In het Brusselse gewest zijn 9 parkeerapplicaties opgenomen, waaronder Yellowbrick, 4411, OpnGo, Flowbird, ParkMobile, enz.

In het Vlaamse gewest biedt de gemeente Koksijde 5 verschillende applicaties aan om te betalen voor straatparkeren: OpnGo, 4411, Easypark, Yellowbrick en Parkmobile.

Volgens de informatie op de website van Yellowbrick heeft deze applicatie de volgende voordelen: ze is beschikbaar in verschillende Belgische steden, laat toe om bepaalde zones als favoriet toe te voegen en geeft de verschillende parkeerautomaten in de buurt aan.

De lijst van nadelen is langer: men moet € 10 betalen voor de activeringskosten; het is een van de duurste applicaties op de markt; het is alleen op straat beschikbaar; registratie, die relatief lang is, is verplicht voordat u de applicatie kunt ontdekken.

Is er een exclusiviteitsclausule tussen Yellowbrick en de gemeente Ukkel ? Wat is het voordeel van slechts één applicatie ? Zijn er plannen om het aantal beschikbare applicaties in de gemeente uit te breiden ? Kunnen we een kopie krijgen van de overeenkomst tussen de gemeente en Yellowbrick ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het mogelijk is om contant of met bancontact te betalen bij de parkeerautomaat of via de Yellowbrick-applicatie.

De Yellowbrick-applicatie was een optie die werd voorgesteld in de kaderovereenkomst met de onderneming Rauwers en het college heeft zich hierbij aangesloten om deze extra dienst aan de bevolking te kunnen aanbieden.

Het grote voordeel van deze applicatie is dat de betaling overeenstemt met de werkelijke parkeertijd en dat men zich geen zorgen meer hoeft te maken over de vraag of de parkeerautomaat wel voldoende is opgeladen.

Een ander voordeel van deze applicatie is dat ze van kracht is in de meeste Brusselse gemeenten (14 van de 19 gemeenten), en met de code 1180 is het niet nodig om de retributie van € 10 te betalen.

De overeenkomst bevat geen exclusiviteit: het college verzet zich niet tegen de tussenkomst van andere operatoren.

Het is echter het overwegen waard of dit kosten voor de gemeente met zich meebrengt. De invoering van de 4411-regeling zou de inkomsten met enkele tienduizenden euro's per jaar doen dalen.

Het college zal in de komende weken een ontmoeting hebben met Seety om na te gaan of hun applicatie een interessant alternatief zou zijn.

In dit verband wijst de schepen erop dat het percentage van de door Yellowbrick geïnde inkomsten is gedaald ten opzichte van de prognoses voor 2015-2016.

Het gratis kwartier wordt aangeboden via de Yellowbrick-applicatie, maar is daarin niet geïntegreerd.

De schepen is uiteraard bereid de tekst van de overeenkomst over te maken aan de gemeenteraad.

De h. Hayette is van mening dat de burger moet kunnen kiezen tussen verschillende operatoren.

Bovendien zou de aanwezigheid van slechts één operator een belemmering kunnen vormen voor niet-inwoners van Ukkel die naar Ukkel reizen.

De h. Cools is tevreden dat betaling met munten nog steeds mogelijk is.

Hij was er niet voor om Yellowbrick op te geven maar om een tweede applicatie aan te bieden als die interessant was.

De h. Cools verzoekt het college bij het Gewest te pleiten voor de aftrek van het gratis kwartier.

Schepen Wyngaard herinnert eraan dat het college best openstaat voor het idee van meerdere applicaties zolang het technisch mogelijk en financieel verdedigbaar is.

Er is geen sprake van om muntbetalingen af te schaffen, hoewel er jaar na jaar een toename is van betalingen via de Yellowbrick-applicatie.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Hayette - applications stationnement.docx

28.04.2022/A/0050

Question orale de M. Cools : le règlement par des applications du stationnement payant.

M. Cools rappelle que les applications smartphone sont de plus en plus utilisées pour le règlement des redevances de stationnement en voirie. Elles sont faciles d'usage et, contrairement aux horodateurs, elles permettent un stationnement payant à la minute. Certaines applications indiquent les différentes zones de parking sur la carte (gratuit, zones bleues, zones horodateurs et leurs tarifs). Ceci permet aux automobilistes de trouver à tout moment la zone de stationnement la plus avantageuse à proximité.

Malheureusement, il n'y a pas une application unique pour l'ensemble des communes bruxelloises.

Bizarrement, la commune d'Uccle autorise seulement l'application la plus chère, celle de la société Yellowbrick, pour le règlement des redevances de stationnement, et non les alternatives agréées dans d'autres communes bruxelloises comme Seety.

De plus, le quart d'heure gratuit n'est pas décompté.

La commune ne peut-elle imposer une telle déduction ?

Le Collège envisage-t-il d'autres applications que Yellowbrick ou le basculement de Yellowbrick vers des applications telles que Seety ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il est possible de régler le stationnement par un paiement cash ou bancontact à l'horodateur ou par l'application Yellowbrick.

L'application Yellowbrick était une option proposée dans l'accord-cadre conclu avec la société Rauwers, et le Collège y a adhéré pour offrir ce service supplémentaire à la population.

L'avantage majeur de cette application réside dans le fait que le paiement correspond à la durée de stationnement réelle et qu'il n'y a plus lieu de se demander si l'horodateur a été suffisamment alimenté.

Cette application présente aussi l'intérêt d'être en vigueur dans la majorité des communes bruxelloises (14 des 19 communes), et avec le code 1180, il n'est pas nécessaire d'acquitter la somme de 10 €.

Il n'y a aucune exclusivité dans la convention : le Collège n'est pas opposé à l'intervention d'autres opérateurs.

Il convient cependant de se demander si cela induirait un coût pour la commune. L'introduction du dispositif 4411 réduirait les recettes de plusieurs dizaines de milliers d'euros par an.

Le Collège va rencontrer dans les prochaines semaines les responsables de la société Seety pour examiner si leur application constituerait une alternative intéressante.

M. l'Echevin Wyngaard signale à cet égard que le pourcentage sur les recettes prélevé par Yellowbrick a été revu à la baisse par rapport aux prévisions de 2015-2016.

Le quart d'heure gratuit est proposé via l'application Yellowbrick mais n'y est pas intégré.

M. l'Echevin Wyngaard est évidemment tout à fait disposé à transmettre au Conseil communal le texte de la convention.

M. Hayette estime que les citoyens devraient avoir la possibilité de choisir entre plusieurs opérateurs.

Par ailleurs, la présence d'un seul opérateur pourrait constituer une barrière pour les non-Ucclois se rendant à Uccle.

M. Cools se réjouit de constater que le paiement avec des pièces de monnaie demeure possible.

Il n'est pas partisan de l'abandon de Yellowbrick mais de l'offre d'une seconde application si cela s'avère intéressant.

M. Cools invite le Collège à plaider auprès de la Région pour la déduction du quart d'heure gratuit.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que le Collège est tout à fait ouvert à l'idée de disposer de plusieurs applications, pour autant que ce soit techniquement possible et financièrement défendable.

Il n'est pas question d'abandonner les paiements par pièces de monnaie, quoique l'on constate d'année en année une augmentation des paiements via l'application Yellowbrick.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : betaalapps voor het betalend parkeren.

De h. Cools herinnert eraan dat steeds vaker gebruik wordt gemaakt van smartphoneapplicaties voor de betaling van parkeergeld op straat. Ze zijn gemakkelijk te gebruiken en, in tegenstelling tot parkeerautomaten, kan er per minuut worden betaald. Sommige applicaties tonen de verschillende parkeerzones op de kaart (gratis, blauwe zones, zones met parkeerautomaten en hun tarieven). Zo kunnen bestuurders op elk moment de meest voordelige parkeerzone in de buurt vinden.

Helaas bestaat er niet één enkele applicatie voor alle Brusselse gemeenten.

Vreemd genoeg laat de gemeente Ukkel voor de betaling van parkeergelden alleen de duurste applicatie toe, die van het bedrijf Yellowbrick, en niet de alternatieven die in andere Brusselse gemeenten zijn goedgekeurd, zoals Seety.

Bovendien wordt het gratis kwartier niet meegeteld.

Kan de gemeente een dergelijke aftrek niet opleggen ?

Overweegt het college andere applicaties dan Yellowbrick of over te stappen van Yellowbrick op applicaties zoals Seety ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het mogelijk is om contant of met bancontact te betalen bij de parkeerautomaat of via de Yellowbrick-applicatie.

De Yellowbrick-applicatie was een optie die werd voorgesteld in de kaderovereenkomst met de onderneming Rauwers en het college heeft zich hierbij aangesloten om deze extra dienst aan de bevolking te kunnen aanbieden.

Het grote voordeel van deze applicatie is dat de betaling overeenstemt met de werkelijke parkeertijd en dat men zich geen zorgen meer hoeft te maken over de vraag of de parkeerautomaat wel voldoende is opgeladen.

Een ander voordeel van deze applicatie is dat ze van kracht is in de meeste Brusselse gemeenten (14 van de 19 gemeenten), en met de code 1180 is het niet nodig om de retributie van € 10 te betalen.

De overeenkomst bevat geen exclusiviteit: het college verzet zich niet tegen de tussenkomst van andere operatoren.

Het is echter het overwegen waard of dit kosten voor de gemeente met zich meebrengt. De invoering van de 4411-regeling zou de inkomsten met enkele tienduizenden euro's per jaar doen dalen.

Het college zal in de komende weken een ontmoeting hebben met Seety om na te gaan of hun applicatie een interessant alternatief zou zijn.

In dit verband wijst de schepen erop dat het percentage van de door Yellowbrick geïnde inkomsten is gedaald ten opzichte van de prognoses voor 2015-2016.

Het gratis kwartier wordt aangeboden via de Yellowbrick-applicatie, maar is daarin niet geïntegreerd.

De schepen is uiteraard bereid de tekst van de overeenkomst over te maken aan de gemeenteraad.

De h. Hayette is van mening dat de burger moet kunnen kiezen tussen verschillende operatoren.

Bovendien zou de aanwezigheid van slechts één operator een belemmering kunnen vormen voor niet-inwoners van Ukkel die naar Ukkel reizen.

De h. Cools is tevreden dat betaling met munten nog steeds mogelijk is.

Hij was er niet voor om Yellowbrick op te geven maar om een tweede applicatie aan te bieden als die interessant was.

De h. Cools verzoekt het college bij het Gewest te pleiten voor de aftrek van het gratis kwartier.

Schepen Wyngaard herinnert eraan dat het college best openstaat voor het idee van meerdere applicaties zolang het technisch mogelijk en financieel verdedigbaar is.

Er is geen sprake van om muntbetalingen af te schaffen, hoewel er jaar na jaar een toename is van betalingen via de Yellowbrick-applicatie.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0051 **Interpellation de M. Hayette : les clubs de sport et les voisins.**

M. Hayette signale que, dans son numéro de mars 2022, la revue de l'Association des comités de quartier ucclóis (ACQU) rappelle l'urgence de trouver des solutions pour

les habitants vivant à proximité d'un terrain de sport. L'enquête du magazine porte sur trois terrains de sport : le Centre sportif André Deridder, la Smash Academy installée entre la chaussée de Saint-Job et le Dieweg et le Racing, club privé situé entre le Vivier d'Oie et le Fort-Jaco.

Les problèmes, très similaires pour l'ensemble des clubs sportifs, relèvent du bruit, des voitures, de l'éclairage et des incivilités. Il y a un vrai problème de voisinage, faute d'un réel dialogue entre les riverains et les clubs de sport. Il n'y a pas lieu de dresser un ordre de priorité, mais c'est sans doute le Centre André Deridder qui pose le plus de difficultés. Les multiples réunions organisées depuis de nombreuses années entre la commune, les riverains et les clubs de sport tout comme les solutions avancées n'ont en rien amélioré la vie des riverains, et certaines propositions ont même aggravé la situation.

Le magazine de l'ACQU propose de conscientiser les membres et supporters des clubs à la nécessité de respecter le voisinage et de désigner un responsable chargé de rétablir l'ordre et de mettre fin aux débordements. De telles solutions peuvent améliorer la situation mais ne sont probablement pas suffisantes.

L'éclairage pourrait être réduit par le placement d'un cache sur la coupole des spots proches des habitations.

Le placement de bollards n'a pas vraiment résolu le problème du parking puisqu'il a conduit au déplacement des voitures dans les rues avoisinantes, ce qui gêne encore davantage les riverains en les privant de places de parking déjà rares.

Pour éviter les nuisances sonores, on pourrait regrouper les matches et les entraînements sur quelques jours, de manière à ce que les riverains puissent bénéficier de temps à autre d'un dimanche calme.

La commune doit se mobiliser pour éviter le déménagement des riverains et la dépréciation de la valeur des immeubles proches de ces clubs sportifs. La solution pourrait consister en une réglementation communale ou en l'établissement d'horaires qui prennent en compte la tranquillité des voisins.

Quelles seront les prochaines initiatives du Collège pour répondre aux inquiétudes des riverains des clubs sportifs ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège est très conscient de la nécessité de trouver un équilibre entre la pratique des sports de plein air et le respect de la quiétude des riverains.

La marge de manœuvre du Collège est évidemment plus réduite lorsque les problèmes surviennent dans des clubs privés situés sur des terrains privés que lorsqu'il s'agit de centres sportifs relevant de l'administration communale. M. l'Echevin Wyngaard invite les habitants victimes de tapage nocturne de la part de clubs privés à solliciter l'intervention des services de police.

Pour ce qui concerne le centre André Deridder, les horaires en vigueur imposent un arrêt des entraînements à 21h15 et l'éclairage s'éteint automatiquement à 21h30. Les fermetures ne sont pas aussi précoces dans les autres centres sportifs, qu'il s'agisse des centres privés ou du complexe Neerstalle sous gestion communale, où les entraînements s'achèvent à 22h00.

De même, les matches du dimanche matin ne commencent qu'à 10h00 au Centre André Deridder, alors que dans de nombreux clubs, ils débutent dès 08h30.

En outre, le Collège n'accepte pas le développement de nouvelles activités dans ce centre sportif, quoique de nombreux clubs et associations viennent régulièrement frapper à la porte pour bénéficier de ses infrastructures.

Un panneau mentionnant les plages horaires occupées est placardé à l'entrée du site.

Néanmoins, M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que ces horaires n'ont pas toujours été respectés au cours des dernières semaines. Le service des Sports ne manquera de contacter les clubs occupant le Centre sportif André Deridder pour leur rappeler leurs obligations en la matière.

Les terrains en billes de caoutchouc seront remplacés prochainement par des terrains en liège afin de réduire les nuisances sonores dans ce secteur proche d'une zone Natura 2000.

L'éclairage du terrain du fond a été réduit de moitié afin de limiter l'impact lumineux sur les habitations.

Quoi qu'il en soit, le Collège veille à établir une concertation régulière entre les clubs sportifs et les comités de quartier.

M. Hayette estime qu'un déplacement de la cafétaria de l'autre côté du terrain permettrait d'atténuer le bruit.

Il conviendrait aussi de réduire la durée de la « 3^{ème} mi-temps ».

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : de sportclubs en hun burens.

De h. Hayette meldt dat het tijdschrift van de Association des comités de quartier ucclois (ACQU) in het nummer van maart 2022 herinnert aan de dringende noodzaak om oplossingen te vinden voor omwonenden van een sportveld. Het onderzoek van het tijdschrift is toegespitst op drie sportterreinen: het centrum André Deridder, de Smash Academy tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Dieweg en Racing, een privéclub gelegen tussen Diesdelle en Fort-Jaco.

De problemen, die voor alle sportclubs zeer gelijklopend zijn, hebben betrekking op lawaai, auto's, verlichting en asociaal gedrag. Er is een echt probleem met de burens, want er is geen echte dialoog tussen de omwonenden en de sportclubs. Het is niet nodig een rangorde aan te geven maar het centrum André Deridder is ongetwijfeld het moeilijkst. De vele vergaderingen die in de loop der jaren zijn gehouden tussen de gemeente, de omwonenden en de sportclubs, en de oplossingen die zijn aangedragen, hebben het leven van de omwonenden niet verbeterd, en sommige voorstellen hebben de situatie zelfs verslechterd.

In het ACQU-magazine wordt voorgesteld de leden en supporters van de club bewust te maken van de noodzaak de buurt te respecteren en een persoon aan te wijzen die verantwoordelijk is voor het herstellen van de orde en het beëindigen van overlast. Dergelijke oplossingen kunnen de situatie verbeteren maar zijn waarschijnlijk niet voldoende.

De verlichting zou kunnen worden verminderd door een afdekking te plaatsen op de koepel van de spots in de buurt van huizen.

Het plaatsen van paaltjes heeft het parkeerprobleem niet echt opgelost, aangezien het heeft geleid tot de verplaatsing van auto's naar de aangrenzende straten, wat de bewoners nog meer overlast bezorgt doordat hun de toch al schaarse parkeerplaatsen worden ontnomen.

Om geluidsoverlast te voorkomen, zouden wedstrijden en trainingen over een paar dagen kunnen worden gegroepeerd, zodat de omwonenden af en toe van een rustige zondag kunnen genieten.

De gemeente moet maatregelen nemen om te voorkomen dat bewoners wegtrekken en dat de waarde van woningen in de buurt van deze sportclubs daalt. De oplossing zou een gemeentelijk reglement kunnen zijn of de vaststelling van tijdschema's die rekening houden met de rust van de burens.

Wat gaat het college nu doen om de bezorgdheid van de omwonenden van sportclubs weg te nemen ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college zich terdege bewust is van de noodzaak een evenwicht te vinden tussen de beoefening van buitensporten en het respect voor de rust van de omwonenden.

De speelruimte van het college is uiteraard beperkter wanneer het gaat om problemen bij particuliere clubs op privéterrein dan wanneer het gaat om sportcentra die onder de bevoegdheid van het gemeentebestuur vallen. Schepen Wyngaard verzoekt bewoners die het slachtoffer zijn van nachtelijke overlast door privéclubs om tussenkomst van de politie te vragen.

Wat het André Deridder-centrum betreft, is in de huidige dienstregeling bepaald dat de training om 21.15 uur moet worden beëindigd en dat de verlichting om 21.30 uur automatisch wordt uitgeschakeld. De andere sportcentra, zowel particuliere als het Neerstallecomplex, dat door de gemeente wordt beheerd, sluiten niet zo vroeg als het centrum André Deridder, waar de trainingen om 22 uur eindigen.

Evenzo beginnen de wedstrijden op zondagmorgen pas om 10 uur in het centrum André Deridder, terwijl ze in veel clubs al om 8.30 uur beginnen.

Bovendien aanvaardt het college niet dat in dit sportcentrum nieuwe activiteiten worden ontwikkeld, hoewel tal van clubs en verenigingen regelmatig aankloppen om van de faciliteiten gebruik te maken.

Bij de ingang van het terrein is een bord geplaatst waarop de bezette tijdstippen zijn aangegeven.

Niettemin erkent schepen Wyngaard dat deze tijden de afgelopen weken niet altijd in acht zijn genomen. De dienst Sport zal contact opnemen met de clubs die het centrum André Deridder bezetten om hen te herinneren aan hun verplichtingen in dit verband.

De rubbervelden zullen binnenkort worden vervangen door kurkvelden om de geluidsoverlast in dit gebied, dat dicht bij een Natura 2000-gebied ligt, te verminderen.

De verlichting op het achterterrein is gehalveerd om het effect van de lichtinval op de huizen te verminderen.

In ieder geval zorgt het college ervoor dat er regelmatig overleg is tussen de sportclubs en de buurtcomités.

De h. Hayette zegt dat het verplaatsen van de cafetaria naar de andere kant van het veld zou helpen om het lawaai te verminderen.

De duur van de "3de helft" moet ook worden verkort.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Les clubs de sport et les voisins.docx

Cécile Egrix quitte la séance / verlaat de zitting.

28.04.2022/A/0052 **Interpellation de M. Hayette : la lutte contre le changement climatique.**

M. Hayette rappelle qu'à la fin du mois de février, le GIEC a diffusé le rapport du groupe de travail II sur l'évolution du climat. Ce rapport lance un très sérieux avertissement sur les conséquences de l'inaction en montrant que le changement climatique fait peser une grave menace sur notre bien-être et la santé de la planète.

Plus récemment, le Forum des jeunes a déposé son rapport sur l'implication des jeunes dans la lutte contre le changement climatique. Les deux événements n'ont pas la même portée, mais les deux rapports font le même constat, et les jeunes enjoignent les mandataires politiques de sortir de leur torpeur.

Les mesures prises dans les différents pays ont de quoi interpellier parce que le rythme adopté est beaucoup trop lent pour répondre à l'urgence des constats posés par les scientifiques du GIEC. Il n'est pas possible de sauver le monde à l'échelon local mais, même à son niveau, Uccle dispose d'une capacité d'action dans la lutte contre le

changement climatique.

Beaucoup de mesures préconisées dans le document des jeunes peuvent être appliquées directement par la commune, et ce d'autant plus qu'elles tiennent compte de la dimension sociale : campagnes de publicité pour la production locale, redistribution des invendus vers les publics les plus précarisés, conseils pour l'isolation des logements. À cet égard, M. Hayette fait siens les propos du porte-parole du Forum des jeunes lors de la présentation du rapport : « L'écologie sans justice sociale, c'est du jardinage ».

Dans l'attente des résultats de la Commission consultative communale, quelles conclusions le Collège tire-t-il du rapport du Forum des jeunes ? Quelles mesures prônées par ce rapport pourraient être reprises par la commune ?

M. Desmet estime qu'un changement de paradigme est impératif pour éviter la catastrophe.

La prise de conscience du problème est bien présente mais il manque visiblement un chaînon pour passer à l'action concrète à tous les niveaux.

Lorsqu'on touche au confort individuel en mettant en place des dispositifs efficaces et pérennes, on se heurte souvent avec des arguments tels que « c'est trop tard », « C'est impossible pour moi » ou « La technologie résoudra tout », épinglés d'ailleurs dans le rapport.

Lorsque les autorités politiques locales se mobilisent en instaurant des péages, en adaptant les voiries, en limitant la vitesse, en adoptant des réglementations plus strictes visant à dissuader l'utilisation du véhicule individuel, elles se heurtent trop souvent à des blocages motivés par un opportunisme politique à courte vue.

Il n'en demeure pas moins que le niveau local dispose de nombreux leviers pour s'engager dans la lutte contre le changement climatique.

La politique menée par le Collège va dans ce sens.

M. Cools précise que tous les membres du Conseil communal sont convaincus de la nécessité de lutter contre le changement climatique, et cette conviction s'est traduite par le vote de deux motions à l'unanimité au cours de cette législature.

La conscience existe aussi au niveau européen avec l'adoption du « Green Deal » par le Parlement européen.

Mais selon M. Cools, il y a deux manières de concevoir la lutte contre le réchauffement climatique : la première, fondée sur l'écologie punitive, en faveur de la décroissance, est vouée à l'échec; la seconde, fondée sur l'écologie positive, en faveur du développement durable, peut produire des résultats.

Donc, pour mettre en œuvre des mesures nouvelles, en dehors de toutes celles qui ont déjà été décidées dans le cadre de l'Agenda 21, le Conseil communal ne pourra recueillir l'adhésion de la population qu'à la condition de toujours mener les débats en son sein en recherchant le consensus le plus large possible.

Par ailleurs, M. Cools ne partage pas les réserves de M. Desmet à l'égard des nouvelles technologies, qui, dans certains cas, peuvent s'avérer bénéfiques pour l'environnement (par exemple le remplacement des moteurs thermiques par des moteurs électriques ou à hydrogène pour les voitures).

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le Collège accorde une grande attention à l'implication des jeunes dans la lutte contre le dérèglement climatique.

À la demande des « Jeunes pour le climat », un arbre a été planté devant le Centre culturel d'Uccle en 2019.

L'étude de vulnérabilité et de risques a été réalisée par des étudiants en master en sciences et gestion de l'environnement.

L'Assemblée citoyenne pour le climat est accessible aux citoyens dès l'âge de 16 ans.

Sous l'impulsion des échevines Perrine Ledan et Valentine Delwart, les Etats

généraux de la jeunesse, organisés en ce moment, s'adressent aux jeunes de 12 à 26 ans et se clôtureront par un forum le 21 mai prochain à la Ferme Rose. Plusieurs partenaires prennent part à l'organisation d'ateliers dans le cadre de ces états généraux : le PAS, les équipes de prévention du Melkriek et du Homborch, la maison de jeunes Antirides, certaines écoles communales...

Sous l'égide du Ministre Philippe Henry, le Forum des jeunes du 19 avril a exprimé l'opinion des jeunes sur 5 thématiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan Air/Climat/Energie de la Région wallonne : consommer, se déplacer, se loger, produire et se former.

Les thématiques qui émergent de l'Assemblée citoyenne pour le climat sont très voisines : activités économiques publiques et privées, adaptation, résilience, bâtiments énergétiques, consommation des ménages, mobilité, transports, patrimoine financier.

La commune a concrétisé la volonté de mesures politiques significatives de la part des jeunes, exprimée dans le Forum des jeunes, en élaborant un plan de 30 actions qui aient un réel impact à l'échelle locale.

Par ailleurs, comme la thématique du climat ne doit pas opposer les générations, le Conseil consultatif des aînés envisage de mener à bien un projet d'échanges sur ce sujet entre seniors et jeunes.

M. Hayette a eu raison de rappeler que tous les publics ne sont pas affectés de la même manière par le dérèglement climatique. C'est pourquoi le Collège a demandé au bureau d'études de prendre en compte la spécificité du territoire ucclois, et notamment la structuration de ses différents quartiers en fonction de leur niveau socio-économique.

Dans leur étude sur la vulnérabilité et les risques, les étudiants ont d'ailleurs tenu compte de ce type d'indicateurs : ils ont travaillé sur une échelle plus petite (par îlot plutôt que par quartier) et ont pris en considération des facteurs tels que la densité de population, le revenu médian, les types de logement, la part des personnes isolées de 65 ans et +, le coefficient de dépendance des personnes âgées, la part de population à proximité d'un espace vert accessible au public...

M. Hayette estime qu'il faut se focaliser sur les mesures qui sont susceptibles d'être mises en œuvre directement. Il faut viser à une efficacité immédiate sans nécessairement chercher à tout prix à faire du prosélytisme.

M. Cools insiste pour qu'indépendamment des réflexions en cours, on poursuive la mise en œuvre de l'Agenda 21.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : strijd tegen de klimaatverandering.

De h. Hayette herinnerde eraan dat het IPCC eind februari het rapport van Werkgroep II inzake klimaatverandering heeft vrijgegeven. Dit verslag geeft een zeer ernstige waarschuwing over de gevolgen van niet-handelen door aan te tonen dat de klimaatverandering een ernstige bedreiging vormt voor ons welzijn en de gezondheid van de planeet.

Meer recentelijk heeft het Jeugdforum zijn verslag over de betrokkenheid van jongeren bij de strijd tegen de klimaatverandering ingediend. De twee gebeurtenissen hebben een verschillende reikwijdte maar beide verslagen maken hetzelfde punt en jongeren roepen politici op wakker te worden.

De maatregelen die in de verschillende landen zijn genomen, zijn verontrustend omdat het aangenomen tempo veel te traag is om in te spelen op de urgentie van de bevindingen van de IPCC-wetenschappers. Op lokaal niveau kan de wereld niet worden gered, maar zelfs op eigen niveau heeft Ukkel de capaciteit om op te treden in

de strijd tegen de klimaatverandering.

Veel van de in het jeugddocument aanbevolen maatregelen kunnen rechtstreeks door de gemeente worden toegepast, vooral omdat zij rekening houden met de sociale dimensie: reclamecampagnes voor lokale productie, herverdeling van onverkochte goederen aan de meest kwetsbaren, advies over het isoleren van woningen. In dit verband sluit de h. Hayette zich aan bij de woorden van de woordvoerder van het Jeugdforum bij de voorstelling van het verslag: "Ecologie zonder sociale rechtvaardigheid is slechts tuinieren".

Welke conclusies trekt het college, in afwachting van de resultaten van de gemeentelijke adviescommissie, uit het verslag van het Jeugdforum? Welke in het verslag bepleite maatregelen zouden door de gemeente kunnen worden genomen ?

De h. Desmet is van mening dat een paradigmaverschuiving noodzakelijk is om een ramp te voorkomen.

Men is zich bewust van het probleem, maar er ontbreekt een link naar concrete actie op alle niveaus.

Als we het individuele comfort willen verbeteren door doeltreffende en duurzame maatregelen te nemen, stuiten we vaak op argumenten als "het is te laat", "het is onmogelijk voor mij" of "de technologie zal alles oplossen", die ook in het verslag aan bod komen.

Wanneer de plaatselijke politieke autoriteiten maatregelen nemen door tolheffing in te voeren, wegen aan te passen, de snelheid te beperken of strengere regels in te voeren om het gebruik van particuliere voertuigen te ontmoedigen, worden zij maar al te vaak tegengehouden door kortzichtig politiek opportunisme.

Toch zijn er tal van manieren waarop het lokale niveau bij de strijd tegen klimaatverandering kan worden betrokken.

Het beleid van het college is een stap in die richting.

De h. Cools zegt dat alle leden van de gemeenteraad overtuigd waren van de noodzaak om de klimaatverandering te bestrijden en deze overtuiging kwam tot uiting in de unanieme stemming over twee moties tijdens deze zittingsperiode.

Ook op Europees niveau is er bewustwording, met de goedkeuring van de Green Deal door het Europees parlement.

Maar volgens de h. Cools zijn er twee manieren om de strijd tegen de opwarming van de aarde op te vatten: de eerste, gebaseerd op een bestraffende ecologie, ten gunste van degrowth, is gedoemd te mislukken; de tweede, gebaseerd op een positieve ecologie, ten gunste van duurzame ontwikkeling, kan resultaten opleveren.

Voor de uitvoering van nieuwe maatregelen, naast alle maatregelen waartoe reeds in het kader van Agenda 21 is besloten, zal de gemeenteraad dus alleen de steun van de bevolking kunnen krijgen als hij de debatten steeds binnen zichzelf voert en daarbij naar een zo breed mogelijke consensus streeft.

Bovendien deelt de h. Cools niet de bedenkingen van de h. Desmet ten aanzien van nieuwe technologieën, die in sommige gevallen gunstig kunnen zijn voor het milieu (b.v. de vervanging van verbrandingsmotoren door elektrische of waterstofmotoren voor auto's).

Schepen De Brouwer antwoordt dat het college veel aandacht besteedt aan de betrokkenheid van jongeren bij de strijd tegen klimaatverandering.

Op verzoek van "Jeugd voor het Klimaat" werd in 2019 een boom geplant voor het cultureel centrum van Ukkel.

De kwetsbaarheids- en risicostudie werd uitgevoerd door masterstudenten milieuwetenschappen en -beheer.

De klimaatvergadering van de burgers staat open voor burgers vanaf 16 jaar.

Onder impuls van schepenen Perrine Ledan en Valentine Delwart wordt momenteel

het Jeugdforum georganiseerd voor jongeren van 12 tot 26 jaar dat zal worden afgesloten met een forum op 21 mei in de Roze Hoeve. Verschillende partners nemen deel aan de organisatie van workshops in het kader van deze algemene vergadering: de PAS, de preventieteams van Melkriek en Homborch, het jeugdcentrum Antirides, sommige gemeentescholen, enz.

Onder de bescherming van minister Philippe Henry heeft het Jeugdforum van 19 april de mening van de jongeren geventileerd over 5 thema's in het kader van de uitwerking van het nieuwe Lucht-Klimaat/Energieplan van het Waalse gewest: consumeren, verplaatsen, huisvesten, produceren en opleiden.

De thema's die uit de klimaatvergadering van de burgers naar voren zijn gekomen, lijken sterk op elkaar: publieke en private economische activiteiten, aanpassing, veerkracht, energiegebouwen, consumptie van gezinnen, mobiliteit, vervoer en financiële activa.

De gemeente heeft concreet gestalte gegeven aan de wens van jongeren om zinvolle beleidsmaatregelen te nemen, zoals die tijdens het Jeugdforum tot uiting is gekomen, door een plan met 30 acties op te stellen die op lokaal niveau een reële impact hebben.

Aangezien het klimaatvraagstuk geen generatiekloof mag zijn, is de Adviesraad voor senioren bovendien van plan een uitwisselingsproject over dit onderwerp tussen senioren en jongeren uit te voeren.

De h. Hayette heeft er terecht op gewezen dat niet alle groepen op dezelfde manier door de klimaatverandering worden getroffen. Daarom heeft het college het adviesbureau gevraagd rekening te houden met het specifieke karakter van het Ukkelse grondgebied, en met name met de structurering van de verschillende wijken naar gelang van hun sociaaleconomisch niveau.

In hun studie over kwetsbaarheid en risico's hebben de studenten rekening gehouden met dit soort indicatoren: zij werkten op een kleinere schaal (per blok in plaats van per wijk) en hielden rekening met factoren als bevolkingsdichtheid, mediaan inkomen, soorten huisvesting, het aandeel van geïsoleerde personen van 65 jaar en ouder, de afhankelijkheidsratio van ouderen, het aandeel van de bevolking in de buurt van een voor het publiek toegankelijke groene ruimte, enz.

De h. Hayette is van mening dat we ons moeten concentreren op maatregelen die direct kunnen worden uitgevoerd. We moeten streven naar onmiddellijke doeltreffendheid zonder noodzakelijkerwijs te proberen tot elke prijs te bekeren.

De h. Cools dringt erop aan dat, los van de huidige discussies, de uitvoering van Agenda 21 moet worden voortgezet.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la lutte contre le changement climatique.docx

Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.

28.04.2022/A/0053

Question orale de Mme Culer : la situation du bâtiment ISTI , rue Joseph Hazard.

Mme Culer a appris le 19 avril dernier par le quotidien « l'Echo » qu'« une information judiciaire a été ouverte par le Parquet de Bruxelles concernant la vente des locaux de l'ISTI par l'ULB à l'ASBL Génération, pour des préventions de corruption privée et d'abus de biens sociaux ».

Cette information constitue un « élément nouveau déterminant », tel que le prévoit l'article 85 du Règlement d'ordre intérieur (R.O.I.), pour autoriser la présente question orale, moins de trois séances après l'interpellation de Mme Lederman-Bucquet sur le même sujet le 24 février dernier.

Mme Culer a été interpellée par la lecture de cet article à plus d'un titre, et particulièrement en sa qualité de riveraine habitant à moins de 150 mètres de ce bâtiment.

Le groupe MR avait été alerté par des riverains de l'ouverture pour fin 2021 d'une école secondaire dite « pluraliste » dans le bâtiment de l'ISTI, 34 rue Joseph Hazard. Ce bâtiment a été cédé par le propriétaire, en l'occurrence l'ULB, à une ASBL dont l'intention était d'y installer un établissement scolaire secondaire.

Les comités de quartier se sont inquiétés de voir une école supérieure de type universitaire se transformer en une école secondaire à haute fréquentation qui altérerait le caractère paisible et harmonieux de ce quartier résidentiel.

Il y a beaucoup d'opacité dans cette opération immobilière, et la commune d'Uccle pourrait être une partie lésée.

La vente aurait été conclue pour un montant de 3,8 millions d'euros. Ce prix de vente théorique est déjà nettement plus bas que celui établi par l'expertise immobilière réalisée en 2008, qui évaluait le bâtiment à 5 millions d'euros.

Il semble qu'une clause de réméré figurerait dans l'acte d'achat-vente. Cette clause permettrait à l'acquéreur de déduire du prix d'achat un montant de 1.050.000 € pour occupation des locaux par l'ISTI depuis 2019.

Concrètement, selon le journal « L'Echo », il s'agit de 150.000 € en 2019 et 2020, 250.000 € en 2021 et 500.000 € en 2022.

Mathématiquement, le montant exact de cette vente serait de 2.750.000 €, soit presque la moitié du montant établi par l'expertise immobilière réalisée en 2008.

Or, nul n'ignore que le prix de l'immobilier a fortement augmenté en Belgique au cours des 14 dernières années.

Mme Culer se demande quel était l'intérêt de l'ULB de vendre cet immeuble sans recourir à aucune forme de publicité ou concurrence, qui aurait permis une cession à un prix nettement plus avantageux.

Il semble également que l'identité de l'acquéreur ait changé entre le moment des annonces au conseil d'administration de l'ULB et le moment de l'acte authentique. Pourquoi ?

On rapporte également que les modalités de la vente, le prix et la clause de réméré n'ont pas été davantage communiqués au conseil d'administration de l'ULB.

Il serait vraiment intéressant de savoir pourquoi ces éléments ont été dissimulés ou transformés, ce qui a inévitablement conduit les membres du conseil d'administration de l'ULB à prendre une décision qu'on peut qualifier de viciée.

Toutes ces informations, si elles sont avérées, sont de nature à légitimer l'inquiétude de Mme Culer.

L'ouverture de l'école est-elle toujours prévue en septembre 2022 ? Les nouveaux propriétaires ont-ils investi les lieux ?

L'ULB a-t-elle informé en son temps la commune de la mise en vente de ce bâtiment ?

M. l'Echevin Biermann reconnaît que les éléments relatés par le journal « L'Echo » ont de quoi interpellier. Il espère que la procédure introduite permettra de faire la lumière sur les circonstances de la vente du bâtiment par l'ULB.

En 2017, l'ULB n'avait pas informé la commune de la mise en vente de l'immeuble. Le Collège a tenté d'obtenir des éclaircissements sur ce dossier en contactant les autorités de l'ULB et le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment le Ministre-Président et le Ministre de l'Education Caroline Désir.

Une rencontre avec le Recteur de l'ULB a eu lieu en juillet 2020.

L'administration communale a envoyé de multiples courriers aux responsables des ASBL Génération et EPSP afin de connaître leurs intentions.

Ce n'est que le 17 septembre 2020, après des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, que le président de l'ASBL a accepté de rencontrer le Collège.

Depuis lors, le Collège n'a plus eu la moindre information, ni de la part de l'ULB ni de la part de l'ASBL propriétaire.

Comme il l'a déclaré à la journaliste de L'Echo, M. l'Echevin Biermann regrette le flou qui entoure l'arrivée de cette nouvelle école secondaire.

Le Collège n'a eu qu'un seul contact avec l'ASBL Génération à une époque où celle-ci n'avait pas encore obtenu l'agrément de la Fédération Wallonie-Bruxelles, finalement accordé en 2020.

Le Conseil général de l'enseignement secondaire avait toutefois émis des conditions à cette reconnaissance, notamment pour ce qui concerne la mise en conformité du bâtiment, qui, en l'état actuel, ne permet pas l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire (absence de cour de récréation adéquate et d'infrastructures pour les cours d'éducation physique et les cours de sciences avec activités en laboratoire).

Il semble donc nécessaire de passer par une procédure de permis d'urbanisme pour laquelle l'autorité compétente est Urban Brussels.

À ce jour, aucune demande de permis ne semble avoir été introduite.

M. l'Echevin Biermann ne peut que déplorer le manque de transparence qui caractérise ce dossier.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Culer : toestand van het ISTI-gebouw, Joseph Hazardstraat.

Mevr. Culer vernam op 19 april jl. In l'Echo dat het parket van Brussel een gerechtelijk onderzoek heeft ingesteld naar de verkoop van de ISTI-gebouwen door de ULB aan vzw Génération wegens vermeende privécorruptie en misbruik van sociaal vermogen.

Deze informatie vormt een "beslissend nieuw element" in de zin van artikel 85 van het huishoudelijk reglement dat de huidige mondelinge vraag toestaat, minder dan drie zittingen na de interpellatie van mevr. Lederman-Bucquet over hetzelfde onderwerp op 24 februari.

Mevr. Culer was in meer dan één opzicht bezorgd over de lezing van dit artikel, met name in haar hoedanigheid van bewoonster die op minder dan 150 meter van dit gebouw woont.

De MR was door buurtbewoners geattendeerd op de opening van een zogenaamde "pluralistische" middelbare school in het ISTI-gebouw in de Joseph Hazardstraat 34 tegen eind 2021. Dit gebouw werd door de eigenaar, in dit geval de ULB, overgedragen aan een vzw die er een middelbare school wou op richten.

De buurtcomités waren bezorgd dat een middelbare school van het universitaire type zou worden omgevormd tot een middelbare school met een groot aantal leerlingen, waardoor het rustige en harmonieuze karakter van deze woonwijk zou veranderen.

Er is veel ondoorzichtigheid in deze vastgoedoperatie en de gemeente Ukkel zou een benadeelde partij kunnen zijn.

De verkoop werd naar verluidt afgesloten voor 3,8 miljoen euro. Deze theoretische verkoopprijs is al aanzienlijk lager dan de prijs die werd vastgesteld bij de in 2008 uitgevoerde vastgoedexpertise, waarbij het gebouw op 5 miljoen euro werd getaxeerd. Het lijkt erop dat in de akte van koop en verkoop een terugkoopclausule zou worden opgenomen. Deze clausule zou de koper in staat stellen een bedrag van 1.050.000 euro van de koopprijs af te trekken voor het feit dat het ISTI het pand sinds 2019 in

gebruik heeft.

Concreet betekent dit volgens L'Echo 150.000 euro in 2019 en 2020, 250.000 euro in 2021 en 500.000 euro in 2022.

Wiskundig gezien zou het exacte bedrag van deze verkoop 2.750.000 euro zijn, wat bijna de helft is van het bedrag dat is vastgesteld bij de taxatie van het onroerend goed in 2008.

Het is algemeen bekend dat de vastgoedprijzen in België de afgelopen 14 jaar sterk zijn gestegen.

Mevr. Culer vroeg zich af wat de zin was van de verkoop van dit gebouw door de ULB zonder enige vorm van reclame of concurrentie, waardoor het tegen een veel gunstiger prijs had kunnen worden verkocht.

Het lijkt er ook op dat de identiteit van de koper is veranderd tussen het tijdstip van de mededelingen aan het ULB-bestuur en het tijdstip van de akte. Waarom is dit gebeurd ?

Ook zouden de verkoopvoorwaarden, de prijs en de clausule van terugkoop niet aan het ULB-bestuur zijn meegedeeld.

Het zou zeer interessant zijn te weten waarom deze elementen werden verzwegen of omgevormd, wat de leden van het ULB-bestuur er onvermijdelijk toe heeft gebracht een beslissing te nemen die als ondeugdelijk kan worden omschreven.

Al deze informatie, indien waar, rechtvaardigt de bezorgdheid van mevr. Culer.

Is het nog steeds de bedoeling dat de school in september 2022 opengaat ? Zijn de nieuwe eigenaars er al ingetrokken ?

Heeft de ULB de gemeente op de hoogte gebracht van het feit dat het gebouw te koop stond ?

Schepen Biermann erkent dat de in L'Echo gemelde elementen zeer verontrustend waren. Hij hoopt dat de ingediende procedure licht zou werpen op de omstandigheden van de verkoop van het gebouw door de ULB.

In 2017 heeft de ULB de gemeente niet laten weten dat het gebouw te koop stond. Het college heeft getracht hierover opheldering te verkrijgen door contact op te nemen met de ULB en de regering van de Federatie Wallonië-Brussel, met name met de minister-president en de minister van Onderwijs Caroline Désir.

In juli 2020 vond een ontmoeting plaats met de rector van de ULB.

Het gemeentebestuur heeft meerdere brieven gestuurd naar vzw Génération en de EPSP om te vernemen wat hun bedoelingen zijn.

Pas op 17 september 2020, na gesprekken met verschillende leden van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel, stemde de voorzitter van de vzw in met een ontmoeting met het college.

Sindsdien heeft het college geen verdere informatie ontvangen, noch van de ULB, noch van de vzw.

Zoals hij de journalist van L'Echo vertelde, betreurt schepen Biermann het gebrek aan duidelijkheid rond de komst van deze nieuwe middelbare school.

Het college heeft slechts één keer contact gehad met VZW Génération op een moment dat het nog niet de erkenning van de Federatie Wallonië-Brussel had verkregen, die uiteindelijk in 2020 werd verleend.

De algemene raad voor het middelbaar onderwijs had echter voorwaarden gesteld voor deze erkenning, met name wat betreft de aanpassing van het gebouw, dat in zijn huidige staat niet geschikt is voor de opvang van leerlingen van het middelbaar onderwijs (ontbreken van een adequate speelplaats en infrastructuur voor lessen lichamelijke opvoeding en lessen wetenschappen met laboratoriumactiviteiten).

Het lijkt dus noodzakelijk een procedure voor een stedenbouwkundige vergunning te doorlopen waarvoor de bevoegde instantie Urban Brussels is.

Tot op heden schijnt er nog geen aanvraag voor een vergunning te zijn ingediend.

Schepen Biermann kan het gebrek aan transparantie in dit dossier alleen maar

betreuren.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0054

Question orale de M. Cools : le panel citoyen constitué pour accompagner l'étude de mobilité autour du Bois de La Cambre.

M. Cools signale que la ville de Bruxelles a annoncé par voie de presse la création d'un panel citoyen pour accompagner l'étude de mobilité autour du Bois de la Cambre. Un dépliant relatif à ce panel a été distribué à certains habitants.

Ce document indique que le panel sera composé de 16 membres, dont 6 Ucclois. Les membres de ce panel seront invités à participer, entre mai 2022 et février 2023, à au moins 4 et au plus 6 réunions de maximum trois heures en pleine journée. Il s'agit là d'un biais qui rend difficile la participation de citoyens engagés dans la vie professionnelle. Six places du panel sont réservées aux automobilistes et 10 autres, aux adeptes des modes actifs et multimodaux.

Assez curieusement, le document évoque une étude de mobilité autour du bois, et non dans le bois ou dans le bois et autour du bois.

Dans ce dépliant, la STIB, la Région, la ville de Bruxelles et les communes d'Ixelles, de Watermael-Boitsfort, de Rhode-Saint-Genèse et de Linkebeek sont présentées avec leur logo comme les initiateurs de ce projet.

Le Collège pourrait-il indiquer pourquoi la commune d'Uccle n'y est pas mentionnée ?

La création et les modalités de ce panel ont-elles fait l'objet d'un consensus au sein du comité d'accompagnement de l'étude de mobilité du Bois de la Cambre ?

Il semblerait qu'un membre du comité du quartier Fond'Roy représente le bourgmestre au sein de ce comité d'accompagnement. Sans remettre en cause la légitimité des comités de quartier, dont l'engagement est très utile, il y a lieu de se demander s'il leur incombe de représenter l'autorité communale.

Par ailleurs, il y a lieu de s'interroger sur le rôle de l'ARAU (Atelier de recherches et d'actions urbaines) dans ce processus, vu l'opposition de principe de cette organisation à toute circulation automobile dans le Bois de la Cambre.

M. le Bourgmestre rappelle qu'Uccle a gagné la procédure devant le Tribunal de première instance.

Ceci a débouché sur la désignation d'un bureau d'études, dont la mission comporte la constitution d'un panel de citoyens.

Le Collège a introduit une action sur le fond parce qu'il doute de l'impartialité de ce bureau d'études.

Le mode de composition de ce panel n'est pas impartial, puisqu'il prévoit 60 % pour les adeptes de la mobilité douce et 40 % pour les automobilistes alors que, selon le diagnostic mobilité, établi de façon plus objective, la part d'Ucclois se déplaçant en voiture s'élève à 58 %.

Vu l'opposition de la commune d'Uccle à la formule, il eût été incongru que le logo communal figure dans le document.

M. le Bourgmestre a un profond respect pour le travail mené par l'ARAU. Néanmoins, il ne partage pas son point de vue sur le Bois de la Cambre, plus radical encore que celui de la ville de Bruxelles, puisque cette organisation est favorable à une interdiction absolue de toute circulation automobile dans le bois.

Mais dans ce cas, ce sont les quartiers où vivent les gens qui subiraient la pollution, puisque la circulation automobile y serait déportée.

Toutefois, l'ARAU défend des positions pertinentes lorsqu'il plaide en faveur de la régionalisation du Bois de la Cambre.

Un représentant du comité de quartier cité par M. Cools est venu épauler l'agent du service de la Mobilité et les représentants du Collège au comité d'accompagnement, en raison de son expertise dans le domaine de la mobilité.

M. l'Echevin Wyngaard précise que la participation de membres du Collège à des visites guidées du Bois de la Cambre organisées par l'ARAU n'implique pas en soi une adhésion inconditionnelle aux positions défendues par cette association.

Il est normal que les mandataires publics soient à l'écoute des groupements et associations, quels qu'ils soient.

M. De Bock souhaite que la position d'Uccle dans ce dossier soit relayée sur le site internet communal.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : burgerpanel opgericht om de mobiliteitstudie rond het Ter Kamerenbos te begeleiden.

De h. Cools deelt mee dat Brussel-Stad in de pers de oprichting van een burgerpanel heeft aangekondigd om de mobiliteitsstudie rond het Ter Kamerenbos te begeleiden. Een folder over dit panel is aan sommige bewoners uitgedeeld.

In dit document staat dat de jury zal bestaan uit 16 leden, waaronder 6 Ukkelaars. Tussen mei 2022 en februari 2023 zullen de panelleden worden uitgenodigd om deel te nemen aan min. vier en max. zes vergaderingen van max. drie uur, midden op de dag. Hierdoor is deelname van burgers die beroepsmatig actief zijn moeilijk. Zes plaatsen in het panel zijn gereserveerd voor automobilisten en tien voor actieve en multimodale gebruikers.

Vreemd genoeg wordt in het document gesproken over een mobiliteitsstudie rond het bos, niet in het bos of in het bos en rond het bos.

In deze folder worden de MIVB, het Gewest, Brussel-Stad en de gemeentes Elsene, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Genesius-Rode en Linkebeek met hun logo's voorgesteld als de initiatiefnemers van dit project.

Kan het college aangeven waarom de gemeente Ukkel niet wordt genoemd ?

Heeft het comité dat de mobiliteitsstudie van het Ter Kamerenbos begeleidt, ingestemd met de oprichting en de modaliteiten van dit panel ?

Het lijkt erop dat een lid van het wijkcomité van Vronerode de burgemeester vertegenwoordigt in dit begeleidingscomité. Zonder de legitimiteit van de wijkcomités, waarvan de inzet zeer nuttig is, in twijfel te trekken, moet men zich afvragen of het hun verantwoordelijkheid is het gemeentebestuur te vertegenwoordigen.

Bovendien is de rol van het ARAU (Atelier de recherches et d'actions urbaines) in dit proces twijfelachtig, gezien het principiële verzet van deze organisatie tegen alle autoverkeer in het Ter Kamerenbos.

De burgemeester herinnert eraan dat Ukkel de procedure voor het gerecht van eerste aanleg had gewonnen.

Dit heeft geleid tot de aanstelling van een adviesbureau dat onder meer tot taak heeft een burgerpanel samen te stellen.

Het college heeft een beroep ten gronde ingesteld omdat het twijfelt aan de onpartijdigheid van dit adviesbureau.

De samenstelling van dit panel is niet onpartijdig, aangezien het voor 60% uit liefhebbers van zachte mobiliteit en voor 40% uit automobilisten bestaat, terwijl

volgens de mobiliteitsdiagnose, die op een objectievere manier is opgesteld, het aandeel van de Ukkelaars dat de auto gebruikt 58% bedraagt.

Gezien het verzet van de gemeente Ukkel tegen de formule zou het ongerijmd zijn geweest als het gemeentelogo in het document zou zijn opgenomen.

De burgemeester heeft groot respect voor het werk van het ARAU. Hij was het echter niet eens met haar standpunt over het Ter Kamerenbos, dat nog radicaler was dan dat van Brussel-Stad, aangezien deze organisatie voorstander was van een absoluut verbod op alle autoverkeer in het bos.

In dit geval zijn het echter de woonwijken die onder de vervuiling te lijden zouden hebben omdat het autoverkeer daarheen zou worden omgeleid.

Het standpunt van het ARAU is evenwel relevant wanneer het pleit voor de regionalisatie van het Ter Kamerenbos.

Een vertegenwoordiger van het door de h. Cools genoemde wijkcomité is de ambtenaar van de dienst Mobiliteit en de vertegenwoordigers van het college in het begeleidingscomité komen ondersteunen, omdat hij deskundig is op het gebied van mobiliteit.

Schepen Wyngaard wijst erop dat de deelname van collegeleden aan door het ARAU georganiseerde rondleidingen door het Ter Kamerenbos op zich geen onvoorwaardelijke steun inhoudt voor de door deze vereniging verdedigde standpunten.

Het is normaal dat mandatarissen luisteren naar groepen en verenigingen, wie dat ook mogen zijn.

De h. De Bock wenst dat het standpunt van Ukkel over deze kwestie op de gemeentelijke website wordt gepubliceerd.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0055

Question orale de M. De Bock : l'avenir du Bois de la Cambre à la suite des propositions de l'ARAU et du panel citoyen organisé par la Ville de Bruxelles.

M. De Bock demande si le Collège a exposé son point de vue à l'ARAU et pris position sur le panel organisé par la ville de Bruxelles.

La commune d'Uccle a-t-elle été consultée par la ville de Bruxelles et associée à ce processus ?

M. le Bourgmestre rappelle qu'Uccle a gagné la procédure devant le Tribunal de première instance.

Ceci a débouché sur la désignation d'un bureau d'études, dont la mission comporte la constitution d'un panel de citoyens.

Le Collège a introduit une action sur le fond parce qu'il doute de l'impartialité de ce bureau d'études.

Le mode de composition de ce panel n'est pas impartial, puisqu'il prévoit 60 % pour les adeptes de la mobilité douce et 40 % pour les automobilistes alors que, selon le diagnostic mobilité, établi de façon plus objective, la part d'Ucclois se déplaçant en voiture s'élève à 58 %.

Vu l'opposition de la commune d'Uccle à la formule, il eût été incongru que le logo communal figure dans le document.

M. le Bourgmestre a un profond respect pour le travail mené par l'ARAU. Néanmoins, il ne partage pas son point de vue sur le Bois de la Cambre, plus radical

encore que celui de la ville de Bruxelles, puisque cette organisation est favorable à une interdiction absolue de toute circulation automobile dans le bois.

Mais dans ce cas, ce sont les quartiers où vivent les gens qui subiraient la pollution, puisque la circulation automobile y serait déportée.

Toutefois, l'ARAU défend des positions pertinentes lorsqu'il plaide en faveur de la régionalisation du Bois de la Cambre.

Un représentant du comité de quartier cité par M. Cools est venu épauler l'agent du service de la Mobilité et les représentants du Collège au comité d'accompagnement, en raison de son expertise dans le domaine de la mobilité.

M. l'Echevin Wyngaard précise que la participation de membres du Collège à des visites guidées du Bois de la Cambre organisées par l'ARAU n'implique pas en soi une adhésion inconditionnelle aux positions défendues par cette association.

Il est normal que les mandataires publics soient à l'écoute des groupements et associations, quels qu'ils soient.

M. De Bock souhaite que la position d'Uccle dans ce dossier soit relayée sur le site internet communal.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de toekomst van het Ter Kamerenbos ingevolge de voorstellen van het ARAU en het burgerpanel georganiseerd door Brussel-Stad.

De h. De Bock vraagt of het college zijn standpunten aan het ARAU had meegedeeld en een standpunt had ingenomen over het door Brussel-Stad georganiseerde panel. Is de gemeente Ukkel door Brussel-Stad geraadpleegd en bij dit proces betrokken ?

De burgemeester herinnert eraan dat Ukkel de procedure voor het gerecht van eerste aanleg had gewonnen.

Dit heeft geleid tot de aanstelling van een adviesbureau dat onder meer tot taak heeft een burgerpanel samen te stellen.

Het college heeft een beroep ten gronde ingesteld omdat het twijfelt aan de onpartijdigheid van dit adviesbureau.

De samenstelling van dit panel is niet onpartijdig, aangezien het voor 60% uit liefhebbers van zachte mobiliteit en voor 40% uit automobilisten bestaat, terwijl volgens de mobiliteitsdiagnose, die op een objectievere manier is opgesteld, het aandeel van de Ukkelaars dat de auto gebruikt 58% bedraagt.

Gezien het verzet van de gemeente Ukkel tegen de formule zou het ongerijmd zijn geweest als het gemeentelogo in het document zou zijn opgenomen.

De burgemeester heeft groot respect voor het werk van het ARAU. Hij was het echter niet eens met haar standpunt over het Ter Kamerenbos, dat nog radicaler was dan dat van Brussel-Stad, aangezien deze organisatie voorstander was van een absoluut verbod op alle autoverkeer in het bos.

In dit geval zijn het echter de woonwijken die onder de vervuiling te lijden zouden hebben omdat het autoverkeer daarheen zou worden omgeleid.

Het standpunt van het ARAU is evenwel relevant wanneer het pleit voor de regionalisatie van het Ter Kamerenbos.

Een vertegenwoordiger van het door de h. Cools genoemde wijkcomité is de ambtenaar van de dienst Mobiliteit en de vertegenwoordigers van het college in het begeleidingscomité komen ondersteunen, omdat hij deskundig is op het gebied van mobiliteit.

Schepen Wyngaard wijst erop dat de deelname van collegeleden aan door het ARAU georganiseerde rondleidingen door het Ter Kamerenbos op zich geen onvoorwaardelijke steun inhoudt voor de door deze vereniging verdedigde standpunten.

Het is normaal dat mandatarissen luisteren naar groepen en verenigingen, wie dat ook mogen zijn.

De h. De Bock wenst dat het standpunt van Ukkel over deze kwestie op de gemeentelijke website wordt gepubliceerd.

De Raad neemt kennis.

28.04.2022/A/0056 **Question orale de M. De Bock : les comptages qui justifient le maintien de la fermeture des rues Depage et Vanderkindere.**

M. De Bock rappelle que la fermeture de ces rues s'inscrit dans le cadre du test de réaménagement du carrefour de la rue Vanderkindere avec les artères Marie Depage/Gabrielle/Anémones (sur l'ICR B).

Vu que ce test, d'une durée de 5 mois, s'est achevé ce 1^{er} avril, le temps est venu de l'évaluer, selon les modalités prévues par le permis d'urbanisme.

De nombreux usagers du carrefour ont exprimé leur désapprobation. Lors de la dernière intervention de M. De Bock sur ce sujet, le Collège n'avait pas divulgué le nombre de citoyens s'étant manifestés. Pourtant, une lettre signée par plus de 150 personnes demande au Collège l'abandon du projet.

Il est essentiel qu'une évaluation conforme aux exigences du permis soit effectuée et que tant la commune que la Région tiennent compte de l'avis de tous les usagers du carrefour.

Il est aussi nécessaire que les données promises soient transmises dans la transparence, sur base de la méthodologie d'analyse demandée, avec des comptages dans les rues avoisinantes et avec une vérification de l'accessibilité aux stations-service tant pour les livraisons que pour la clientèle.

Combien de citoyens ont écrit ou signé une lettre réclamant l'abandon du projet ?

Où en sont les comptages promis avant et après le test en vue de mesurer le report sur les voiries adjacentes ?

M. l'Echevin Wyngaard est tout à fait disposé à communiquer les comptages, qui ont été réalisés avant le test et après quelques mois de test.

Dans certaines rues, le flux est plus important, dans d'autres il l'est beaucoup moins, ce qui n'a rien de surprenant.

Les services de police signalent qu'il n'y a eu aucun accident dans la zone concernée durant toute la période de test.

Les services communaux sont en train de finaliser avec Bruxelles-Mobilité une note très approfondie, que M. l'Echevin Wyngaard ne manquera pas de transmettre lorsqu'elle sera disponible.

Il convient en effet dans ce type d'analyse de tempérer les chiffres bruts pour avoir une vision exacte de la situation, étant donné que, par exemple, entre le mois d'octobre de l'année dernière et le mois de mars de cette année-ci, le trafic a augmenté de 35 %.

M. De Bock insiste pour disposer de données relatives aux rues adjacentes.

Par ailleurs, il accorde une grande importance aux chiffres bruts car les moyennes

peuvent s'avérer trompeuses : les moyennes relatives à la circulation automobile au Bois de la Cambre donnent une vision tronquée de la situation dans la mesure où le trafic est très différent à 08h30, à 11h00 ou à 15h00.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de tellingen die de afsluiting van de Depage- en Vanderkinderestraat rechtvaardigen.

De h. De Bock herinnert eraan dat de sluiting van deze straten deel uitmaakt van de test voor de reorganisatie van het kruispunt van de Vanderkinderestraat met Marie Depage/Gabrielle/Anemoon (op ICR B).

Aangezien deze test van 5 maanden op 1 april is afgelopen, is het tijd om deze te evalueren, overeenkomstig de voorwaarden van de bouwvergunning.

Veel gebruikers van het kruispunt hebben hun afkeuring geuit. Toen de h. De Bock voor het laatst over dit onderwerp sprak, maakte het college niet bekend hoeveel burgers hun bezorgdheid hadden geuit. In een brief die door meer dan 150 mensen is ondertekend, wordt het college echter verzocht van het project af te zien.

Het is van essentieel belang dat een evaluatie wordt uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de vergunning en dat zowel de gemeente als het gewest rekening houden met de mening van alle gebruikers van het kruispunt.

Ook is het noodzakelijk dat de toegezegde gegevens op transparante wijze worden verstrekt, op basis van de gevraagde analysemethode, met tellingen in de aangrenzende straten en met een verificatie van de bereikbaarheid van de tankstations voor zowel leveringen als klanten.

Hoeveel burgers hebben een brief geschreven of ondertekend waarin zij eisen dat van het project wordt afgezien ?

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de toegezegde pre- en post-test verkeerstellingen om de verplaatsing naar aangrenzende wegen te meten ?

Schepen Wyngaard is bereid deze pre- en post-test verkeerstellingen te verstrekken.

In sommige straten is de doorstroming groter, in andere veel minder, wat niet verwonderlijk is.

De politie meldt dat er gedurende de gehele testperiode geen ongelukken in het gebied zijn gebeurd.

De gemeentediensten leggen momenteel de laatste hand aan een zeer gedetailleerd rapport met Brussel Mobiliteit, dat schepen Wyngaard zal doorgeven zodra het beschikbaar is.

Bij dit soort analyses is het van belang de ruwe cijfers te temperen om een juist beeld van de situatie te krijgen, aangezien bijvoorbeeld tussen oktober vorig jaar en maart dit jaar het verkeer met 35 % is toegenomen.

De h. De Bock dringt aan op gegevens over de aangrenzende straten.

Hij hechtte ook veel belang aan ruwe cijfers aangezien gemiddelden misleidend kunnen zijn: gemiddelde cijfers voor het autoverkeer in het Ter Kamerenbos geven een beknot beeld van de situatie aangezien het verkeer om 8.30 uur, 11 uur en 15 uur zeer verschillend is.

De Raad neemt kennis.

coin des rues Vanderkindere/Gabrielle/Dodonée.

M. De Bock a constaté que deux établissements horeca ont procédé à une augmentation significative de la superficie de leurs terrasses sur le trottoir latéral tant dans le haut que le bas de la rue Vanderkindere, mais également sur la chaussée, sur plusieurs dizaines de m².

La sinuosité du parcours imposé de la sorte aux automobilistes est de nature à accroître le risque d'accidents.

Ces deux établissements sont-ils gérés par le même exploitant ?

Quelle a été la demande initiale de ces deux établissements ? Quelles sont les modalités de l'autorisation de la commune quant à l'occupation de l'espace public ?

Mme l'Echevin Delwart répond que les deux établissements sont gérés par le même exploitant et que celui-ci n'avait pas été autorisé à étendre ses terrasses.

Un rappel à l'ordre lui a été adressé ce lundi après vérification.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : terrassen van de twee handelszaken op de hoek van de Vanderkindere- , Gabrielle- en Dodonéestraat.

De heer De Bock heeft vastgesteld dat twee horecagelegenheden de oppervlakte van hun terrassen op het trottoir, zowel bovenaan als onderaan de Vanderkinderestraat, maar ook op de weg, aanzienlijk hebben vergroot, met enkele tientallen vierkante meters.

De kronkelige route die op deze manier aan automobilisten wordt opgelegd, zal het risico op ongevallen waarschijnlijk vergroten.

Worden deze twee etablissementen door dezelfde exploitant beheerd ?

Wat was het oorspronkelijke verzoek voor deze twee etablissementen ? Wat zijn de voorwaarden voor de toestemming van de gemeente om de openbare ruimte in te nemen ?

Schepen Delwart antwoordt dat de twee etablissementen door dezelfde exploitant worden beheerd en dat hij geen toestemming had gekregen om zijn terrassen uit te breiden.

Een aanmaning werd hem maandag na verificatie toegezonden.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 00:15

Opheffing van de zitting om 00:15

Le Secrétaire communal f.f.
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Collège,
Het College,

Patrick De Nutte

Yannick Franchimont